

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

Revue Trimestrielle

de la

Société d'Économie Politique, de Statistique et de Législation d'Egypte



JANVIER 1956
XLVII^e ANNÉE
No. 283
LE CAIRE

SOCIÉTÉ D'ECONOMIE POLITIQUE DE STATISTIQUE ET DE LEGISLATION D'EGYPTE

La Société a été fondée en 1909. Son objet est de promouvoir les études et recherches dans les domaines économique, statistique et juridique.

Elle publie la présente revue qui est à la quarante-septième année de sa fondation et consacrée aux études de différentes matières traitées du double point de vue scientifique et pratique.

Elle facilite la consultation des principaux ouvrages et revues égyptiens et étrangers dont sont richement dotées sa bibliothèque et sa salle de lecture.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président: Dr. ABDEL HAMID BADAWI, Ancien Ministre, Vice-Président de la Cour internationale de Justice de La Haye.

Vice-Président: KAMEL MOURSRY, Ancien Ministre de la Justice.

Secrétaire Général: Dr. HELMY BAHGAT BADAWI, Ancien Ministre, Administrateur de la Cie Universelle du Canal Maritime de Suez.

Trésorier: Dr ABDEL HAKIM EL RIFAI, Sous Gouverneur de la National Bank of Egypt.

Membres du Comité: AHMED ABBoud, Président et Administrateur-Délégué de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte; AHMED KAMEL, Ancien Ministre; ALY EL CHAMSI, Ancien Ministre; Dr. ALY EL GREITLY, Ancien Ministre; HAFEZ AFIFI, Ancien Ministre; SADEK HENEIN, Ancien Administrateur-Délégué de la Société Anonyme des Eaux du Caire; MAHMOUD CHOUKRI, Ancien Ministre; MAHMOUD MOHAMED EL DARWISH, Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances; MOHAMED AMIN FIKRI, Ancien Gouverneur de la National Bank of Egypt; Dr. MOHAMED ZOHEIR GARRANAH, Avocat; S. SIDAROUSS, Ancien Ministre Plénipotentiaire d'Egypte à Washington; GEORGES BURDEAU, Directeur de l'Institut de Hautes Etudes Françaises en Egypte; Comte JEAN P. DE GRAILLY, Agent Supérieur de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez; ABDEL RAZZAK AHMED EL-SANHOURY, Ancien Président du Conseil d'Etat; M. JACQUET, Avocat-conseil; HASSAN MOUKHTAR RASMI, ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances; HUSSEIN FAHMY, Président du Conseil Permanent de la Production Nationale; IBRAHIM; BAYOUMI MADKOUR, Ancien Ministre; M. SANNY LACKANY Ancien Vice-Président de la Cour des Comptes; ZAKI ABDEL MOTAAL Ancien Ministre des Finances; M. VINCENOT, Président du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Egyptien.

Secrétaire: Dr. I.G. LEVI, Ancien Directeur Général de l'Administration de la Statistique, Membre titulaire de l'Institut International de Statistique.

Censeurs: Dr. ISCANDAR A. DOSS et PAUL DEMANGET.

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

(XLVII^e ANNÉE, JANVIER 1956, No. 283)

**S.O.P. - PRESS
(SOCIÉTÉ ORIENTALE DE PUBLICITÉ)
LE CAIRE, 1956**

Prix P. T. 40

MEMBRES DE LA SOCIETE

Les membres actifs de la Société sont de deux catégories: les membres titulaires payant une cotisation de P.T. 150 par an et les membres donateurs s'inscrivant pour une cotisation de L.E. 10 au minimum. Ils sont nommés par le Conseil sur leur demande appuyée par au moins un membre de la Société et ont tous droit au service gratuit de la Revue de la Société.

La Société compte actuellement environ 600 membres.

CONDITION D'ABONNEMENT

Le prix de l'abonnement à la revue est de P.T. 150 pour l'Egypte et le Soudan et 34 shellings pour tous les pays faisant partie de l'Union Postale.

Les numéros non réclamés par Messieurs les Membres et Abonnés dans l'intervalle entre la parution de deux fascicules consécutifs ne leur seront livrés que contre paiement du prix.

Le prix du fascicule est de P.T. 40 pour l'Egypte et 8 shellings et 7 pence pour l'étranger.

Les opinions émises par les collaborateurs de la revue n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit soumis à " L'Egypte Contemporaine " devient la propriété de la Société.

Les demandes d'adhésion, d'abonnement ou d'information doivent être adressées au Secrétariat de la Société, Boîte Postale No. 732.

Siège: Le Caire, 16 Chareh Nahdet Masr (ex Maleka), Téléphone 52797.

SOMMAIRE

EN LANGUES ETRANGERES

	Pages
LISTE DES MEMBRES	V - XXIX

ARTICLES

ANDRE PIATIER. — <i>Première Conférence : Inégalités Economiques et Politiques de développement à l'échelle régionale et à l'échelle nationale. — Deuxième Conférence: Développement Economique régional et Développement Economique National. — Troisième Conférence: Les grands choix et leur préparation</i>	1 - 48
---	--------

ACTUALITES

<i>Analyses et comptes-rendus.</i> — A. DESCAMPS ET P. BLONDEAU : Aspects Economiques de l'énergie nucléaire, par Dr. I. G. L. - E. M. HUGH JONES : La productivité industrielle, par Dr. I.G.L. - U.N.E.S.C.O.: Les nouveaux Etats dans la vie internationale. — Arab Training Center on the Economic and Financial appraisal of Agricultural plans and projects.....	49 - 56
Ouvrages reçus, quatrième trimestre 1955	57 - 58
Relevé des principaux articles parus dans les revues égyptiennes et étrangères, quatrième trimestre 1955	59 - 81
Tableaux Statistiques	83 - 106

EN LANGUE ARABE

HASSAN KAMEL. — Annulation de l'arrêté administratif concernant le renvoi d'un fonctionnaire public	5 - 29
AHMED SAFWAT. — Historique des Tribunaux Charéi	31 - 52
Législation économique et financière	53 - 55
MAHMOUD SALEH EL FALAKI — Les plombs pour le Développement Economique	57 - 75

CONTENTS

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

LISTE DES MEMBRES

Les Membres dont les adresses ne sont pas exactement indiquées sur la liste suivante sont priés d'en informer le Secrétariat de la Société (Chareh Nahdet Masr, No. 16). Ceux dont les adresses ne sont pas suivies du nom de la ville résident au Caire.

No.
d'ins-
cription

MEMBRES DONATEURS

- 326 AHMED ABOUD, *Président du Conseil d'Administration de la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*, B.P. No. 2051.
- 214 ALEXANDRIA NAVIGATION COMPANY (THE), Rue de l'Ancienne Bourse, B.P. No. 82 (Alexandrie).
- 165 APPEL (EMMANUEL), *Président de la Smelting Co. (Egypt)*, S.A.E., Rue Chérif Pacha No. 26 A., Boîte Postale No. 1898.
- 338 BANQUE BELGE ET INTERNATIONALE EN EGYPT, Rue Kasr-el-Nil, No. 45
- 552 BANQUE MISR, Rue Mohamed Farid, No. 151.
- 278 BANQUE OTTOMANE, Rue Mohamed Farid, No. 155.
- 190 CAIRO ELECTRIC RAILWAYS AND HELIOPOLIS OASES COMPANY LTD., Boulevard Abbas No. 28, Héliopolis.
- 260 COMPAGNIE UNIVERSELLE DU CANAL MARITIME DE SUEZ, Rue Lazogli, No. 6, Kasr-el-Doubara, B.P. No. 2120.
- 231 COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS, Rue Chérif Pacha, No. 11, B.P. No. 593 (Alexandrie).
- 289 CRÉDIT AGRICOLE ET COOPÉRATIF, S.A.E., Rue Sabri Abou Alam No. 11.
- 223 CRÉDIT FONCIER EGYPTIEN, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha, No. 35; B.P. No. 141.
- 344 CRÉDIT LYONNAIS, Rue Chérif Pacha, No. 4 (Alexandrie).
- 286 DELTA TRADING COMPANY, Rue Mohamed Farid, No. 18.
- 363 EGYPTIAN HOTELS LTD., Semiramis Hotel.
- 345 EMILIO LEVI & Co., Rue Abdel Moneim, No. 73 (Alexandrie).
- 325 ETABLISSEMENTS OROSDI BACK, Angle Rue Abd el Aziz et Rue Rouchdy Pacha B.P. No. 332.

No.
d'ins-
cription

- 212 FILATURE NATIONALE D'EGYPTE, Rue Canal Mahmoudieh, No. 132 B.P. No. 119 (Alexandrie).
- 136 GRANDS MAGASINS CICUREL, S.A.E., Rue Fouad 1er, No. 3.
- 101 HELWAN PORTLAND CEMENT COMPANY, S.A.E. Immeuble François Tagher, Rue Elhamy, Kasr-el-Doubara.
- 361 LAND BANK OF EGYPT, Rue Toussoun Pacha, No. 7; B.P. 614 (Alex).
- 224 NATIONAL BANK OF EGYPT. Rue Kasr-el-Nil, No. 31.
- 182 PHARAONIC MAIL LINE (THE), S.A.E. Rue Chérif Pacha, No. 26.
- 132 S. & S. SEDNAOUI & Co. LTD., Midan El-Khazindar, B.P. No. 23.
- 87 SOCIÉTÉ ANONYME EGYPTIENNE D'ASSURANCES "AL CHARK", Midan Soliman Pacha, No. 2.
- 295 SOCIÉTÉ ANONYME DES EAUX DU CAIRE, Rue El-Galà, B.P. No. 55.
- 402 SOCIÉTÉ ANONYME DE WADI KOM OMBO, Rue Chérif Pacha No. 26A, B.P. No. 738.
- 86 SOCIÉTÉ D'AVANCES COMMERCIALES, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha, No. 41.
- 162 SOCIÉTÉ EGYPTIENNE DE CIMENT PORTLAND, TOURAH, Tourah.
- 419 SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ET INDUSTRIELLE D'EGYPTE, Avenue Fouad 1er, No. 69 (Alexandrie).
- 154 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES SUCRERIES ET DE LA RAFFINERIE D'EGYPTE, Rue Talaat Harb Pacha, No. 12, B.P. 763.
- 174 SOCIÉTÉ MISR POUR LA FILATURE ET LE TISSAGE DE COTON (Mehalla el Kobra).
- 155 TRACTOR AND ENGINEERING COMPANY, S.A.E., Rue Mohamed Farid No. 18, B.P. No. 366.
- 26 UNITED EGYPTIAN NILE TRANSPORT CY., Rue Adly Pacha, No. 4.
- 536 USINES TEXTILES "AL KAHIRA", Rue el Azhar, No. 70, B.P. No. 1388.

MEMBRES HONORAIRES

- 109 LINANT DE BELLEFONDS (MAURICE), *Ancien Secrétaire Général de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation.*

No.
d'ins-
cription

- 50 WATHELET (JULES), *Ancien Secrétaire Général de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation, Avenue Léo Errera, No. 32 (Bruxelles).*

MEMBRES TITULAIRES

- 504 ABADIR (ALFRED DR.), *Auditor in the State Audit, Rue El Khalifa el Maamoun No. 80, Heliopolis.*
- 449 ABABA (FOUAD), *Ancien Directeur Général de la Société d'Agriculture, Rue Rachdan, No. 6, Dokki.*
- 352 ABABA (OSMAN ZAKI), *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, Rue Abdel Khalek Sarwat No. 42.*
- 226 ABDALLAH KISHK, *Vice Président du Contentieux de l'Etat, Rue El Moutanabbi No. 3, Koubbeh Gardens.*
- 340 ABDEL AL ZEIDAN, *Ancien Directeur Général des Affaires Légales et Juridiques au Ministère de la Justice, Rue Chérif No. 15.*
- 475 ABD EL-AZIZ MEHANNA, *Professeur à la Faculté de Commerce, Université du Caire, Rue Amin El Raféi Bey No. 26, Guizeh.*
- 28 ABD EL-FATTAH EL-SAYED (DR.), *Ancien Président de la Cour de Cassation, Rue Omar Ebn el Khattab No. 9, Héliopolis.*
- 569 ABD EL-HAKIM FARRAG, *Conseiller d'Etat, Rue Maamal el Sokkar No. 9, Garden City.*
- 318 ABD EL-HAKIM EL-RIFAI, *Docteur en droit, Sous-Gouverneur de la National Bank of Egypt, Rue Ahmed Nessim No. 4, Guizeh.*
- 305 ABD EL-HAMID BADAWI (DR.), *Ancien Ministre des Affaires Etrangères, Vice-président de la Cour Internationale de Justice de la Haye, Rue Nubar No. 8, Héliopolis.*
- 82 ABD EL HAMID HASSAN, *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie, Rue Boutros Pacha Ghali No. 6, Héliopolis.*
- 393 ABDEL HAMID ROUSTOUM, *Juge, Rue el-Bergass No. 3, Garden City.*
- 561 ABDEL HAY NASR ABDALLA, *Professeur à la Faculté de Commerce, Guizeh.*
- 516 ABDEL KADER MAHGOUB, *Contentieux de la Cie. Universelle du Canal Maritime de Suez, Ismailieh.*

No.
d'ins-
cription

- 216 ABDEL KHALEK KHAIRAT DEIF, *Professeur à la Faculté de Commerce de l'Université d'Alexandrie* (Suter, Ramleh).
- 273 ABDEL MAKSUD AHMED, *Ancien Président du Conseil d'Administration de la Banque Misr, Ezbet Sariaious, Al Marg, Kalioubieh.*
- 294 ABD EL-MALEK (MENÈS), *Docteur en Droit, Professeur d'Economie Politique à l'Institut Supérieur de Commerce, Rue Senan Pacha No. 23, Zeitoun.*
- 145 ABDEL MEGUID EL CHARKAOUI, *Avocat, Rue Soliman Pacha No. 45.*
- 287 ABDEL MONEIM ABDEL AZIZ EL GAMMAL, *Rue el Mansour Mohamed No. 10, Zamalek.*
- 480 ABDEL MONEIM AHMED MOHAMMED EL-BANNA (Dr.), *Lecturer in Economics, Faculty of Commerce, Cairo University, El Roda No. 33.*
- 83 ABDEL MONEIM EL TANAMLI, *Docteur en Droit, Sous-Directeur du Crédit Foncier Egyptien, Rue Kasr el Aini, No. 68.*
- 146 ABDEL MONEIM KAISSOUNI (Dr.), *Ministre des Finances, Rue No. 77, Imm. No. 19, Méadi.*
- 68 ABD EL-RAHIM GHONEIM, *Avocat à la Cour de Cassation, Rue Tala No. 4, Héliopolis.*
- 168 ABDEL RAHMAN EL-RAFEI (Dr.), *Rue Adly Pacha, No. 21.*
- 585 ABDEL RAZEK MOHAMED HASSAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce, Rue Baron Empain No. 52, Héliopolis.*
- 92 ABD EL-RAZZAK AHMED EL-SANHOURY (Dr.), *Ancien Président du Conseil d'Etat, Rue Boutros Ghali No. 3, Héliopolis.*
- 8 ABDEL SALAM OSMAN, *Rue Ebn Zanki, No. 22, Zamalek.*
- 103 ABDOU KAMEL SIDKY, *Avocat, Rue el Teatro, No. 2.*
- 43 ABET (G.), *Avocat, Rue Soliman Pacha, No. 14.*
- 351 ABOUL FETOUH (ISMAIL), *Avocat, Rue Abdel Khalek Sarwat No. 37.*
- 423 ABOU STEIT HECHMAT, *Vice-Doyen de la Faculté de Droit, Rue Saluli, No. 2, Guizeh-Branch.*
- 406 ADEL MOHAMED ALLOUBA, *Avocat, Rue Chérif Pacha No. 42.*
- 257 AFIFI (TAHA), *Expert Fiscal, Rue Gare du Caire No. 3 (Alexandrie).*

No.
d'ins-
cription

- 271 AGHAZARM (JACQUES), *Avocat*, Rue el-Adel Abou Bakr No. 8, Zamalek.
- 540 AHMED ABDEL GHAFAR, *Ancien Ministre*, Rue Fouad 1er No. 30, Méadi.
- 197 AHMED ABDEL LATIF, *Ancien Conseiller au Ministère des Affaires Etrangères*, Rue El Guiza No. 37, Orman.
- 591 AHMED ABU ISMAIL (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce, Université du Caire*, Chareh El Amira Fadia, Villa Mohamed Rizk, Medinet el Awkaf, Dokki.
- 39 AHMED DIMIRDASH TOUNI, *Directeur Section Sociale de l'Administration des Coopératives*, Chareh El Khalifa El Maamoun No. 48, Manchiet el Bakri
- 324 AHMED CHOUKRY EL HAKIM, *Directeur Général de la Société Misr d'Assurances*, Rue Kasr el-Nil, No. 43.
- 147 AHMED ENAN, *Ancien Directeur Général de la Société Misr d'Assurances*, Rue Naguib Chakour Pacha, No. 7, Koubbeh Gardens.
- 380 AHMED HASSAN, *Ancien Président de la Cour de Cassation*, Rue El Malek El Afdal, No. 6, Zamalek.
- 492 AHMED HELMY, *Vice-Président de la Cour de Cassation*, Rue El Malek Abdel Aziz Al Séoud No. 37, Roda, Guizeh.
- 468 AHMED HUSSEIN, *Avocat*, Rue El Rodah, No. 36, El Rodah.
- 530 AHMED KAMEL, *Ancien Ministre*, Rue El Tahrir, No. 174.
- 525 AHMED LOUTFI EL-SAYED, (Dr.), *Ancien Ministre*, Rue Nubar, No. 3, Héliopolis.
- 220 AHMED MIDHAT, *Avocat*, Rue Chérif Pacha No. 44.
- 81 AHMED MOHAMMED IBRAHIM (Dr.), *Ancien Président de la Cour des Comptes*, Rue el Malek el Afdal, No. 6, Zamalek.
- 32 AHMED MOUSSA (Dr.), *Conseiller Adjoint au Conseil d'Etat*, Rue Koubbeh, No. 21, Héliopolis.
- 445 AHMED NAGUIB EL HILALY, (Dr.), *Ancien Ministre*, Rue No. 11, Imm. No. 30, Méadi.
- 341 AHMED NAZMY ABD EL-HAMID, *Docteur en droit, (Sous-Gouverneur de la National Bank of Egypt)*, Rue el Chams, No. 1, Kasr el Doubara.

No.
d'ins-
cription

- 425 AHMED RAMZY, *Ambassadeur d'Egypte à Bruxelles*, Rue El Guiza, Imm. Ibrahim Amrou, en face du Jardin Zoologique.
- 564 AHMED SAFWAT (Dr.), Rue No. 81, Villa No. 19, Méadi.
- 600 AHMED SAID DFWEDAR, Rue Sedky Pacha, No. 15, El Agouza, Dokki.
- 95 AHMED ZAKI ABOUL NASR, Rue Said Pacha No. 7, Dokki.
- 511 AIDA ABDEL HAMID ABOU HAIF, *Avocate*, Rue El Ahram, Imm. Tewfik Nessim, Guizeh.
- 311 ALEXAN (CHÉRIF), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 22.
- 193 ALLAM MOHAMMED, *Administrateur de Sociétés*, Rue El Bergasse, No. 5, Garden City.
- 148 ALY AHMED EL CHAFEI, *Directeur Général de l'Administration des Impôts*
- 512 ALY AYOUB, *Avocat*, Rue Soliman Pacha, No. 42.
- 178 ALY EL-CHAMSI, *Ancien Ministre*, Rue Ramsès No. 12, Heliopolis.
- 493 ALY EL-HAMMAMSY, *Avocat*, Rue El Gezira No. 14.
- 592 ALY EL KHOCHKHANY, *Avocat*, Rue Kasr el-Nil, No. 4.
- 235 ALY EL SAYED ALY EL SAYED, *Délégué au Conseil d'Etat*, Rue Mosseri No. 3, Dokki, Guizeh.
- 218 ALY HUSSEIN EL CHALAKANI, *Avocat*, Rue El Bostan No. 1.
- 97 ALY MOHAMMED ALLOUBA, Rue Ibrahim El Lakkani, No. 31, Heliopolis
- 284 ALY MOHAMMED BADAWI, *Avocat, Ancien Doyen de la Faculté de Droit*, Rue Kasr el Nil, No. 22.
- 350 ALY MOHAMMED SALEM, *Avocat au Contentieux de la Banque Misr*.
- 476 ALY TEWFIK HAGGAG, *Expert Financier au Département des Finances du Gouvernement du Koweït (Koweit)*.
- 205 AMBACHE (S.), *Administrateur, Egyptian General Supply Co.*, Rue El Falaki No. 63, B.P. No. 398.
- 386 ANCONA (ISAAC), *Expert Syndic*, Rue Chawarby, No. 2, B.P. No. 1346.
- 177 ANDRAOS (ADLY), *Ancien Ambassadeur d'Egypte à Paris*, Rue de Guizeh No. 9, Guizeh

No.
d'ins-
cription

- 590 ANUAR BAKIR, *Docteur en Droit, Contrôleur Général à l'Administration des Postes.*
- 65 AREF ZAHER, *Sous-Directeur du Département Economique de la Ligue des Etats Arabes, Rue Youssef El Guindi No. 18.*
- 180 ARIDA (FOUAD), *Avocat, Rue Aly Fakhri, No. 6, Saba Pacha (Alex.)*
- 185 ASFAR (GABRIEL), *Avocat, Rue Cherif, No. 30.*
- 545 ATALLA (KHALIL), *Avocat, Rue Baehler, No. 1.*
- 547 ATEF SEDKY, *Rue du Père Corentin No. 66 (Paris XIVE).*
- 108 AWADALLAH OSMAN, *Contentieux de la Société Générale des Sucreries.*
- 309 AYOUB (CHARLES), *Ancien Conseiller Royal, Rue Salvago No. 41 (Alex.).*
- 240 BARCILON (Henri), *Ingénieur, Administrateur-Délégué de la Société Egyptienne des Tuyaux et Produits en Ciment, Maassarah, Rue Salamlek No. 12, Garden City.*
- 217 BARRADA (AHMED NAGUIB), *Avocat, Midan Mohamed Abdel Moneim No. 7, Guizeh.*
- 239 BARSOUM (ADEL), *Rue Kasr el Nil No. 23.*
- 360 BASRI (ELIE), *Avocat, Rue Adly Pacha, No. 16.*
- 485 BEMPECHAT (RAYMOND), *Cairo Electric Railways and Heliopolis Oases Company, Boulevard Sultan Selim, No. 12, Héliopolis.*
- 562 BESSO (JOSEPH M.), *Administrateur de Sociétés, Rue el Azhar, No. 70, B.P. No. 1388.*
- 125 BITTAR (ANDRÉ), *Société Egyptienne des Constructions Modernes "Al Chams", Rue Talaat Harb Pacha, No. 16.*
- 152 BOGORAD (DR. VICTOR), *Rue Cherif Pacha, No. 26 b*
- 334 BONVOISIN (EMM.), *Docteur en Droit, Directeur Général de la Banque Belge et Internationale en Egypte, Rue Kasr el Nil, No. 45.*
- 453 BOULAD (GEORGES), *Président de l'Institut Egyptien d'Actuariat et Statistique, Avenue Fouad 1er, No. 33.*
- 249 BOUTROS ELIAS AWAD, *Docteur en Droit, Rue El Antikhana, No. 26.*
- 237 BOYÉ (A.J.), *Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux (Bordeaux).*

No.
d'ins-
cription

- 67 BRAUN (FERNAND), *Avocat*, Avenue de la Grande Armée No. 14 (Paris).
- 430 BURDEAU (GEORGES), *Directeur de l'Institut des Hautes Etudes Françaises en Egypte*, Rue Mounira.
- 261 BUSSARD (EUGÈNE), Rue Soliman Pacha No. 44, Imm. Green.
- 411 CATTANI (RENÉ), *Vice-président de la Société Anonyme de Wadi Kom Ombo*, Rue Chérif Pacha No. 26 A., B.P. No. 738.
- 300 CEYSSENS, (ALBERT), Rue Hassan Sabry No. 20, Zamalek.
- 198 CHALOM (RUDOLPH), *Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 17, B.P. No. 76.
- 134 CHAMASS (CHAFIK), *Fonctionnaire de l'U.N.E.S.C.O.*, Avenue Cléopâtre, No. 16, Héliopolis.
- 416 CHAUDET (GUSTAVE), *Docteur en Droit, Secrétaire Général de la Chambre de Commerce Suisse*, Rue Mohamed Mazhar Pacha, No. 3, Zamalek.
- 4 CHAWKI MOUSTAPHA EL SAKKA, *Censeur et Expert Fiscal*, Rue Soliman Pacha, No. 23.
- 451 CHAWKI WAHBI, *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 57, B.P. No. 1197.
- 49 CHEHATA AZER, *Avocat*, Rue Sandouk el Deine No. 3.
- 242 CHEHATA (TEWFIK), *Docteur en Droit, Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Boustani el Maksi No. 10, Koubri El Lamoun.
- 599 CHEVALIER (MAURICE), *Professeur à la Faculté de Commerce*, Rue Shagaret el Dor, No. 5, Zamalek.
- 119 CHOUHAIB (ADEL LATIF), *Conseiller au Comptoir National d'Escompte de Paris*, Rue Adly Pacha, No. 22.
- 38 CHRISTOPHIDES (MICHEL), *Docteur en Droit, Contentieux du Crédit Foncier Egyptien*, Rue Antikhana, No. 15.
- 208 CIGUREL (CLÉMENT), *Négociant*, Chareh El Guézira No. 14, Zamalek.
- 307 COCHTI (J.), *Représentant de Fabriques*, Atfet Emile Ganagé, Gameh el Banat, Azhar, Boîte Postale No. 1120.
- 71 CRANSHOFF (MARCEL), *Ingénieur, Directeur Général pour le Moyen-Orient des Ateliers de Constructions Electriques de Charleroi*.
- 128 CURIEL (SAMUEL), *Ingénieur-architecte*, Rue No. 18, No. 42, Méadi.

No.
d'ins-
cription

- 47 DANA (VICTOR), Rue Fouad 1er. No. 18b.
- 29 DAOUD FODA (B.A.), Rue Saleh Ayoub, No. 4, Zamelek.
- 322 DAVEZAC (G.), *Ingénieur, Directeur du Crédi. Lyonnais* (Alexandrie).
- 194 DEBBAS (ELIAS M.), *Avocat*, Rue Soliman Pacha No. 34.
- 581 DEBONO (RENÉ), Rue Salsoul No. 6, Garden City.
- 3 DELAVOR (ALY, Dr.), Rue Victoria No. 31, Victoria (Ramleh).
- 131 DEMANGET (PAUL), *Expert-Syndic*, Rue El Falaki, No. 44
- 64 DICHY (LÉON), *Ancien Sous-Directeur Général, Affaires Financières et Economiques, Ministère des Finances*, Rue El-Falaki, No. 46.
- 130 DJILADJIAN (ANTOINE), Boulevard Abbas No. 36, Héliopolis.
- 129 DOSS (ISCANDAR A.), *Docteur en Droit, Docteur ès sciences économiques, Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha No. 8
- 367 DRAKIDIS (PHILIPPE), *Docteur en Droit*, Rue Emir Said, No. 21, Zamalek.
- 370 EBENRECHT (G.), Rue Maarouf, No. 2, Boîte Postale No. 1378.
- 337 ECHKINASY (GABRIEL), *Expert Comptable et Fiscal*, Rue Eloui No. 12
- 559 ECONOMAKIS (GEORGE E.), Rue Fouad 1er. No. 17.
- 91 ECONOMIDES (JEAN), *Fondé de Pouvoirs au Crédit Foncier Egyptien*.
- 534 EDREI (RAYMOND), Rue Young, No. 2 (Alexandrie).
- 323 ELIAS (ALEXANDRE), *Avocat*, Rue Anga Hanem, No. 3, Choubra.
- 202 EL SAID HABIB, *Contrôleur au Département de l'Economie Internationale, Ministère de l'Economie Nationale*, Rue Kamel Mohamed, No. 9, Zamalek.
- 418 EL SAID MOSTAFA EL SAID (Dr.), *Doyen de la Faculté de Droit de l'Université d'Alexandrie*.
- 377 EL SAWY ABD EL RAHMAN, Rue Mohamed Mazhar Pacha No. 23, Zamalek.
- 302 EL SAYED ABDEL HAMID EL-DALI, *Faculté de Commerce, Section de Statistique*, Orman, Guizeh.
- 381 EL SAYED AHMED ZANDOU, *Sous-Contrôleur à la Cour des Comptes*, Rue Saraya el Kobra, No. 14, Garden City.

No.
d'ins-
cription

- 372 EMAN (ANDRÉ), *Docteur en Droit*, Avenue Guezireh, No. 6.
- 279 EMARY (ABD EL GUELIL), *Ancien Ministre des Finances*, Rue Menès No. 12, Héliopolis.
- 256 EMARY (Dr. AHMED EL), *Directeur Général de l'Institut des Sciences Politiques*, Rue Zaki No. 19, Héliouan les Bains.
- 306 ENGLESOS (MILTON), *Avocat*, Midan Tewfik No. 3.
- 404 EWEISS MOHAMED EWEISS (Dr.), *Ancien Contrôleur Général de l'Administration des Pêcheries*, Rue Kasr el Aini, No. 88.
- 312 FANOUS (LOUIS), *Avocat*, Rue Hassan Sabry, No. 20, Zamalek.
- 509 FARAH ANDRAOS, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 33.
- 557 FARAHAT (RAOUL), *Expert Comptable*, c/o Russell & Co., Boîte Postale No. 443.
- 296 FARID ANTOUN, *Ancien Ministre*, Rue Maarouf, No. 2.
- 586 FAROUK MOHAMED BADAWI EL BIALI, *Avocat*, Abou Sir, Markaz Samanoud (Gharbieh).
- 206 FATHY RIFAAH, Rue Fouad 1er, No. 12, Méadi.
- 269 FAWZI ALY OSMAN, Chareh Masr Wal Soudan No. 77, Koubbeh Garden
- 276 FELDMAN (ISIDORE), *Avocat à la Cour d'Appel*, Rue Adly, No. 19.
- 464 FISCHER (SIDNEY), *Publiciste*, Rue Sarwat Pacha No. 18, B.P. No. 500.
- 558 FOA (SILVIO), *Docteur ès-Sciences économiques*, Rue Chagaret el Dorr No. 5, Zamalek, B.P. No. 1805.
- 308 FORTE (ALBERT N.), *Docteur en Droit*, Rue Kasr el Nil No. 23.
- 459 FOUAD SALEH, *Délégué au Conseil d'Etat*, Chareh Masr wal Soudan No. 137, Koubbeh Gardens.
- 573 FOUAD SULTAN, Rue Zawiet Abou Mossallem, Pyramides, Guizeh.
- 392 GABER G. ABDEL RAHMAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Ein Chams*, Abbassieh.
- 12 GALAL HUSSEIN, *Administrateur de Sociétés*, Rue Maarouf, No. 2.
- 317 GAMAL EL DINE KHEIR EL DINE EL DANASSOURI, Rue El Gabalaya No. 15, Teraa El Boulakieh, Choubra.

No.
d'ins-
cription

- 77 GAMAL EL DINE MOHAMED SAID (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce de l'Université de Ein Chams Kasr el-Aini.*
- 187 GAMAL MAHMOUD NAGUIB, *Avocat, Rue Marashly Pacha No. 1 Zamalek.*
- 232 GAMIL CHEHAB (EL AMIR), *Président de la Cour des Comptes du Liban (Beyrouth).*
- 396 GARBUA (MAURICE), *Ingénieur-Agronome, Administrateur de la Dakah-
lieh Land Company, Midan Soliman Pacha, No. 1.*
- 374 GASCHE (L.), *Président du Conseil d'Administration de la Filature Na-
tionale d'Egypte, B.P. No. 119 (Alex.).*
- 210 GHALI (BOUTROS M.), *Rue Farouk 1er, No. 8, Guizeh.*
- 444 GHALI (WAHIB), *Rue Mousky, No. 52.*
- 336 GHARIB EL GAMMAL, *Rue Tanis No. 209, Sporting (Alexandrie).*
- 203 GOGANIAN (A.), *Rue Ebn Zanki, No. 22, Zamalek, B.P. No. 211.*
- 90 GRAILLY (Comte JEAN PHILIPPE DE), *Agent Supérieur de la Compagnie
Universelle du Canal Maritime de Suez, B.P. No. 2120.*
- 142 GRIETLY (ALY EL). *Ancien Min'stre Rue No. 12, Imm. No. 30
Méadi*
- 491 HABACHI (Sir SABA), *Ancien Ministre, Chareh Masr wal Soudan,
No. 131, Koubbeh Gardens.*
- 57 HABASHY (MOUNIR), *Sous-Directeur Général de l'Administration du
Tourisme, Rue Kasr el Aini No. 44.*
- 532 HAFEZ AFIFI (Dr.), *Ancien Ministre, Chareh Masr wal Soudan No. 133,
Koubbeh Gardens.*
- 275 HAFEZ IBRAHIM (Dr.), *Juge au Tribunal de Commerce du Caire, Rue
El Dokki No. 20, Guizeh.*
- 488 HAGGAR (GEORGES), *Avocat, Rue Mohamed Farid No. 9.*
- 366 HAKIM (M.S.), *Sous-Directeur du Service de la Statistique et des
Recherches Economiques, au Crédit Agricole et Coopératif, Rue Youssef
El Guindi, No. 20.*

No.
d'ins-
cription

- 339 HAKKI (MOUSSA), *Contrôleur Financier Société Misr d'Assurances*, Rue Soliman Pacha, No. 7.
- 524 HAMADA EL NAHEL, *Avocat*, Rue Soliman Pacha No. 45.
- 254 HAMD MOHAMED NASSEF, Rue Ibn Khaldoun, No. 29, Sakakini.
- 106 HAMED ASSAAD ASHOUR, *Avocat*, Rue Adly Pacha No. 9.
- 104 HAMED SULTAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Salah el Dine, Imm. Wadie Saad, Zamalek.
- 213 HAMED ZAKI, *Ancien Ministre*, Rue Kasr el Nil, No. 23.
- 357 HANAFI ABBoud, *Avocat*, Rue Kasr el Nil No. 22.
- 139 HARARI (IBRAHIM), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 23.
- 304 HAROUN CHEHATA, *Avocat*, Rue Youssef El Guindi, No. 17.
- 549 HASSAN ABDEL KADER ISMAIL, Rue Abbas No. 7, Moharam Bey (Alexandrie).
- 13 HASSAN ALY ALLOUBA, Rue Menès, No. 3, Héliopolis.
- 313 HASSANEIN RIFAAT MOHAMED HASSANEIN, *Conseiller au Conseil d'Etat*, Villa Sahab, Chareh Nashaat Avenue des Pyramides.
- 486 HASSAN EL GUEDDAWI, *Avocat*, Rue Chérif Pacha, No. 33.
- 499 HASSAN HOSNI, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 505 HASSAN KAMEL EL SHESHINY, *Ancien Président du Conseil d'Administration du Crédit Agricole et Coopératif*, Rue Haroun No. 14, Guizeh.
- 238 HASSAN MOHAMED KORAIM, Rue El Maamoun No. 5, Moharram Bey (Alexandrie).
- 265 HASSAN MOHAMMED NOUR EL DINE, *Avocat*, Rue El Motanabi No. 15 Koubbeh Gardens.
- 121 HASSAN MOKHTAR RASMI, *Administrateur-Délégué de la Société Misr de Filature et Tissage*, Rue Toutmosis, No. 3, Héliopolis.
- 442 HASSAN MOMTAZ (Dr.), Rue Emad El Dine, No. 21.
- 580 HASSAN MOUSSA, *Directeur de la Société Misr Fluviale*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 440 HELMY BAGHAT BADAWI (Dr.), *Ancien Ministre du Commerce et de l'Industrie*, Rue Senan Pacha No. 21, Zeitoun.

No.
d'ins-
cription

- 272 HENEIN (SADEK), Rue Saleh Ayoub No. 4, Zamalek.
- 484 HENRIOT (M.), *Directeur du Crédit Lyonnais*, Rue Chagaret el Dorr No. 5, Zamalek.
- 79 HOSNI EL GAMAL, *Fondé de pouvoirs à la Banque Belge et Internationale en Egypte*.
- 427 HASSAN MOHAMED HUSSEIN (Dr.), *Professeur de Statistique à la Faculté de Commerce*, Université du Caire, Guizeh.
- 59 HASSAN ZAKI AHMED, *Sous-Directeur de la Banque Misr (Alexandrie)*
- 458 HULMAN (HENRI), Rue Doubreh No. 5, B.P. 2142.
- 99 HUSSEIN ABD EL-RAHIM, *Avocat*, Rue El Sabah No. 439, Avenue des Pyramides.
- 72 HUSSEIN FAHMY, *Ancien Ministre, Président du Conseil Permanen, pour le Développement de la Production Nationale*, Rue Maspéro No. 9,
- 490 HUSSEIN HOSNI, *Avocat*, Midan Ataba No. 19.
- 78 HUSSEIN IDRIS, *Avocat*, Rue Mohamed Bey Farid, No. 116.
- 282 HUSSEIN KAMEL SELIM, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Orientalion Nationale* et Villa Sphinx, Rue El Ahram, Guizeh.
- 127 HUSSIEN MOSTAPHA GHONEIM, Rue Soliman Pacha El Khadem, No. 25, Boulac
- 518 HUSSEIN SIRRY, *Ancien Président du Conseil des Ministres*, Rue Chagaret el Dorr, No. 12, Zamalek.
- 365 IBRAHIM ALY ASHMAOUI, *Professeur à la Faculté de Commerce*, Rue el Dokki No. 7, Guiza.
- 62 IBRAHIM BAYOUMI MADKOUR (Dr.), *Ancien Ministre*, Chareh Farouk el Awal No. 8, Guizeh.
- 415 IBRAHIM CHAHINE, *Avocat*, Rue El Fadl No. 7.
- 528 IBRAHIM GHALI, *Conseiller à la Légation d'Egypte (Athènes)*.
- 431 IBRAHIM RASHAD (Dr.), Rue Amin Bey El Rifai, No. 17, Ourman, Guizeh.
- 364 IBRAHIM RIZK, *Ingénieur*, Chareh Masr wal Soudan No. 117, Koubbeh Gardens.

No.
d'ins-
cription

- 45 ISRAEL (G.), Rue Mansour Mohamed No. 13, Zamalek.
- 348 ISRAEL (V.), Avenue Fouad 1er, No. 279 (Sporting), Ramleh.
- 138 ISSAWI (CHARLES), *United Nations, Economic Department Lake Success, New-York.*
- 368 JACQUET (M.), *Ancien Conseiller Royal*, Rue Dar El-Sheifa, No. 18, Garden City.
- 543 JASSY (SAMUEL), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 9.
- 462 KAHIL (GEORGES), Midan Tewfik, No. 3.
- 144 KAHIL (RAOUF), Rue Chéops, No. 3, Héliopolis.
- 229 KAMAL EL GHALI (Dr.), *Directeur de la Section des Etudes Economiques à l'Administration des Douanes Syriennes (Damas).*
- 54 KAMAL MOHAMED ABUL KHEIR, *Attaché au Consulat d'Egypte, South Street No. 26, May Faire (Londres).*
- 429 KAMEL MALACHE, *Docteur en Droit, Avocat*, Rue El Malek el-Afdal, Zamalek.
- 107 KERKINOS (STELLA, ALICE), *Licenciée en Droit*, Avenue Rolo No. 14, Méadi.
- 88 KHALLAF HUSSEIN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit*, Guizeh.
- 563 KHER (MARCEL), *Actuaire*, Rue Ramsès, No. 12, Héliopolis.
- 285 KHOURI (GABRIEL, SELIM), *Docteur en Droit*, Rue El Malek el-Kamel (Mansourah).
- 73 KIDDIS RIZKALLA (SABET), *Expert-Comptable*, Rue El Nil, No. 166 Agouza.
- 403 KLAT (ELIE), *Ingénieur, Directeur Général de la Delta Steel Mill Co., Rue Emad el Dine*, No. 18.
- 481 KOESTNER (N.), *Directeur du Département des Etudes Economiques à la National Bank of Egypt*, Rue Ismail Pacha No. 15, Garden City.
- 158 KRISCHEWSKY (HENRI), *Administrateur-Délégué de la Banque Mosseri*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 23.
- 89 LABIB YOUSSEF CHOUKEIR, *Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Dr. Mohamed Chahine No. 15, Agouza.

No.
d'ins-
cription

- 153 LACKANY (SANNY), *Ancien Vice-Président de la Cour des Comptes*, Rue El Khalifa El Maamoun No. 64, Manchiet el Bakri, Héliopolis.
- 111 LAMBIOTTE (O.E.), *Vice-Président et Administrateur-Délégué de la Banque Belge et Internationale en Egypte*, Rue Talaat Harb Pacha No. 18, (Alexandrie).
- 228 LEBNAN (BAKHOS), *Ingénieur*, Rue Mohamed Anis Pacha, No. 61, Zamalek.
- 6 LEVI (Dr. I.G.), *Vice-Président et Administrateur-Délégué des Usines Textiles "Al Kahira"*, S.A.E., Rue Kasr el-Nil, No. 9.
- 151 LÉVI (OTTAVIO), Rue Hassan Sabry Pacha No. 18, Zamalek.
- 268 LEVY (SAMUEL EMILE), *Agent de Change*, Rue Kasr-el-Nil, No. 35.
- 30 LOTFALLAH (S.E. l'Emir MICHEL), Daïra Lotfallah, Ghezireh.
- 477 LOUTFI IBRAHIM, *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 34, Héliopolis.
- 276 MAAKAD WADIH, Rue Ahmed Shawky, No. 62, Moustafa Pacha, Ramleh (Alexandrie).
- 395 MACHALY (MANSOUR MOHAMED AMIN), *Directeur Général de l'Administration des Recherches Economiques, Ministère des Finances*.
- 133 MACHART (R.), *Directeur Général du Crédit Foncier Egyptien*, B.P. No. 241.
- 110 MAHER HENEIN, *Avocat*, Rue Ramsès No. 10, Héliopolis.
- 413 MAHMOUD AMIN ANIS (Dr.), *Economic Adviser to the Egyptian Permanent Delegation in the United Nations* (New-York)
- 424 MAHMOUD AMIN EL AYOUTI, *Avocat*, Rue Kasr-el-Nil, No. 22.
- 533 MAHMOUD BADAWY EL CHIATI, *Consul Général à l'Ambassade d'Egypte* (Washington).
- 42 MAHMOUD CHOUKRI, *Ancien Ministre*, Rue Rifaa, No. 5, Manchiet el Bakri, Héliopolis.
- 321 MAHMOUD EL AWAR, *Directeur de l'Administration de l'Emprunt National, Ministère des Finances*.
- 394 MAHMOUD KAMEL, *Avocat*, Rue Kasr-el-Nil, No. 47.
- 373 MAHMOUD MOHAMMED, *Ancien Ministre*, Rue El-Falaki, No. 24.

No.
d'ins-
cription

- 537 MAHMOUD MOHAMED EL DARWICHE, *Avocat*, Rue du Sahara, Imm. Teymour, Héliopolis.
- 161 MAHMOUD MOKHTAR MADKOUR, *Avocat*, Rue Sarwat Pacha No. 33.
- 184 MAHMOUD SABER EL-AKKARI, *Conseiller d'Etat*, Rue No. 87, Imm. No. 21, Méadi.
- 1 MAHMOUD SALEH EL-FALAKI, *Ancien Ambassadeur d'Egypte à Paris*, Rue Gabalaya No. 23, Guezireh.
- 523 MAHMOUD ZAKI, *Avocat*, Rue Fouad el Awal, No. 8.
- 436 MAKRAMALLA WASSEF (MAURICE Dr.), Rue Masr wal Soudan, No. 151bis, Koubbeh Gardens.
- 568 MAKSUD (HENRI), *Avocat*, Rue Fouad 1er No. 2 (Alexandrie).
- 167 MALLEY (JEAN), *Administrateur de Sociétés*, Villa 39, Rue 78, Méadi.
- 60 MAHMOUD RIAZ, *Ancien Ministre*, Rue Kasr el Nil No. 33.
- 454 MANDICAS (S.A.), *National Bank of Egypt*.
- 371 MANSOURIAN (G.), *Ingénieur, General Engineering and Transport Co.*, Rue Champollion No. 45.
- 556 MANSOUR ISMAIL, *Ancien Vice-Président de la Cour de Cassation*, Rue Farouk No. 15, Guizeh.
- 98 MARTINO DE (G.), *Légation d'Italie*, Rue Kasr el-Aali, No. 15, Garden City.
- 298 MATALON (E. I.), *Directeur Général de la Société Industrielle du Moyen-Orient*, Rue Abdel Khalek Sarwat Pacha, No. 41.
- 37 MATTATIA (DAVID A.), *Co-Directeur "The Farghali Cotton and Investment Co., S.A.E."*, Rue Bombay Castle No. 12, (Alexandrie).
- 593 MELEKA WAHBA, *Directeur du Bureau Technique du Sénat*, Rue Pasteur No. 2, Héliopolis.
- 163 MENCZER (ERNEST), *Administrateur de Société*, Rue Baehler No. 3.
- 2 MESSIQUA (MARCEL), Rue des Petits Champs No. 48 (Paris).
- 330 MEUTEMEDIAN (ARCHAK), *Ingénieur-Constructeur*, Rue Wadi el Nil Méadi.

No.
d'ins-
cription

- 277 MICHRIKI (EDOUARD), *Avocat*, Midan Tewfik, No. 3.
- 520 MISRAHY (EMM.), *Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha No. 27.
- 333 MIZRAHI (ISAAC), *Banque Belge et Internationale en Egypte*, Rue Abdou El Hamouli, No. 2, Abbassieh.
- 264 MOHAMMED ABDALLAH EL ARABI (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce*, Rue El Sabak No. 33, Héliopolis.
- 548 MOHAMMED ABDALLA MOHAMMED, *Avocat*, Rue Gad Eid No. 5, Dokki.
- 529 MOHAMMED ABD EL HAMID, *Entrepreneur*, Rue Chagaret el Mandoura No. 5, Rodah.
- 578 MOHAMMED ABD EL-HAMID EL-SOUCCARI, *Juge*, Rue Khalifa El Mansour, No. 18, Héliopolis.
- 570 MOHAMMED ABD EL-MONEIM BADR, *Professeur à la Faculté de Droit*, Rue Ibn Sandar No. 74, Koubbeh-les-Bains.
- 243 MOHAMMED ABDEL RAHMAN HAFEZ, *Professeur à la Faculté de Commerce, Université du Caire*, Sekket Souess No. 62, Palais deKoubbeh
- 385 MOHAMMED ALY EL-GHATITE, *Avocat*, Chareh El Faskieh No. 12, Garden City.
- 160 MOHAMMED ALY EL KILANY (Dr.), Rue El Soulouli No. 8, Dokki.
- 80 MOHAMMED ALY IMAM (Dr.), *Vice-Doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Ein Chams*, Abbassia.
- 435 MOHAMMED ALY NASHAT (Dr.), *Premier Secrétaire au Ministère des Affaires Etrangères*, Sekket Hadid el Suez el Kadima No. 51, Héliopolis.
- 379 MOHAMMED ALY ROUCHDY, *Avocat*, Rue Kasr el Nil No. 39.
- 172 MOHAMMED AMIN FIKRY, *Ancien Gouverneur de la National Bank of Egypt*, Rue Amin Fikry No. 11, Pont de Koubbeh.
- 290 MOHAMMED BAHİ EL-DINE BARAKAT, *Ancien Membre du Conseil de Régence*, Rue El-Guizeh, No. 7, Guizeh.
- 574 MOHAMMED EFFAT, *Vice-Président du Conseil d'Etat*, Rue Mahmoud Sidky Pacha No. 11, Agouza, Guizeh.

No.
d'ins-
cription

- 359 MOHAMMED EL CHAFEI EL LABBAN, *Président du Conseil d'Administration du Crédit Hypothécaire Agricole d'Egypte.*
- 553 MOHAMMED EZZAT MADKOUR, *Délégué au Conseil d'Etat*, Rue Kamel Mohamed No. 9, Zamalek.
- 188 MOHAMMED FAHIM, *Avocat*, Rue Sheikou No. 30, Citadelle.
- 438 MOHAMMED FAHMY EL KALAAWI, *Avocat*, Rue Chérif Pacha, No. 28.
- 96 MOHAMMED FATHALLA EL KHATIB (*Dr. Professeur*), Rue Youssef Mosséri No. 16, Dokki.
- 248 MOHAMMED HACHEM (*Dr.*), *Ancien Ministre*, Rue Eloui, No. 12.
- 316 MOHAMMED HAMED MOHASSEB, *Avocat*, Rue El-Rachdanne, No. 4, Orman, Dokki, Guizeh.
- 538 MOHAMMED HASSAN EL GAMAL, *Professeur à la Faculté de Droit, Université de Ein Chams*, Rue Heshmat Pacha, No. 19, Zamalek.
- 196 MOHAMMED HELMY MOURAD, *Professeur à la Faculté de Droit, Université de Ein Chams*, Abbassia.
- 255 MOHAMMED HUSSEIN IZZET, *Avocat*, Contentieux de la Banque Misr.
- 157 MOHAMMED IBRAHIM FAHMY EL SAID, *Délégué au Conseil d'Etat*, Rue Korah Ibn Shoreih, No. 2, Guizeh.
- 61 MOHAMMED KAMAL AZMI, *Secrétaire Général adjoint de la Fédération Egyptienne des Industries.*
- 354 MOHAMMED KAMAL HILMY, Ezbet el Siouf (Ramleh).
- 588 MOHAMMED KAMEL MOURSRY, *Ancien Ministre, Recteur de l'Université du Caire*, Rue Ahmed Chawky, No. 2, Guizeh.
- 55 MOHAMMED MAHMOUD GALAL, *Avocat*, Midan Bonaparte No. 15, Heliopolis.
- 422 MOHAMMED MOURAD SALEH, *Avocat*, Rue Chérif Pacha No. 26, Immobilia.
- 123 MOHAMMED MOUSSAAD SOBHI EL ITRIBY, *Contrôleur de la Comptabilité de la Société Générale des Sucreries.*
- 36 MOHAMMED MUSTAFA EL KOLALY (*Dr.*), *Avocat, Ancien Doyen de la Faculté de Droit*, Rue Khartoum, No. 4, Héliopolis.

No.
d'ins-
cription

- 245 MOHAMMED NABIL DAKROURY, *Délégué au Conseil d'Etat*, Rue El Fayoum, No. 1, Héliopolis.
- 382 MOHAMMED RACHID, *The Alexandria Navigation Cy.*, Rue de l'Ancienne Bourse, No. 1 (Alexandrie).
- 572 MOHAMMED ROUCHDY, *Président du Conseil d'Administration de la Banque Misr*, Rue Mohamed Farid.
- 5 MOHAMMED SABRY MANSOUR (Dr.), *Ancien Ministre, Président et Administrateur-Délégué, Société Nationale Matières Plastiques*, Rue Kafr El Dawar, No. 1, Héliopolis.
- 391 MOHAMMED SADEK FAHMY, *Ancien Conseiller à la Cour de Cassation*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 14.
- 140 MOHAMMED SAMIR HOSNY, *Avocat, Délégué au Conseil d'Etat*, Rue Farouk No. 98, Guizeh.
- 446 MOHAMMED TEWFIK KHALIL, *Avocat*, Rue Kasr el-Nil, No. 47.
- 433 MOHAMMED WEHEBA (Dr.), *Professeur à la Faculté de Commerce, Université d'Alexandrie*, Rue de Guizeh, No. 9, Guizeh.
- 542 MOHAMMED ZAKI ABDEL AZIZ, *Avocat*, Rue El Azhar, No. 36.
- 25 MOHAMMED ZAKI ALY, *Ancien Ministre*, Rue El Zehraa, Imm. Osiris Kasr el Doubara.
- 280 MOHAMMED ZOHEIR GARRANAH (Dr.), *Ancien Ministre, Avocat*, Rue Talaat Harb Pacha No. 8.
- 409 MOHIEDDINE ABDINE, *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie*, Rue Nabatat No. 8, Garden City.
- 320 MORCOS HANNA (YOUSSEF), *Conseiller au Conseil d'Etat*, Rue du 26 Juillet No. 31.
- 510 MORCOS SOLIMAN (Dr.), *Professeur à la Faculté de Droit, Université du Caire*, Rue Touman Bay, No. 144, Zeitoun.
- 33 MORTERA (LUCIANO), *Agent de Change*, Rue Borsa el Guédida No. 6.
- 35 MOSSERI (HENRI), Rue Talaat Harb Pacha, No. 25.
- 102 MOSSERI (MAURICE N.), Rue Hassan Sabry No. 8, Zamalek.
- 204 MOUSTAPHA ABDEL HALIM ALY, *National Bank of Egypt*.

No.
d'ins-
cription

- 7 MOUSTAPHA AZIZ EL-KORACHI, (Dr.) *Contrôleur à la Cour des Fonctionnaires.*
- 118 MOUSTAPHA EL HEFNAOUI, *Avocat*, Chareh Ibrahim Pacha Naguib, No. 6, Garden City.
- 527 MOUSTAPHA EL-KOUNI, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères*, Midan Koubri el Galà No. 96, Guizeh.
- 579 MOUSTAPHA EL-NAHAS, *Ancien Président du Conseil des Ministres*, Rue Nabatat, No. 9, Garden City.
- 412 MOUSTAPHA EL-SADEK, Rue Abou Bakr El Saddik, No. 91, Héliopolis.
- 596 MOUSTAPHA MOHAMMED EL MESSARI, Rue Rodah (Port-Saïd).
- 51 MOUSTAPHA NOSRAT, *Ancien Ministre*, Rue Ismaïl Pacha, No. 21, Garden City.
- 21 MOUSTAPHA YOUSSEF (Lewa), Rue Azim el Dawla No. 9A, Abbassieh (Charkieh).
- 356 MULLER (EDMOND), *Lecteur à l'Université du Caire*, Midan Abdel Moneim, No. 16.
- 201 MUSTACCHI (G.), Chareh El Guézira, No. 20.
- 598 MUSTAKI (WILLIAM), *Administrateur-Délégué de l'Alexandria Cotton Trading Company*, Rue Chérif Pacha, No. 16 (Alexandrie).
- 420 NAAR (HENRI), Rue Karim el Dawla No. 6, par Rue Antikhana.
- 46 NADEL (MICHEL), *Ingénieur, Secrétaire Général de l'Amicale des Techniciens et Diplômés de l'Etat Français*. Imm. Wadi el Nil, Rue Finney No. 2, Dokki.
- 94 NADOURI (FOUAD), *Chef du Contentieux de l'Administration des Postes*.
- 63 NAGGAR (RAPHAEL), *Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte*.
- 10 NAGUIB YOUSSEF, Rue Ibn Arheb, No. 6, Guizeh.
- 135 NAHAS (TEWFIK), *Avocat*, Phace Mohamed Aly, No. 13 (Alexandrie).
- 587 NASR ZAKARIA-AHMED, *Docteur en Droit, Université de Ein Chamis, Faculté de Droit*, Rue Bonaparte No. 2, Héliopolis.

No.
d'ins-
cription

- 584 NASSIF ZAKI, *Ancien Conseiller*, Rue Fouad 1er, No. 159, Zamalek.
- 24 NAZIH AHMED DEIF (Dr.), *Troisième Secrétaire au Ministère des Affaires Etrangères*, Rue Montazah No. 22, Zamalek.
- 293 NÉGRINE (SALOMON J.), *Agent de Change*, Rue Talaat Harb Pacha No. 17.
- 199 NESSIM SOUROUR, *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 19.
- 105 NICOLAIDES (S.), *Secrétaire de la Port-Said Engineering Works, S.A.E. et de la Mills & Co. Ltd.*, Rue Orabi, No. 21 (Port-Said).
- 15 NIJS (CORNELIS) *Administrateur de la " Philips Orient "*, Rue Gameh el Charkass, No. 34.
- 470 OLTRAMARE (LÉON CH.), *Négociant*, Rue El Falaki, No. 47.
- 353 OREBI (ZAKI) *Avocat*, Rue Adly Pacha, No. 14. B.P. No. 501.
- 122 OSMAN KHALIL OSMAN, *Docteur en droit, Doyen de la Faculté de Droit, Université de Ein Chams*, Rue 26 Juillet No. 138 Zamalek.
- 410 OSSOLA (RENÉ O. C.), *Directeur Général Honoraire de la Cairo Electric Railways and Heliopolis Cy., Ltd.*, Rue Joseph Van Der Smissen, No. 15 (Bruxelles).
- 472 PADOA (FÉLIX), *Avocat*, B.P. No. 420 (Alexandrie).
- 176 PATHY (LADISLAS), Rue de l'Ancienne Bourse, No. 2 (Alexandrie).
- 66 PEREZ (J. H.), *Agent de Change*, Rue Sarwat Pacha, No. 41, Boîte Postale No. 769.
- 215 PHOCAS (ALBERT), *Avocat*, Rue Fouad 1er, No. 25 (Alexandrie).
- 117 PHRONIMOS (A.), *Avocat*, Rue Baehler, No. 1.
- 399 PILAVACHI (A.), *Avocat*, Midan Tewfik, No. 3.
- 314 PILAVACHI (ZENON M.), *Administrateur de Sociétés*, Rue Hod El Laban, No. 9, Garden City.
- 19 POLKOWSKI (VALENTIN), Rue Akaba, No. 4 (Cléopatra, Ramleh).
- 149 PSALTI (ATHANASE M.), *Ingénieur-Agronome*, Rue Talaat Harb Pacha, No. 16.
- 567 RABBATH (FERNAND), *Administrateur de Sociétés*, Rue Mohamed Farid, No. 18.

No.
d'ins-
cription

- 124 RADOUAN KHALED, Rue Talaat Harb No. 2.
- 328 RAGHEB ISCANDAR, *Avocat*, Place Bab el-Hadid, No. 7.
- 483 RAHN (Dr. ROBERT), Rue Sarwat Pacha, No. 7.
- 417 RIAD EL GAMAL, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 38.
- 362 RIAD EL GHONEMY (Dr.), *Research Administration*, Ministère des Affaires Sociales.
- 597 RIVET (L. T. J.), *Chef du Contentieux de la Cie. du Canal Maritime de Suez* (Ismailieh).
- 408 ROMANO (ALBERT), *Avocat*, Rue El-Amir Hussein, No. 36, Zamalek.
- 471 SAADALLA HALLABA, *Avocat*, Filature Nationale d'Egypte, Boîte Postale No. 227.
- 141 SAAD FAKHRY ABDEL NOUR, *Conseiller Fiscal*, Rue Sarwat Pacha, No. 16.
- 159 SAAD SAYED IMAM, *National Bank of Egypt*.
- 112 SABA (HANNA), *Docteur en Droit, Conseiller Juridique de l'Unesco*, Avenue Kléber No. 19, Paris.
- 369 SADEK EL AGUIZI, *Vice-Président de la Cour d'Appel*, Midan Kholafa El Rachidine, No. 8, Héliopolis.
- 546 SAID NESSIM YARID, *National Bank of Egypt* (Alexandrie).
- 507 SAID ROUCHDY, Rue Chérif Pacha, No. 28.
- 428 SALEM SOLIMAN HAFEZ, *Avocat*, Mehallet al Imam Awn el Dine (Mossul — Irak).
- 594 SAMNÉ (ELIE), *Avocat*, B.P. No. 22 (Mansourah).
- 181 SAYED MAHMOUD EL CAPTAN, *Expert Comptable et Fiscal*, Rue Saïd Ier, No. 22 (Alexandrie).
- 44 SAYED MOSTAFA, *Ancien Ministre*, Rue Makrizi, No. 20, Manchiet el Bakri.
- 448 SAWIRIS (SALIB BOTROS), Rue Yafi Ebn Zeid, No. 13, Guizeh, Orman.
- 482 SCANDAR HANNA DEMIAN, *Vice-Président de la Cour d'Appel*, Rue Masr wal Soudan, No. 65, Koubbeh Gardens.

No.
d'ins-
cription

- 234 SCHATZ (LUCIEN), *Secrétaire et Fondé de Pouvoirs de la Société Egyptienne de Ciment Portland Tourah*, Chareh Mobtadaïane No. 93.
- 327 SCHMEIL (RAYMOND), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 35.
- 319 SEDNAOUI (ELIE S.), *Négociant*, Midan El-Khazindar, B.P. No. 23.
- 183 SEDNAOUI (JOSEPH), *Négociant*, Midan El Khazindar, B.P. No. 23.
- 343 SFER (ANTOUN), *Ancien Conseiller d'Etat, Avocat*, Rue Ibrahim Pacha, No. 70.
- 27 SHAFIK GHORBAL, *Ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Sociales*, Rue du Metro, No. 52, Héliopolis.
- 253 SHAFIK RAGHEB MIKHAIL, *Inspecteur au Ministère des Finances*, Rue Kasr el Aini, No. 71.
- 84 SHAKOUR SHAALAN (Prof. A.), Rue Kasr el Aini No. 44.
- 20 SIDAROOUSS (SÉSOSTRIS, Dr.), *Ancien Ambassadeur d'Egypte à Washington*, Rue El Salamlek, No. 2, Garden City.
- 74 SINIGALIA (C.), *Avocat*, Avenue Fouad 1er, No. 53 (Alexandrie).
- 233 SOBHI WEHEIDA, *Secrétaire-Général de la Fédération Egyptienne de l'Industrie*, Rue Youssef El Guindi, No. 13.
- 227 SOUROUR (JEAN), *Avocat, Chef du Contentieux de la Cie. d'Assurances "Al Chark"*, Rue Soliman Pacha.
- 169 SULLAM (JOSEPH), Rue No. 15, Imm. No. 19, Méadi, Boîte Postale No. 793.
- 407 SYRIOTIS (MICHEL), *Avocat*, Rue Sarwat Pacha, No. 32.
- 398 TAGHER (ALBERT), *Ancien Conseiller Royal*, Rue Malek el Afdal No. 3, Zamalek.
- 34 TAGHER (EDGAR), *National Bank of Egypt*.
- 514 TAHER EL LOZY, Route No. 11, Imm. No. 53, Méadi.
- 17 TAHSINE EL MASRI, *Ingénieur*, Rue Ahmed Heshmat No. 2, Zamalek.
- 48 TAKLA (BECHARA), *Co-propriétaire du Journal "Al Ahram"*, Rue Mazloum Pacha.
- 421 TARRAF ALY, *Ancien Ministre*, Rue El Aziz Osman No. 9 Zamalek.

No.
d'ins-
cription

- 397 TEDESCHI (Dr. SALVATORE), *Avocat*, Rue Nimr, No. 3.
- 179 TEYMOUR (AHMED FOUAD), Rue El Amir Fouad No. 5, Zamalek.
- 502 THÉODORAKIS (D. A.), B.P. No. 1480 (Alexandrie).
- 378 TOROS (SALVATOR), *Boursier, Directeur de J. H. Perez & Cie.*, Rue Adib, No. 7 (Alexandrie).
- 401 VAN DAMME (LOUIS), *Président de la Belgian-American Banking Corporation*, 956 Fifth Avenue, New-York, 21.
- 575 VAUCHER (GEORGES), *Docteur ès lettres*, Rue Hoda Chaarawi, No. 27.
- 495 VINCENOT (M.), *Président du Conseil d'Administration du Crédit Foncier Egyptien*.
- 522 VITALE (Dr. SERGE), Rue Mazhar Pacha, No. 3, Zamalek.
- 189 VOGT (S.), *Consul Général de Norvège*, Immobilia, Rue Chérif Pacha, No. 26.
- 76 VRAILA (PHOTIOS) MARTEREY, 15 Lausanne (Suisse).
- 571 WADIE FARAG, *Avocat, Ancien Professeur à la Faculté de Droit*, Avenue Fouad 1er, No. 183, Zamalek.
- 463 WAHBA SADEK, *Ancien Ministre*, Rue El-Tolombat No. 9, Garden City.
- 247 WAHIB MESSIHA, *Vice-Doyen de la Faculté de Commerce, Université du Caire*, Guizeh.
- 175 YASSIN KOTB, Gar Teraa Al Zamar El Charki No. 75, Medinet el Omrania, Rue des Pyramides, Guizeh.
- 517 YEHIA MOHAMMED NOUR, *Vice-Président de la Cour des Comptes*, Rue Mourad No. 15, Héliopolis.
- 230 YEHIA (ALY EMINE), Zizinia, Ramleh.
- 232 YOUSSEF HELMY, *c/o Mrs McDonald*, 76 Sunnyside Road. Aberdeen, Scotland.
- 479 ZAKI ABD EL-MOTAAL (Dr.), *Ancien Ministre*, Imm. Osiris, Kasr el Doubara.
- 384 ZAKI BADAOUI (Dr. A.), *Conseiller de Relations Industrielles*, Avenue Fouad 1er No. 59, (Alexandrie).

No.
d'ins-
cription

- 211 ZAKI HASCHEM (Dr.), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 23.
- 500 ZAKI SHUAL, *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 37.
- 515 ZAKI MAHMOUD SHABANA (Dr.), *Professeur à la Faculté d'Agriculture*, Imm. Littoria, (Chatby-Ramleh).
- 143 ZANANIRI (FERNAND), *Avocat*, Rue Kasr el Nil, No. 39.
- 221 ZANNIS (JOSEPH), *Docteur en Droit, Contentieux du Crédit Foncier Egyptien*.
- 576 ZARACOUDI (JEAN), Rue Sidi Mitwalli No. 11 (Alexandrie).
- 219 ZARB (HECTOR A.), *Sous-Directeur du Banco Italo-Egiziano*, Rue Maarouf, No. 2.
- 341 ZIWER (KHALIL), *Directeur Général du Service des Questions Financières et Economiques, Ministère des Finances*, Rue Guizeh No. 42, Guizeh.

PREMIÈRE CONFERENCE (1)

**INEGALITES ECONOMIQUES ET POLITIQUES
DE DEVELOPPEMENT A L'ECHELLE REGIONALE
ET A L'ECHELLE NATIONALE**

par M. ANDRE PIATIER

Professeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, Sorbonne, Paris

Excellence, Mesdames, Messieurs,

C'est après une longue série d'illustres conférenciers que vous m'avez offert de prendre la parole, et je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à la Société d'Economie Politique d'Egypte et au Centre de Coopération Scientifique de l'UNESCO, pour le grand honneur qui m'est fait aujourd'hui.

Mais je suis plus sensible encore à l'immense confiance que vous m'avez témoignée, Monsieur le Président, en acceptant pour mes trois exposés, le thème de l'Inégalité Economique et du Développement, thème qui est au coeur des préoccupations de votre pays, et qui constitue aussi pour tous le plus bouleversant et le plus difficile problème de cette seconde moitié du XXème Siècle.

Mais je ne suis pas venu en Egypte pour présenter du haut de cette tribune des solutions définitives, des théories parfaites élaborées dans les Universités ou les Instituts de Recherches des autres pays. Un passionnant séjour de plusieurs mois dans votre pays, de nombreux contacts avec vos spécialistes de l'économie et de la statistique, des travaux menés en commun avec eux dans un climat inoubliable d'enthousiasme et d'amitié m'ont permis d'apprendre, de confronter les théories avec les faits, de modifier bien des schémas et bien des jugements. Et la première conclusion à laquelle je suis parvenu, c'est que les programmes de développement et les expériences pratiques ne s'exportent pas.

L'histoire des révolutions industrielles d'Europe, d'Amérique, ne s'écrit pas une seconde fois ailleurs. L'expansion se fera ailleurs, selon des formes nouvelles et dans des cadres nouveaux à élaborer sur place, car les conditions

(1) Prononcée le Lundi 5 Décembre 1955 à la Section Economique de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation d'Egypte.

mêmes sont profondément différentes — du fait que certains développements se sont déjà produits dans d'autres parties du monde.

Une semblable révision de valeurs m'avait déjà été imposée, il y a quelques mois en France, par l'observation directe des problèmes économiques régionaux, problèmes qui ne peuvent se satisfaire, eux non plus des schémas abstraits, des schémas préfabriqués des laboratoires économiques.

Et il m'a semblé que la nouvelle expérience, que je viens de faire ici en Egypte, pourrait me permettre de rapprocher les grands points d'interrogation qui se posent, tant à l'échelle régionale qu'à l'échelle nationale: les disparités dans les situations économiques.

Les différences dans les rythmes d'évolution sont aussi grandes, par exemple, entre l'Ariège ou n'importe quel autre département du sud de la France et Paris, entre la Sicile et Turin pour prendre un exemple italien, qu'entre les différentes nations.

Pourquoi ces inégalités sont-elles devenues subitement depuis quelques années plus criantes ? Car elles existaient depuis toujours ces inégalités (et on les assimile aujourd'hui p.e. plus encore qu'autrefois à des injustices): le monde moderne en prend conscience et ceci à mon avis, pour deux raisons: la première c'est que les structures nationales, qui ne sont pas homogènes, accumulent l'acquit de chaque période sans les fondre dans un ensemble: le mélange n'est pas réalisé — et la seconde raison est que l'optique a changé de dimension.

Exprimons d'abord la première raison par une autre image: le rythme rapide du progrès a juxtaposé des outillages et des modes de vie nouveaux à des outillages et à des modes de vie anciens ou archaïques. Il y a eu des *noyaux* de développement, qui se sont surimposés sur un paysage ancestral. On voit presque partout à travers le monde (sauf bien entendu dans les continents vierges, défrichés uniquement avec l'outil moderne) on voit presque partout ce voisinage de la faucille à main et de la moissonneuse — batteuse.

L'oeil moderne, ai-je dit, comme seconde raison, s'attache d'autre part à des grandeurs différentes: il y a 150 ans, c'est l'inégalité entre les hommes, l'inégalité entre les *individus* (inégalité largement décrite par les philosophes du XVIIIème Siècle) qui engendre la Révolution française, et derrière elle tous les mouvements politiques sociaux, industriels qui ont fait la civilisation du début du XXème Siècle.

Mais aujourd'hui, le rétrécissement des espaces (espace local, espace régional, national, mondial) grâce à l'avion, au journal, à la radio, à l'automobile, même à la guerre, ce rétrécissement des espaces change la dimension de notre prise de conscience, change la dimension de notre monde et ce sont

désormais les *groupes*, et non plus les individus auxquels l'homme va désormais s'intéresser et dont les inégalités paraissent choquantes et appellent de nouvelles politiques de promotion. L'individu, lui aujourd'hui accepte au contraire une sorte d'inégalité fonctionnelle: le poinçonneur de tickets par rapport au chef de gare, le manoeuvre par rapport au mécanicien ou à l'ingénieur, mais les unités au contraire, quelles que soient leurs dimensions et les groupes se disputent: deux villages, par exemple, revendiqueront les mêmes avantages pour la distribution d'eau ou d'électricité, exigeront du gouvernement des péréquations de leurs charges ou de leurs dépenses respectives. Inégalités entre groupes professionnels encore: fonctionnaires contre secteur privé — mieux rémunéré — employés du textile contre employés des chemins de fer, niveau de vie des campagnes contre niveau de vie des villes, etc... etc...

Les inégalités entre les régions ou entre les nations, (les seules que nous traiterons ici) couronnent enfin cette illustration du passage de l'ère des micro-politiques à celle des macro-politiques, passage à l'ère de l'apparition de sensibilités collectives qui remplacent des sensibilités individuelles.

Ce changement de dimension des problèmes économiques, sociaux et politiques n'a rien à voir, d'ailleurs, avec les doctrines politiques adverses: Est/Ouest, Libéralisme/Marxisme, capitalisme ou collectivisme qui représentent des conceptions opposées, mais toutes deux relatives à la meilleure satisfaction des aspirations de l'*individu*. Vis-à-vis des groupes, au contraire, les mêmes problèmes se posent dans les deux camps, et l'égalisation des niveaux de vie entre les régions ou entre les nations, composant ces deux camps entre villes et campagnes reste à réaliser des deux côtés du Rideau de fer. Et c'est pourquoi nous n'aurons guère à évoquer ici, ce soir, les grands problèmes politiques qui — trop souvent — servent de toile de fond aux travaux des techniciens.

A mon avis, les groupes, les collectivités auxquelles participent les humains — de la famille à la profession, de la cellule locale du village à la région ou à la nation — sont des *réalités profondes* qui n'ont pas encore été suffisamment intégrées dans un système de pensée complet, aussi bien en science politique qu'en science économique.

Et pour nous limiter à cette dernière discipline, il apparaît bien que les progrès d'une période à l'autre consistent à passer des tableaux généraux — rappelons-nous ceux des mercantilistes ou des physiocrates — à des analyses de type individuelles, à un "pointillisme" de l'homo-*economicus* et du marginalisme. Et depuis 1930 les théories globales reviennent trop vite à des tableaux à l'échelle nationale, (échelle nationale conçue abstraitement ou concrètement) et trop vite pour permettre une étude des groupes intermédiaires, c'est-à-dire de ces unités composantes de la nation.

De plus ces théories, élaborées le plus souvent sur le modèle de quelques pays déjà très industrialisés, ne paraissent pas automatiquement transposables à des économies nationales qui sont à un autre stade de leur développement. Il faut donc, je crois, élargir le champ de l'étude et appeler à l'aide d'autres disciplines : la sociologie, l'ethnologie, l'histoire, la psychologie, dont les spécialisations excessives ont souvent fait perdre de vue aux chercheurs qu'elles étaient une branche d'un tout homogène et d'un tout qu'on appelle encore provisoirement, j'espère, les sciences humaines.

Ce préambule explique pourquoi, revenant maintenant à nos troublantes inégalités entre régions ou nations, je me refuse à les considérer toutes de même nature, et à leur **APPLIQUER DES REMEDES PREPARES D'AVANCE.**

Il faut d'abord *expliquer* ces inégalités. Et trop souvent pour l'ensemble de la question, l'économiste répond "sous-développement". Ce seul terme, pour évoquer la multitude des diagnostics possibles, me paraît une monstruosité : c'est une idée simpliste que d'assimiler le Sahara et le Pôle Sud (où tout est à développer en partant de rien) à de vieilles civilisations comme la Grèce, l'Egypte, l'Inde ou la Chine, sans lesquelles le monde moderne n'aurait pas vu le jour.

"N'oublie pas que les civilisations sont mortelles" disait un philosophe de l'antiquité. Mais n'oublions pas, nous non plus, que les pôles de développement changent de place sur la planète, que tour à tour certaines régions du monde jouent le rôle d'élément-moteur à l'égard des autres régions. N'est-il pas curieux de constater qu'en France, par exemple, il n'y a pratiquement aucune église romane dans les régions qui sont les régions directrices de notre effort industriel : c'est une seconde France, celle du charbon et du fer, structurée différemment, qui a pris le relai de la première.

Et dans un pays comme l'Egypte, la superposition des civilisations successives — au gré de l'effondrement de certains groupes, ou du déferlement de certains autres — fait apparaître plus clairement encore cette sorte de géologie économique et humaine, chaque époque laissant ses propres sédiments et composant le "terrain" complexe avec lequel nous devons compter aujourd'hui.

Et on comprend pourquoi la plupart des théories sont insuffisantes pour éclairer ce thème des inégalités économiques. Non seulement elles considèrent les nations comme des pions, des pions équivalents et interchangeables (l'échange du drap et du vin) dans la théorie de Ricardo entre la Grande-Bretagne et le Portugal en est un exemple, mais aussi elles transposent à leur échelle des explications micro-économiques. La théorie du commerce international

n'est qu'une extrapolation des théories de l'équilibre sur les marchés (avec quelques variantes, telles que par exemple l'immobilité des facteurs de production). Mais ces théories sont insuffisantes encore parce qu'elles rabaissent les problèmes des collectivités à des ajustements individuels dans un domaine qui n'est pas *spatialisé*. Nos théories économiques sont *aspatiales*. Le marché des économistes est un point sans dimensions. Il faut que nous donnions une dimension à nos phénomènes économiques, que nous fassions intervenir leur localisation dans le jeu de toutes les inter-actions. Et le travail des économistes de demain sera de reprendre les premiers travaux des francs-tireurs qu'ont pu être autrefois Von Thünen, Weber, Lösch, Paländer.

Mais reprenons la théorie du commerce international. Sous sa forme classique, il s'agit par l'égalisation automatique, d'une sorte de théorie des vases communicants. Sous ses formes modernes, afin de justifier les inégalités internationales qui subsistent — on procède par adjonctions successives de frottements, de rigidités, de viscosités ou de différences d'élasticités: les vases ne communiquent qu'imparfaitement entre eux. Est-ce suffisant ? Non, car on ne dit rien de ce que sont les vases et de ce que sont les liquides qu'ils contiennent. L'explication par le commerce international de nos innégalités reste marginale, elle reste "à la frontière". Mieux vaut étudier la structure, le fonctionnement de chaque économie nationale, comprendre ses rythmes, son évolution, déceler la nature de ses ajustements internes. C'est seulement après qu'on peut examiner l'influence de ses relations avec les voisins, la sensibilité de son organisme aux chocs, chocs favorables ou non, venus du dehors. Mais il n'y a pas de critère standard: une balance commerciale déficitaire est un signe favorable du développement économique pour un pays industriel, cette même balance déficitaire est une catastrophe ailleurs. Une hausse du taux d'intérêt stimule l'épargne ici, mais décourage l'investissement là; un surplus de population stimule la production ici grâce à une offre supplémentaire de bras, de moyens de travail, mais ce surplus de population paralysera ailleurs le développement économique en freinant la mécanisation et en augmentant la consommation d'un produit national stationnaire.

On pourrait multiplier les exemples d'*indétermination* totale des effets d'un changement quelconque dans l'une de nos variables économiques. Et nos incertitudes subsisteront tant qu'on n'aura pas établi des types de collectivités analogues aux types d'humains.

Les nations ne sont pas toutes parties au même moment dans cette course au développement économique. Et, à ces disparités de temps, s'ajoutent leurs différences propres, qui sont comparables aux différences de croissance, aux différences de nutrition et au blocage que l'on constate dans la vie des différents êtres vivants.

Et il est évident que les solutions à trouver à ces inégalités de développement sont nombreuses, qu'elles font éclater les cadres habituellement tracés, qu'il n'y a pas de panacée universelle. Ni l'injection massive de capitaux, ni l'industrialisation accélérée ne peuvent être prônées partout de la même façon.

Plus récemment encore, diverses conférences internationales ont proposé des listes complètes de ce qu'il fallait pour effacer ce qu'on appelait le "sous-développement". Ces travaux consciencieux qui partent pratiquement de la description de ce qui existe déjà dans les pays qui se sont développés, nous montrent bien ce qu'on doit avoir *après*, lorsque le travail est fini, mais non pas ce qu'il faut faire *avant*.

Et une telle méthode me remplit de désarroi, du même désarroi que celui qui me prend devant le catalogue d'un grand magasin, lorsqu'il s'agit de choisir le "jouet" à acheter parmi les innombrables pages, au moment des étrennes; pour ce choix, il faut tenir compte de divers facteurs: et du goût et du prix et du pouvoir d'achat disponible et de bien d'autres choses. Ou encore ce catalogue international de développement me fait penser à un dictionnaire de médecine. (Rappelons-nous le héros de Jérôme K. Jérôme, qui en le lisant se découvrait les symptômes de toutes les maladies, à l'exception de l'épanchement de synovie). Eh bien, dans nos pays sous-développés, je crois que tous, en nous penchant sur ces grands remèdes internationaux actuellement disponibles, nous nous rendons compte que tous les pays sont affreusement malades. Nous avons assez de dictionnaires de médecine, mais nous n'avons pas encore assez de médecins. Or, il nous faut d'abord un bon diagnostic: ce sera notre propos d'aujourd'hui. Après quoi, nous pourrions envisager quelques indications thérapeutiques dans nos deux réunions suivantes:

LA CONSTATATION ET LA MESURE DES INEGALITES

Ces inégalités économiques ont fait l'objet de très nombreux travaux statistiques.

Autrefois, ma foi, les économistes s'en inquiétaient peu, ils y voyaient le fait d'une division du travail. Quant aux statisticiens, c'était pour eux l'occasion d'un bon exercice pour leurs calculs de dispersion autour de la moyenne. Mais depuis la grande crise de 1930, et depuis la dernière guerre, les difficultés rencontrées par certaines régions ou par certains pays dont la stagnation contrastait avec la prospérité des autres a entraîné la mise au point de plans locaux d'aménagement ou de plans nationaux de développement.

Quelles sont ces inégalités ? Je ne voudrais pas vous infliger ici des statistiques fastidieuses, mais seulement prenons quelques exemples.

En France 20 départements sur 90 nous fournissent la moitié de la production agricole. Huit seulement suffisent sur 90 à nous donner la moitié de la production industrielle. Vingt départements sur 90 ont un niveau de vie supérieur à la moyenne, qu'il s'agisse des achats calculés globalement ou par les achats de textile, de radio, d'automobile, le nombre de téléphones, de médecins par habitant, les consommations d'énergie, etc...

On a parlé des deux France: celle du Nord de la Seine et celle du Sud. On a dit que tout s'expliquait par des différences de population. C'est probablement inexact puisque la densité n'explique pas que les rendements pour le blé, par exemple, varient de 65 quintaux à l'hectare dans certaines régions, contre 8 à l'hectare dans d'autres comme la Lozère.

En Italie la coupure est plus nette encore entre la région industrialisée du Nord et la botte italienne, dont la pauvreté est dramatique. En Espagne, le drame se joue entre les régions côtières, riches et prospères, et les hauts plateaux dénudés. En Allemagne, entre le centre et la vallée de la Ruhr et celle du Rhin.

Pour la France, Paris apparaît non pas comme un centre géographique mais comme un centre de gravité entre deux zones inégales en surface, l'une de 20 départements, l'autre de 70, mais de poids économiques à peu près égal.

Partout en Europe, et dans la plupart des secteurs considérés; agriculture, industrie, commerce, transports, consommation, l'écart par habitant est de 1 à 10 ou de 1 à 15 selon les régions.

A l'échelle mondiale, plus fréquemment encore étudiée, les disparités sont du même ordre, sinon plus nettes encore:

- 1/5 seulement des 2 milliards et demi d'humains ont un revenu compris entre 600 et 1600 dollars par an.
- 1/7, soit 350 millions d'hommes, gagne de 150 à 400 dollars,
- et les 2/3 de l'humanité, soit un milliard 600 millions d'humains, restent bloqués aux alentours de la centaine de dollars par an, à la limite même de la famine. Et ces hommes qui ne mangent pas toujours à leur faim, qui possèdent peu de machines, peu de vêtements, peu d'abris, n'ont même pas, bien souvent, les moyens de lutter contre la maladie.

Le tableau statistique dressé par les Nations Unies nous montre donc, pour le revenu national par habitant des écarts de 1 à 20, selon les régions du monde. Pour la consommation d'énergie, même tableau: 6 tonnes (ou leur équivalent) en charbon par habitant aux Etats-Unis, contre 2 tonnes en Europe et seulement 200 kgs en Asie.

Pour l'alimentation, près de la moitié du monde n'a pas encore un régime alimentaire satisfaisant. Et les pays les plus riches, (Les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, la Suède, et on ajoute l'Argentine et l'Uruguay) dépassent 3000 calories alimentaires par habitant et par jour, tandis que l'Inde et le Pakistan, à l'autre extrême, sont bloqués à peine à 2000 calories par habitant.

Mais encore faut-il bien dire que ces "calories" n'ont pas la même signification. En effet, l'alimentation "riche" porte sur une quantité croissante de produits animaux, alors que l'alimentation la plus pauvre, celle qui se maintient seulement dans les 2000 calories, est presque exclusivement végétale, et surtout céréalière. Or, pour produire des animaux, il faut des végétaux, il faut 4 calories végétales pour faire une calorie animale. Tout se passe comme si l'homme qui consomme 3000 calories avait 4 estomacs, en réalité, au lieu d'un et absorbait 12.000 calories végétales soit 6 fois plus que son frère le moins favorisé.

La différence de productivité agricole et la densité de population n'expliquent pas ces disparités. Diverses raisons d'ordre institutionnel ou religieux, aux Indes, par exemple, freinent l'égalisation des conditions alimentaires.

Si nous nous tournons vers le domaine des biens manufacturés, les disparités sont aussi grandes, aussi bouleversantes quoique certaines de ces productions semblent moins indispensables au niveau de vie des nations.

Une auto pour	3 habitants aux Etats-Unis.
Une auto pour	5 habitants en Australie
Une auto pour	15 habitants en France
Une auto pour	30 habitants en Allemagne
Une auto pour	100 habitants en Italie
Une auto pour	500 habitants Japon
Une auto pour	1000 habitants en Indonésie.

Voilà un nouveau tableau qui traduit des disparités plus violentes encore que pour les consommations de base. On pourrait trouver la même chose en étudiant un grand nombre d'autres domaines: le téléphone, la radio, l'automobile, mais plutôt que de continuer cette description qui suffit pour conduire certains économistes au pessimisme le plus noir, je voudrais essayer maintenant de relever certaines caractéristiques et d'apparaître un peu plus optimiste qu'eux.

Ma première observation sera que ces observations sont souvent faussées. La seconde, que les inégalités sont probablement exagérées par certains phénomènes d'optique. Et la troisième, c'est que ces inégalités ne sont pas croissantes.

Voyons ce qui fausse l'observation de ces inégalités. Nos observations se font sur la base de comparaisons de moyennes nationales. Or, dans chaque pays, il existe une grande dispersion, on peut constater des différences appréciables de niveau de vie et de production. Et comme l'éventail est plus ou moins ouvert dans chaque pays, certains groupes régionaux sont comparables entre eux : le Sud de la France est très comparable aux régions riches de l'Italie ou d'Espagne, qui sont elles-mêmes comparables aux régions riches des autres côtes méditerranéennes. Il y a probablement moins de différence entre la région de Marseille, celle de Gênes ou d'Alexandrie qu'entre Lille et Marseille, d'un côté, et Alexandrie et Assouan, de l'autre.

La carte mondiale du sous-développement, nous le voyons, se moque donc parfaitement des frontières politiques. Et il a sûrement beaucoup plus de similitude entre l'habitant de Tokio, celui de Bombay, d'Athènes, de Madrid ou de Rio de Janeiro, que ne le suggèrent les moyennes nationales relatives à ces différentes nations. De même "l'air de famille" entre les paysans du monde entier est infiniment plus grand qu'on ne le croit en utilisant les statistiques.

Mais, de plus, *certaines de ces inégalités sont systématiquement exagérées par les techniques de calcul, et notamment par celles qui sont utilisées dans le calcul du revenu national.*

Si l'on en croit les Nations Unies, le revenu par tête aux Etats-Unis est 4 fois plus élevé qu'en France et 20 fois plus élevé qu'aux Indes par exemple. Eh bien, des travaux récents ont montré que ces calculs qui sont effectués en unités monétaires communes, c'est-à-dire en dollars étaient contestables : ils ne tiennent pas compte en effet des niveaux de prix effectivement pratiqués dans chaque nation. Milson Gilbert a montré à l'O.E.C.E. et aux Etats-Unis, par exemple, que si l'on tient compte du coût d'approvisionnement réel existant pour les familles françaises et pour les familles américaines, c'est-à-dire en re-calculant les dépenses en reprenant le panier de provision des Français et des Américains, et en multipliant les quantités par les prix, l'écart entre la France et les Etats-Unis n'était plus de 1 à 4, mais de 1 à 2 seulement.

Les diverses études de pouvoir d'achat des salaires que nous avons pu faire à Paris depuis quelques années confirment ce fait en justifiant l'opinion que les inégalités statistiques sont au moins deux fois plus grandes dans les documents internationaux que dans la réalité.

Mais il y a plus encore : chacun sait qu'avec une certaine somme d'argent, on obtient plus ou moins de marchandises en ville ou à la campagne, et même en ville selon les quartiers. Pour Chicago, une enquête a révélé que 1500 dollars ne donnaient pas plus à l'habitant de la ville que 1000 dollars dans un bourg voisin.

Ce coût de la "congestion urbaine" qui représente 50 % de la dépense s'observe aussi bien à Paris qu'au Caire, entre villes et campagne de tous les pays du monde. Or, vous le savez, les prix urbains sont les prix qui statistiquement sont les plus connus, ceux des zones rurales échappant à l'investigation, et, de ce fait, le niveau de vie des pays à population agricole prépondérante est encore semble-t-il plus nettement sous-estimé.

Enfin, dans tous les pays qui sont moins ouverts à l'économie de marché, c'est-à-dire ceux dans lesquels le paysan consomme une partie de ce qu'il produit, nous avons des quantités produites qui échappent à toute mesure statistique, car la statistique souvent se fondera sur les quantités échangées et non pas sur les quantités produites effectivement. Donc, les pays à forte auto-consommation, pour cette 3ème raison supplémentaire sont encore défavorisés dans la comparaison du niveau de vie. Il faut, je crois, que nous puissions diminuer cette sous-estimation.

Mais venons-en, je crois, à la remarque essentielle maintenant. Ces inégalités entre nations et régions — si l'on en croit certains économistes, et ce qui a été dit ici même il y a quelques semaines — ces inégalités devraient aller croissant d'année en année, et rendre vraiment inéluctables des disparités qui finiraient par conduire le monde au désespoir. Or, rien ne pousse à penser que cette loi existe réellement, et même certains travaux semblent montrer le contraire.

Etudions d'abord les *disparités entre régions* d'un même pays. Avec mon collègue et ami, le Professeur italien TAGLIACARNE, nous avons recherché les inégalités de vie en Italie, en France, en Suisse, en Allemagne, et nous avons essayé de comparer la situation avant guerre et celle de maintenant. Il apparaît, en mesurant diverses consommations: celles du téléphone, de la radio, des autos, que ces disparités vont en décroissant, et sont moins marquées qu'avant guerre. La même observation vaut pour les provinces italiennes, les départements français, les cantons suisses, etc... (Ces travaux ont été publiés par la Société de Statistique d'Italie). Maintenant la dispersion est moins grande, les unités locales se sont resserrées autour de la moyenne. C'est sans doute la conséquence d'une certaine unification des conditions économiques des pays, et il semble bien que les disparités soient surtout grandes dans les économies encore mal organisées ou mal centralisées. Nous avons des courbes de répartition en cloche étroites et pointues dans les économies bien organisées, et, au contraire, des courbes en cloche largement étalées dans les économies mal organisées; on peut distinguer de grandes inégalités dans les revenus distribués au Portugal tandis qu'on doit constater une grande égalité entre les revenus distribués au Canada. Ceci m'amènerait à poser une question: "Le progrès n'est-il pas la tendance à l'égalesation des revenus ?".

Entre les nations, les calculs ne sont pas poussés de façon aussi précise, mais divers raisonnements peuvent jouer sur ces inégalités et les atténuer. Ainsi, si nous prenons la période Napoléonienne, l'écart entre la France et l'Egypte était infiniment plus grand qu'aujourd'hui. De même, autrefois, entre la Grande-Bretagne et les Indes, l'écart était considérable et, aujourd'hui, il est plus faible.

Pourquoi ? *Du côté de la production*, nous voyons d'abord que plus le développement industriel s'affirme, plus les frais d'entretien d'une économie nationale sont lourds. On pourrait suggérer la reprise des travaux anglo-saxons sur le "capital output ratio" et, en les combinant, avec le principe d'accélération, grâce auquel la théorie des fluctuations vient de faire des progrès récents; plus le détour productif s'allonge, plus les charges d'entretien d'une économie sont lourdes, donc plus un pourcentage important de la production courante doit aller au maintien du capital. Ce maintien c'est aux Etats-Unis 20 % du revenu national, et c'est seulement 10 % en Italie. Et il est certain que plus les productions intermédiaires se développent dans un appareil économique, plus l'écart entre le produit final disponible et le produit total sera grand.

Or, il y a plus encore peut-être, nous l'avons vu à propos de l'alimentation : le produit final qui s'améliore en qualité (la consommation de viande remplaçant les céréales) et en se diversifiant demande encore plus de capital, plus de travail et plus de terre. Et donc, par le jeu combiné des évolutions de la production et de la consommation, nous voyons les économies riches se maintenir, tandis que celles qui sont encore au début de leur effort obtiennent des résultats plus spectaculaires dans l'amélioration de leur niveau de vie.

On pourrait objecter à cette théorie que ce qui compte c'est la comparaison des vitesses de développement entre deux économies. Si l'une est stationnaire, et l'autre en expansion, l'inégalité s'accroît, tandis que si toutes sont en expansion l'inégalité croîtra ou décroîtra selon que le pays le plus avancé se développera plus vite ou non que le second.

L'essai que je viens de tenter a justement pour but de montrer que si deux pays, inégalement placés dans la course, commencent un effort, c'est le plus mal placé qui a des chances d'obtenir le plus vite des résultats tangibles dans le domaine du niveau de vie, mais ceci toutefois à condition qu'il ait démarré.

La thèse pessimiste insiste souvent sur le fait que, dans les pays les plus pauvres, il est pratiquement impossible à l'immense majorité de la population d'épargner, c'est-à-dire de fournir des capitaux à l'appareil productif. Mais sait-on qu'aux Etats-Unis, on estime seulement à 25 % de la population le groupe des personnes ayant une épargne positive. C'est le même pourcentage qu'on cite communément pour l'Inde ou pour l'Egypte. Il n'y a pas entre les

cas les plus extrêmes de différence de nature, mais seulement une différence de degré.

Je voudrais d'ailleurs maintenant, grâce à des derniers exemples, mieux situer la thèse optimiste que je défends: s'il me semble que l'*égalité des niveaux de vie* est l'hypothèse la plus plausible, il me semble, au contraire que les inégalités dans la *puissance économique* continueront à croître, au moins pendant un certain temps.

On confond souvent bien-être et puissance: la Suisse et la Nouvelle Zélande cependant montrent deux cas de pays en tête de la course au bien-être, bien que leur "puissance économique" soit très faible et que leur poids à l'échelle mondiale soit négligeable. L'U.R.S.S., au contraire, est puissante par sa masse, alors que son niveau de vie est relativement bas.

Mais cette distinction fondamentale, nous pouvons l'étayer sur un certain nombre de calculs. Il faut reprendre l'exemple de la France et des Etats-Unis. Il faut reprendre la comparaison entre un objectif facile: le bien-être, et un objectif difficile: la puissance. Voici, par exemple, le raisonnement développé par un de mes compatriotes: M. LAURE.

Pour le revenu national par tête, le rapport France/Etats-Unis est de 1 à 4 disent certains et de 1 à 2 disent d'autres (Voir ci-dessus le rapport de MILTON GILBERT).

Le rapport de la population est de 1 à 4.

Si nous tenons compte des revenus globaux (revenu X population) nous voyons l'écart global de cette richesse produite chaque année dans le rapport de 1 à 8 et, disent certains, c'est de 1 à 16; allons plus loin: plus le revenu est bas dans un pays, moins on peut en distraire une partie pour les dépenses exceptionnelles, il faut tout consacrer aux besoins courants. Plus il est grand, au contraire, plus l'épargne et les dépenses exceptionnelles sont grandes, et c'est pourquoi avec un rapport revenus globaux France/Etats-Unis de 1 à 12 (prenons la moyenne des estimations), nous arrivons à un rapport de 1 à 16 ou de 1 à 20 pour les dépenses non courantes de la population.

Même raisonnement maintenant pour les dépenses publiques: les impôts: nous remarquons que plus le revenu est élevé, plus la capacité fiscale est grande, et alors le rapport France/Etats-Unis est ici de 1 à 20. Mais si les impôts rentrent mal, ce rapport est encore modifié.

Et c'est pourquoi lorsqu'on fait le calcul après couverture des dépenses courantes, ce qui reste pour les charges exceptionnelles comme pour l'effort militaire, la recherche atomique, le rapport entre les deux pays est de l'ordre de 1 à 50.

Eh bien, le plan français qui est actuellement en chantier pourra permettre sans doute de doubler le niveau de vie des Français en dix ans et si, pendant cette période, le niveau de vie des Américains n'a que peu changé, les deux niveaux de vie seront presque comparables, alors que la "puissance" restera très différente.

Dans un monde qui a changé de dimensions, les pays qui ne sont pas en tête peuvent à la fois connaître un déclin dans leur puissance, et un progrès dans leur niveau de vie. C'est, je crois, une maxime utile à rappeler à tous ceux qui mettent en oeuvre de larges programmes d'expansion. Et ceci me rappelle le rapport fait par le Rapporteur du Budget des Etats-Unis devant le Congrès Américain défendant la fabrication d'une pièce (le viseur) d'un bombardier: le plus vieux modèle pesait 10 kilogs (1930) et coûtait quelques milliers de francs, le deuxième (1940) pesait 200 kilogs et coûtait plusieurs millions de francs, alors que le troisième, celui de 1945, pesait plus d'une tonne et coûtait plusieurs milliards.

Cette progression géométrique est valable dans le domaine militaire aussi bien que dans celui de la recherche atomique et que dans bien d'autres. Seuls des objectifs sages sont payants. Si l'étude d'ensemble des inégalités conduit déjà à des conclusions utiles pour le Plan, l'analyse plus détaillée des différents types d'inégalités (à faire maintenant) peut, elle aussi, révéler des aspects nouveaux. *Comment classer les régions qui souffrent de ces inégalités ?*

Si vous le permettez, très rapidement, je voudrais tracer trois types de régions souffrant d'inégalités ou de différences graves.

Il y a, je crois, un premier type qui concerne les *régions vieilles*, celles dans lesquelles, on constate du chômage chronique, un recul régulier de la production; ce sont des régions à forte densité de la population, et des régions avec beaucoup d'outillage. Mais ce sont des centres qui sont affectés par des crises de longue durée qui affectent un bien ou un service, c'est le cas en France de St-Etienne, dont la métallurgie est en glissement permanent vers l'Est, le Nord; c'est le cas d'Alès, dont le bassin charbonnier recule au profit des bassins plus rentables de l'Est. Ce phénomène a été longtemps masqué dans la plupart de nos pays européens par des politiques plus ou moins malthusiennes, des subventions avec freinage des autres activités, par exemple. En Italie, la Sicile nous montre encore un autre exemple d'un vieillissement, c'est-à-dire du maintien des activités non renouvelées, d'une autre période, d'un autre âge.

Et pour la Sicile, la dégradation s'est établie à la suite des effets d'un protectionnisme qui a disparu il y a quelques décades entraînant l'asphyxie totale lors de la création de l'unité italienne.

Le 2ème type à côté de ces régions vieilles, me paraît être la *région dépeuplée* que l'on trouve en France au Sud du Massif Central, bien souvent en Espagne, dans le Centre de l'Allemagne et dans tous les pays où l'attraction urbaine et le développement des zones industrielles a vidé le reste du pays. Le processus de décomposition est lent: les cultures d'intensives deviennent extensives; l'artisanat s'éparpille. Mais, au début, les réductions locales d'activité laissent en général les services publics et commerciaux; leur disparition est complète plus tard dans certaines agglomérations et dans certains centres. C'est ce que nous avons connu dans les Alpes françaises au début du siècle; leur renaissance récente, à la suite de mesures diverses est tout à fait nouvelle.

Le 3ème type de région, ce sont les *régions sensibles* à la fluctuation économique générale. Elles n'ont pas de caractéristiques propres quant à la population ou à l'équipement (qui est souvent moderne), mais la production est centrée sur une activité essentielle, ce qui la rend vulnérable. La ville d'Angers a, par exemple, souffert de la prépondérance de l'ameublement. Mieux encore, le département de l'Hérault, avec sa mono-production de *vin* est plus sensible encore. Selon la récolte de raisin, ce département français se classe parmi les plus riches ou descend parmi les médiocres. A l'échelle nationale, les mono-productions jouent un rôle analogue: étain en Bolivie, caoutchouc en Indonésie, coton en Egypte.

Mais, entre les nations, reprenons l'ensemble de nos catégories. Là encore on peut retrouver des pays vieillissants, des pays sous-peuplés et des pays sensibles. Il arrive même qu'une nation arrive à combiner différents caractères.

Et voici, à titre d'exemple, quelques distinctions possibles:

D'un côté sous-peuplement et, de l'autre, surpeuplement. Et là deux groupes: d'un côté ceux qui ont déjà réalisé leur progrès: l'Australie, le Canada, le Japon et l'Allemagne et, de l'autre, ceux qui doivent le faire grâce à leurs richesses non encore suffisamment exploitées. L'Indonésie avec le caoutchouc et l'étain, l'Egypte avec le coton et la plupart des pays dont les minerais sont ensuite transformés dans d'autres parties du monde. Mais entre les pays, — il faut encore maintenant compliquer l'analyse — car des différences de sensibilité vont se combiner avec des différences de peuplement. Les autres critères d'analyse visent l'état du capital, abondant ou rare, et, dans ce dernier cas, vieilli ou insuffisant.

Je crois que dans le Moyen-Orient, des plans de développement tout à fait différents doivent être appliqués à des pays comme l'Egypte ou l'Irak, de même que des plans différents sont à appliquer à l'Amérique latine sous-peuplée ou à l'Inde surpeuplée.

Suivant le sous-peuplement ou le surpeuplement, la sensibilité à la mono-production, et suivant que le capital est vieilli ou insuffisant, suivant que ces critères se combinent, les pays se partagent en quatre ou cinq groupes. Ils semblent être à des stades différents d'un même mouvement, comme c'est le cas pour l'Espagne, le Mexique et l'Egypte. Et l'évolution se fera ensuite différemment selon que le progrès se fera par l'homme ou par le capital.

Toute activité économique est liée à une *combinaison de facteurs* qui changent à chaque niveau technique, combinaison optimale laissant par rapport à ce qui existe un surplus ou un déficit. Si les conditions techniques changent, le surpeuplement devient sous-peuplement et vice versa. Si bien que nous ne pouvons pas porter de jugement absolu sur le surpeuplement ou le sous-peuplement, car ce sont des doses différentes d'humains qui doivent être appliquées à des doses différentes de machines.

Les économistes classiques avaient l'obsession du stationnaire, c'est ce qui a dominé la plupart de leurs schémas. Les modernes, c'est-à-dire surtout depuis 1930 ont l'obsession de la croissance de l'économie. Et selon les travaux du suédois le Professeur Högbohm on a tiré en 15 ans de la terre plus de matériaux qu'au cours de toute l'histoire de l'humanité. Si au XIX^{ème} Siècle cette croissance avait continué au rythme, célébré en termes lyriques, nous aurions aujourd'hui quatre fois plus de charbon, trois fois plus de textiles et deux fois plus d'acier.

Mais contre ce mythe de la croissance perpétuelle, rappelons-nous que toute activité économique est une combinaison de facteurs pouvant suivre des courbes différentes.

La courbe typique du développement est une courbe logistique avec démarrage très lent, progression rapide, et ralentissement final. Et, sur cette courbe, nous voyons très bien que l'âge d'un pays dépend de l'âge de ces facteurs. De plus, il peut y avoir des renouveaux, des renaissances, des rajeunissements en cas de changement dans la structure des facteurs économiques qui se combinent.

Et la maturité, c'est seulement à mon avis, la fin d'une courbe logistique. Eh bien, cette courbe de développement je voudrais vous dire qu'elle se retrouve aussi bien dans les phénomènes démographiques, que dans les phénomènes de production. Vous connaissez tous cette courbe qu'on voit à peu près partout sur les prospectus accompagnant les boîtes de farine lactée pour les enfants et qui doivent permettre aux mamans de surveiller au fur et à mesure la croissance des bûches de semaine en semaine et de mois en mois. Eh bien, cette courbe logistique, c'est une courbe en "S" qu'on retrouve dans la croissance des animaux, dans le développement des végétaux, dans le développe-

ment d'une colonie microbienne — qui se fait dans un bouillon de culture. Et nos civilisations semblent suivre une courbe à des rythmes analogues; pour la France, on observe nettement la courbe en "S" pour la population entre l'an 1700 et l'an 2000.

Et si de la population nous passons au produit, nous trouvons cette même courbe typique, avec des cycles de hausse et de baisse. La courbe logistique du charbon est finie, en dépit des apparences, la production est stationnaire depuis 1914; par contre, la radio, l'électricité, l'aluminium sont des industries jeunes, dans leur phase ascensionnelle, et il n'est pas impossible de prévoir les niveaux de saturation.

Ainsi donc voilà une première présentation des inégalités économiques entre groupes, entre régions et nations.

Chacune de ces unités dont la politique doit réaliser le développement a une structure à elle, une population, des richesses matérielles, un degré d'autonomie et d'organisation.

Les inégalités entre elles viennent à la fois de la *date* à laquelle elles ont commencé leur croissance, les plus vieilles déclinent et doivent se renouveler, les plus jeunes n'ont pas encore la force suffisante pour avancer seules et rapidement et de leur *vitalité*. Certains facteurs affectent cette croissance, l'accélèrent ou la ralentissent selon l'environnement général où ils jouent.

Mais ces inégalités sont moins fortes qu'on ne le croit d'après l'observation statistique courante et elles ne sont pas éternelles. La vie fait monter les uns et reculer les autres, mais comme en botanique ou en médecine, des soins continus et un bon terrain réalisent une certaine égalisation des chances pour tous. Et l'*amélioration du bien-être* est pour tous un objectif accessible tandis que la recherche de la puissance paraît chimérique.

Qu'il s'agisse de régions, c'est-à-dire d'organes d'un corps vivant ou des nations, c'est-à-dire d'organismes complets, autonomes, la croissance se fait selon certaines normes et nous retrouverons encore cette sorte de biologie économique en examinant mercredi la nature, les objectifs et les moyens des programmes de développement. Et je voudrais donner en terminant une note optimiste, je tiens à dire que la vie des sociétés ou de ces unités économiques collectives présente encore une caractéristique que n'ont pas les vies humaines — ou animales de la biologie: elles peuvent, par des mutations brusques que nous avons étudiées en d'autres lieux, effectuer des rajeunissements rapides et profonds. Mais même si sur ce dernier point, vous ne partagez pas ma conviction, nous pouvons conclure ensemble sur cette idée: l'homme n'a rien à gagner à traiter les sociétés dans lesquelles il vit comme une mécanique dont il serait le robot et l'esclave.

DEUXIÈME CONFERENCE (1)

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE REGIONAL ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

Lundi, nous avons fait un premier tour du monde, à la recherche des inégalités entre les régions et les nations.

Aujourd'hui, je voudrais vous inviter à en faire un second, pour étudier les programmes de développement, dont le but est justement d'effacer ces inégalités.

Ce que nous avons vu est suffisant, je crois, pour nous persuader qu'il n'y a pas de programme standard, de programme tout fait, valable pour tous les temps et pour tous les pays: les régions vieilles, les régions dépeuplées, les régions sensibles aux chocs extérieurs — à cause de leur monoproduction — appellent chacune des remèdes très différents.

Mais prenons un peu d'altitude et considérons la planète dans son ensemble. Comme nous l'avons vu, trois groupes de pays se distinguent nettement, et la coupure entre eux est profonde: d'abord le groupe le plus riche, le groupe le mieux équipé (soit 1/5 de l'humanité), ensuite le groupe intermédiaire, moyennement développé, qui n'a pas encore la moitié des moyens et du bien-être du premier, et enfin derrière lui, loin derrière lui, l'énorme groupe qui comporte deux tiers de l'humanité et qui est encore à la limite de la pauvreté.

En fait, le premier groupe n'a pas de plan de développement, mais il a plutôt une politique économique qui facilite une expansion naturelle et qui a pour but d'éliminer les difficultés passagères et les difficultés accidentelles. C'est en lui que vivent les nations pour lesquelles on parle parfois de "maturité". Si leur effort se ralentit et si elles sont dépassées par des nations plus dynamiques elles deviendront les sous-développées des siècles à venir. Le deuxième groupe, attardé en grande partie par le poids excessif de ses régions sous-développées, a des plans régionaux, et c'est surtout le troisième groupe, celui qui commence à réaliser des plans nationaux de façon systématique et globale, qui nous intéresse ici et que nous aurons à comparer au deuxième groupe dans son effort partiel.

(1) Prononcée le Mercredi 7 Décembre 1955 à la Section Economique de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation d'Egypte.

Mais l'importance du revenu national par tête, classement qui va de 1500 dollars par habitant dans les pays les plus riches à 100 dollars seulement dans les pays plus défavorisés n'est pas, je crois, le seul critère possible que nous ayons à retenir du retard qu'il faut combler. Et nous avons vu d'ailleurs, lundi, d'abord, que la plupart des travaux statistiques exagèrent les disparités, ensuite que le décalage, bien que grand, est un décalage qui n'est pas inéluctable; je pense que l'ampleur de l'effort à entreprendre ne doit pas faire reculer les candidats au développement, car ce serait vraiment un sinistre paradoxe, si l'intérêt porté aux zones que l'on dit sous-développées, se traduisait, dans les pays intéressés, par une aggravation des craintes et par une généralisation du désespoir.

L'action au contraire doit être supportée par l'enthousiasme. C'est non seulement la mobilisation du travail et du capital qui est nécessaire pour élever rapidement le standard de vie d'un pays, non seulement la mobilisation des bras et celle des intelligences, mais aussi, je crois, celle des volontés et celle de la foi dans le succès.

Sans un climat psychologique affermi, passionné, enthousiaste, le développement risque de ne pas se faire et l'économie restera stationnaire. Déjà, avec sa théorie de l'innovation, Schumpeter pressentait cette économie stationnaire et il nous la décrivait comme un état de léthargie, sans entrepreneurs, c'est-à-dire sans goût du risque, sans chercheurs, c'est-à-dire sans découvertes, sans foi dans l'avenir, c'est-à-dire sans effort d'équipement.

Et le drame de l'Allemagne, de l'Italie entre les deux guerres a été justement le gaspillage à des fins éloignées du bien-être, gaspillage de ce tonus psychique de deux peuples qui risquent, aujourd'hui, par contre-coup, le scepticisme et l'atonie.

Et sans cette force intérieure des nations, le développement ne peut se faire que par la contrainte, il n'y a pas d'autre choix, par l'action d'une volonté centrale impitoyable, par l'action d'une volonté dont l'efficacité est souvent moindre que celle de l'enthousiasme: pays de l'Est, très souvent, les pays de l'Ouest, parfois, ont fait de troublantes expériences dans ce domaine de la contrainte.

Ma conclusion ici est que le tonus psychique d'un peuple est le bien le plus précieux, et que "les plans de développement" que l'on exprime par des totalisations matérielles d'usines, de tonnage produit, de rendement, ne doivent pas le sous-estimer.

Et à mon avis, la combinaison de cette force intérieure des peuples et d'un certain équipement matériel, paraît même être représentative des différents degrés de développement. Et voici un exemple qui n'est pas un paradoxe:

Le degré de développement, pourrait-on dire, se mesure d'après la façon dont une économie supporte une catastrophe: cataclysme naturel, tremblement de terre, inondation ou même destruction due à la guerre.

Les pays développés, ceux qui sont vraiment développés, et non pas ceux qui sont seulement matériellement développés, trouvent dans ces catastrophes une sorte de stimulant à leurs fonctions de défense, à leur fonction de conservation, et rapidement ils effacent les conséquences de la catastrophe. Bien plus, sur leur lancée, ils progressent au delà. *La France*, en moins de 5 ans, a effectué sa reconstruction d'après-guerre, y a consacré des sommes représentant plusieurs années de son revenu national, elle a refait son équipement et en 5 ans, a porté sa production à un niveau supérieur à celui d'avant-guerre. Et, stimulée par cet effort, elle a continué ce mouvement et en 10 ans, elle a obtenu des rythmes de croissance qu'elle n'avait même pas connus lors de son expansion du XIX^{ème} siècle.

La Hollande, submergée il y a deux ans par la rupture des digues, s'est remise à l'ouvrage, et l'organisme tout entier, vivifié par le danger, a profité du drame pour se consolider.

L'Allemagne, au lendemain de cette guerre, au lendemain de sa défaite, a vu affluer dans sa partie Ouest 12 millions de réfugiés fuyant l'Est. Aucun plan ne paraissait capable d'éviter un chômage intensif, et pourtant, stimulée par les demandes supplémentaires de cette population dépourvue de tout, l'Allemagne de l'Ouest a connu une expansion sans précédent de son industrie, réussissant à intégrer toute la main d'oeuvre nouvellement arrivée.

Et *la Grèce*, au contraire, pays déjà affaibli par les guerres et les privations et qui a subi, des catastrophes nouvelles, inondations et effroyables tremblements de terre, n'a pu trouver dans ces épreuves, l'occasion d'un renouveau. Au contraire même, c'est l'aspect d'aggravation des charges publiques et privées et la recrudescence de la misère qui a installé l'économie nationale à une palier inférieur, et ceci malgré une croissance non négligeable de la plupart de ses productions depuis 3 ou 4 ans.

Ainsi, j'en arriverai à vous proposer cette distinction du "développé" d'un côté et du "sous-développé" selon que les cataclysmes, les chocs accidentels, de nature très diverse, stimulent l'économie et la poussent au progrès ou au contraire l'affaiblissent et aggravent son état.

Nous avons déjà vu, lundi dernier, l'incertitude sur le sens de l'action de la plupart des phénomènes économiques, un même phénomène peut aussi bien avoir des effets favorables ou des effets défavorables sur l'économie générale. Contrairement à l'opinion publique, le phénomène économique est un phénomène réversible. Et parce que dix millions de réfugiés

en Allemagne ont été une circonstance favorable, l'opinion mondiale, par comparaison à l'Allemagne, n'a pas vu clairement combien un million de réfugiés, dans les pays arabes, amenait des perturbations à leur système économique. Faute d'une connaissance suffisante de leur niveau de développement, on n'a pas vu dans le monde que la pression de ces réfugiés risquait d'aggraver les conditions économiques générales. A un autre degré de développement du Moyen Orient, le problème eut été probablement tout autre.

Mais si l'économie forte absorbe l'obstacle et même en profite alors que les autres s'y brisent, nous avons vu aussi que l'économie forte est plus homogène, et lundi, je définissais l'échelle du progrès, par le degré d'égalisation entre les parties composantes de cette économie, égalisation du revenu national par classes sociales — égalisation par groupes professionnels et égalisation du revenu par régions.

Et l'éventail des revenus, par exemple, est trois ou quatre fois plus fermé aux U.S.A. qu'au Portugal ou en Espagne. De même l'éventail entre les régions américaines est infiniment plus fermé que l'éventail entre les régions italiennes. Donc certains pays, pour progresser ont avantage à faire revenir vers eux leur arrière garde: la Corse ou la Lozère pour la France, la Sicile pour l'Italie; ils ont avantage à faire progresser cette arrière garde plutôt que de faire un nouveau bond d'ensemble avec un dispositif totalement dispersé: si les régions les plus pauvres remontent jusqu'au niveau de la moyenne de l'économie nationale, du même coup, c'est cette moyenne qui se déplace vers le haut; le progrès global et un ensemble plus homogène de l'économie nationale vont de pair.

Voilà pourquoi, si vous le voulez, nous commencerons notre analyse d'aujourd'hui par les politiques régionales dont l'effet est plus important qu'on ne le croit généralement. Et chacun des exemples envisagés peut, sous un angle ou sous un autre, apporter une contribution à la construction d'un plan national, comme celui de l'Egypte par exemple.

Sans cesse, une nation aménage la surface sur laquelle elle vit, et cette nation modifie son implantation sur cette surface. Au XIX^{ème} siècle, la France a glissé du Sud vers le Nord, l'Allemagne vers la Ruhr, et ceci sans plan préconçu. Les Etats-Unis, eux-mêmes, ont vécu de larges mouvements et transformé complètement leur paysage. Rappelons-nous la période de cette conquête pacifique de l'Est, la découverte de la Californie, la ruée vers les territoires libres de l'Amérique. La côte Atlantique porte encore les marques de cette époque. Le voyageur européen est aujourd'hui encore surpris par des choses bizarres, des phénomènes qu'il a du mal à expliquer. Les arbres ont tous le même âge. Pourquoi ? La forêt américaine a poussé d'un seul coup quand l'homme a déserté en masse une région. Et sous la mousse, le promeneur

trouvera parfois le seuil d'une maison disparue, éclairé par un hortensia, et plus loin une plaque d'égoût. Toutes les superstructures de bois ont disparu. Des villes entières, des villages, ceux des premiers colons sont morts, lors du grand exode et du grand appel des richesses de l'Ouest.

La deuxième guerre mondiale a engendré une seconde vague d'industrialisation et de développement de la Californie, consciente, voulue cette fois. Et ce mouvement a été facilité par la mobilité de la main d'oeuvre, l'attrait des hauts salaires, la crainte du chômage, qui est un complexe typiquement anglo-saxon, le programme des répartitions des industries de guerre et la souplesse de la mobilisation des armées et usines et de la répartition de l'homme parmi elles. Le développement de la Californie s'est fait à des rythmes absolument inconnus.

Et l'Egypte ?

L'Egypte connaîtra, à une date moins éloignée qu'on ne le croit peut-être, sa Californie et le grand exode vers les terres nouvelles, le jour où grâce à l'énergie atomique et à l'énergie solaire, la côte Mer rouge, par exemple, deviendra une nouvelle vallée du Nil, grâce à la transformation de l'eau de mer en eau douce et grâce à l'irrigation que ces nouvelles sources d'énergie pourront sans doute permettre.

Mais revenons à des problèmes plus immédiats :

La Hollande peut être le pays qui fournit le plus d'analogie avec l'Egypte, la poussée démographique est très forte, d'où la nécessité de créer des emplois nouveaux pour une population croissante, au rythme d'une nouvelle ville de 50,000 habitants, chaque année.

Et d'autre part, la conquête du sol se fait jour après jour (là-bas, elle se fait sur la mer, ici sur le désert), là-bas des grandes digues et les stations de pompage pour l'évacuation des eaux, ici les grands barrages et les stations de pompage pour l'irrigation. Le plan hollandais s'exprime en millions d'hectares de polders récupérés sur la mer du Nord, comme ici votre plan s'exprime en milliers de feddans, récupérés sur le désert. Une digue de 30 Kms. ferme le Zuiderzée, à l'abri de cette digue, on a aménagé des polders, des villages nouveaux ont été créés d'un seul bloc avec des activités différenciées, agriculteurs, coopératives, commerçants; et pour demain, un programme plus ambitieux encore consistera à entourer les îles ceinturant le continent d'une immense muraille, permettant d'assécher les bras de mer entre les îles et la cote. Mais cette expansion hollandaise rurale ne fait pas oublier la nécessité d'un développement industriel. Les sources d'énergie sont recherchés avec les techniques les plus modernes, le charbon dans le Sud, le pétrole dans la Frise, et les activités de transformation sont choisies en fonction de ce que nous

appelions Lundi "leur âge". La mécanique, la radio, l'électronique, la chimie viennent relayer les industries traditionnelles dont la marge d'essor est très faible comme le textile, le bois ou même les constructions navales.

Un immense effort immobilier commencé avec la reconstruction d'après-guerre, permet aujourd'hui un développement harmonieux, éclairé par les travaux des urbanistes de cités nouvelles. Là-bas on ne juxtapose pas des maisons, on fait des villes et le tout est surmonté du "Central Plaan Bureau", dirigé pendant dix ans par l'économiste génial, le professeur Tinbergen.

Ainsi de deux faiblesses fondamentales dramatiques; l'excès de population et l'insuffisance de la terre, la Hollande a su faire le moteur de son expansion. Et sa tranquille croissance — trop peu connue à l'étranger — contraste au sein même du Bénélux avec l'inquiétude de la Belgique, dont la population est stationnaire, dont certains centres urbains sont vieillis, dont la sensibilité aux crises mondiales est plus grande. Dans la communauté, ce sont les Belges qui sont le plus vivement protectionnistes.

Mais partons encore un peu plus loin, vers le Nord.

La Norvège nous offre une autre expérience, comparable à celle de l'Egypte. En effet, son territoire est tout en longueur; des chaînes de montagnes coupent les différentes vallées habitables, mais la mer avec son cabotage assure les mêmes possibilités de liaison que le Nil sur plusieurs milliers de kilomètres de ce territoire cotier sans profondeur.

Un grand effort a été tenté récemment pour équiper le *grand Nord* où vivent plus de 400.000 personnes de la pêche, de la navigation côtière de quelques activités secondaires. Le plan d'aménagement porte sur l'amélioration de l'équipement énergétique, de l'équipement social (l'énergie hydraulique là-bas est quasi-inépuisable) et de vieux projets internationaux avaient même envisagé l'exportation par câble sous-marin des quantités d'énergie non consommées sur place, vers l'Europe.

Mais, déjà, une aciérie, entièrement financée par l'Etat, qui a commencé à fonctionner et qui assure en même temps la prospection des minerais.

Et pour le reste, le plan a pour but d'attirer les industries privées et de stimuler toutes les initiatives individuelles, ceci grâce à des fonds de développement de 32 millions de dollars, par prêts ou garanties d'emprunts, outre les avantages fiscaux et les facilités de remboursement qui ont permis le reste et de notables réalisations dans les transports maritimes, les industries et la modernisation de la pêche qui ont fait de cette région, sinon un paradis, à cause de son climat, tout au moins une région où le bien-être est comparable à celui des autres régions de la Norvège.

Ces problèmes du Grand Nord ne sont-ils pas comparables à ceux du Grand Sud Egyptien ? Toute l'activité risquant de se concentrer ici dans le Delta, autour du Caire, et là-bas dans la région d'Oslo et de Bergen.

Et la Suède nous offre avec son nouveau centre sidérurgique de Luléa un exemple analogue; implantation fort étudiée avec plan de transport, les wagons et bateaux montant du charbon vers le Nord et revenant avec du minerai traité dans le reste du pays. Et à la lumière de cette expérience, Héliouan ne devra-t-il pas être un jour équipé par une seconde unité sidérurgique, située plus au Sud ? Même si le calcul de location optima près du Caire est fondé sur des coûts minima du transport, coût du minerai d'Assouan, coût du charbon venant d'Alexandrie. N'y aura-t-il pas demain un autre calcul économique à faire ? Mais n'insistons pas trop sur ces prévisions à long terme, suggérées par un exemple aussi lointain. Revenons à des préoccupations plus simples et à des méthodes plus empiriques.

Le cas de la Grande Bretagne, si nous passons de la Scandinavie à l'Ouest de l'Europe, nous en fournit la meilleure occasion. L'empirisme anglais, bien connu, ne s'est pas embarrassé de théories compliquées et de vastes considérations, mais problème après problème, on a réussi des choses fort intéressantes.

Comme nous l'avons vu lundi, les régions sous-développées anglaises sont des régions de fort peuplement où les industries ont vieilli, l'évolution moderne condamne à la stagnation, et au recul des zones qui sont peuplées uniquement de ces activités qui ont fini leur croissance. Et ma théorie biologique semble pouvoir expliquer les phénomènes de vieillesse, pour ne pas dire de sénilité, qui se constatent dans les villes, dominées intégralement par le textile, le charbon, et le chemin de fer. Un chômage chronique sévit, l'outillage ne peut plus se moderniser, les coûts globaux de la nation s'aggravent.

Avant la guerre, les Anglais, qui appelaient ces régions des "depressed areas", favorisaient surtout les mouvements de population vers les régions les plus riches. Il paraissait en effet beaucoup plus simple de déplacer les hommes que de changer l'implantation des usines. Depuis la guerre, au contraire, ces régions s'appellent "development areas", ce qui n'est pas dû seulement à une sorte de pudeur à l'égard de la dépression, ou au souci de ne pas être péjoratif, mais qui correspond, je crois, à un changement de politique.

Il s'agit désormais de ranimer l'activité dans ces zones. Comment ? En attirant l'industrie par les conditions avantageuses. Lesquelles ? On verra celles qui se présenteront. Le "Board of Trade" dispose de pouvoirs qui lui permettent de refuser ou d'accepter les propositions d'usines nouvelles, ou

d'agrandissement des usines anciennes. Son but est d'obtenir une répartition équilibrée des industries sur tout le territoire. Si l'implantation choisie par un industriel n'est pas "conforme à une bonne répartition de l'industrie", le "Board of Trade" refuse. Voilà pour le côté négatif; quant au côté positif, il consiste en aide financière, dégrèvements fiscaux, aménagement de nouveaux tarifs de transport au profit de ces "development areas".

On a construit 14 villes nouvelles en Angleterre, de 10 à 80000 habitants en quelques années, avec l'aide de ces sociétés d'aménagement créées par l'Etat. Bien plus, à l'avance, le Gouvernement a construit dans ces régions des groupes de bâtiments industriels partout où il existait du chômage. Et ces bâtiments industriels préparés à l'avance, il les loue à bas prix à qui veut les occuper et s'y installer. On débite par tranches de 1, 2, 10 ateliers, ces unités pré-fabriquées qui sont déjà alimentées en énergie et reliées aux réseaux de transport. On a cherché à utiliser des invalides ici, des aveugles là, etc... Le résultat, je vous le donnerai : 30% de l'investissement britannique d'après-guerre a été réalisé dans ces zones où ne vit que 20% de la population et depuis la fin de la guerre, le chômage est en forte régression, dans ces zones: il est tombé à environ 2% de la population.

L'exemple français, auquel je voudrais revenir maintenant, est plus diversifié et nous en tirerons quelques illustrations. Le *renouveau des Alpes* expliquera la méthode valable pour une zone qui s'était dépeuplée, et qui n'exerçait plus ses activités traditionnelles. Avec la production d'énergie électrique d'origine hydraulique, est apparue une nouvelle vague d'industrialisation et ce sont des industries jeunes: l'aluminium, la sidérurgie au four électrique, donc avec elle tous les alliages spéciaux, donc après elle la mécanique de précision, enfin la chimie, les laboratoires, les services de recherche, les souffleries et des bassins d'essais pour l'aviation et la marine, etc; et la renaissance de la capitale des Alpes-Grenoble s'est faite avec une stimulation commerciale et une vitalité universitaire telles que l'on réexamine la possibilité de relever l'agriculture alpine grâce à des techniques nouvelles et grâce au progrès du niveau de vie. Et voilà peut-être un des rares exemples de développement où l'expansion industrielle précède celle de l'agriculture.

Autres exemples: les *grands barrages*, ceux du Rhône et du Rhin, les stations électriques d'Ottmarsheim, Génissiat. Donzère seul a suscité des travaux de terrassement aussi considérables que ceux du terrassement du Canal de Suez.

Le projet du Rhône-Languedoc est de faire couler le Rhône jusqu'aux Pyrénées, pour irriguer de vastes plaines, de faire remonter la vigne sur les côtes qu'elle n'aurait jamais dû quitter, de développer les cultures industrielles de faire pousser le maïs, d'améliorer l'élevage, d'exporter de la viande dans

les pays voisins. La théorie classique n'envisageait guère les inégalités dans les conditions naturelles que sous l'optique du rendement décroissant. Au XX^{ème}. siècle ce sont les mêmes inégalités qui ont stimulé l'intervention de l'homme: par une modification radicale du paysage et des conditions géographiques — et même climatiques — on tend à égaliser les chances des différentes régions et à leur permettre un développement plus égal.

En France, encore demain sur la *Durance*, le plus grand barrage en terre d'Europe, permettra grâce à une population fixée, la reprise de cultures de hautes valeur, l'implantation de nouvelles industries; le tunnel de Marseille ouvrira un "Hinterland" aux ports de la Méditerranée, qu'ils n'avaient probablement pas jusqu'ici.

Le plan de développement du Sud-Ouest avec le pétrole des Landes et du Béarn, appelle le développement de la pétrochimie dans la ville de Bordeaux et des matières plastiques, des matériels électriques à Toulouse, tout ceci fera du Sud-Est de la France, un nouveau centre de développement, un nouveau centre aussi riche que le Nord ou l'Est.

Quelques autres exemples utiles encore, à l'Ouest, pays essentiellement agricole et textile, on cherche actuellement à développer à la fois l'énergie et l'industrie de transformation. Dans un proche futur, le *Mont St. Michel* produira l'énergie des marées, et même les richesses d'uranium de cette partie de la France seront exploitées.

Dans cette région, on trouve encore un exemple suggestif: celui des petites usines mécaniques en plein paysage agricole, ce qui prouve la possibilité de l'implantation en pays agricole d'activités considérées jusqu'ici comme urbaines. En Vendée, une usine employant 150 ouvriers, complètement isolée, ne produit qu'une seule pièce la "couronne de démarreur", pièce unique et fournit aux 4 ou 5 plus grandes marques de France, Citroën, Renault.

Ainsi, ce n'est pas seulement une amélioration de l'industrie alimentaire, mais la création de petites industries d'unités mécaniques, matériel électrique, industries de biens durables. Cette évolution nous place devant un processus nouveau: celui de la production dans les petites usines de pièces qui seront ensuite assemblées dans les grands ateliers de montage urbains.

Cette constatation m'amène à une nouvelle conclusion fondamentale pour le plan national de développement.

Un plan national ne doit pas être l'addition d'activités multiples à créer, à installer n'importe où. Un plan national ne doit pas être un plan de développement de la capitale ou de quelques centres urbains. Il existe seulement, ce plan national, si c'est un plan de développement harmonieux de l'ensemble du

territoire. En un sens, le plan national, c'est donc une somme de plans régionaux qui sont intégrés, qui sont coordonnés.

Et c'est en effet une surface entière qu'il s'agit de peupler, qu'il s'agit de vitaliser. C'est un organisme complet qu'il faut bâtir et qu'il faut faire vivre.

Et c'est ici qu'apparaît la grande distinction entre le plan national et le plan régional. La région, pour moi, c'est un organe, c'est une partie d'un tout, et la Nation, au contraire, c'est l'organisme, le corps vivant à animer pour lequel nous devons rechercher des relations internes harmonieuses, il faut éviter les hypertrophies comme les insuffisances de tel ou tel organe. Ici l'équilibre économique apparaît comme un équilibre biologique.

Comment alors développer ce corps vivant, ce *corpus auto ome* qu'est la nation ? A quelles règles fondamentales doit encore donc obéir cette construction ?

C'est ce que je voudrais examiner maintenant ou suggérer dans la dernière partie de mon exposé.

Une croissance harmonieuse suppose résolu un certain nombre de problèmes, qui peuvent être regroupés sous quatre grandes rubriques :

- 1) Equilibre des régions d'abord, nous l'avons vu, c'est le problème de la localisation ;
- 2) Equilibre des organes, c'est à dire des activités, je veux dire, différenciation de ces activités ;
- 3) effort d'unité : l'organisme doit être complet et indépendant, (ce qui ne veut pas dire autarcique) : c'est une autonomie du mouvement, c'est une séparation de l'environnement qu'il faut réaliser — Ce qui entraîne la quatrième condition :
- 4) Pour un fonctionnement harmonieux il faut éviter les a-coups de la période de croissance, les troubles, les difficultés, les disparités pouvant entraîner le blocage de fonctions, nous citerons comme exemples-en économie collectiviste, les tracteurs soviétiques qui, aux débuts de la planification, restaient inachevés pas suite du manque de courroies ou de carburateurs — en économie capitaliste, la tarification des loyers entraînant la crise du logement — ou la spéculation sur l'or et les devises paralysant les investissements.

Reprenons d'abord le premier point : *l'équilibre inter-régional ou la localisation.*

Tout ce qui vient d'être dit, milite en faveur des projets veillant à assurer sur tout le territoire un développement analogue.

La Yougoslavie vient de nous donner un nouvel exemple: la planification nationale rencontrait de grands obstacles à cause des disparités régionales. C'est pourquoi, récemment, un effort a été fait, qui permet de rayer la Bosnie de la liste des zones arriérées — le même effort est fait aujourd'hui pour le Monténégro qui sortira bientôt de la zone sombre.

Après quoi, un nouvel effort à l'échelle nationale a de plus grandes chances de succès. La production agricole sera assurée sur des bases plus solides, et les débouchés pour l'industrie plus faciles à trouver.

L'Italie poursuit l'exemple d'un pays qui risquait d'éclater ou de se couper en deux, le sud paralysé, le sud en pleine stagnation compromettant la belle expansion du Nord. Or c'est dans le Sud du pays que la croissance démographique est la plus forte; en effet, actuellement, de 70% de la population supplémentaire apparaît chaque année au sud de Rome. Et dans cette région, seulement 14% des investissements nouveaux sont faits.

D'où la grandiose décision du Plan "Mezzogiorno", qui n'arrête pas le développement du Nord, mais a pour but de reconstruire littéralement tout le Midi. Un milliard de lires est dépensé par jour pour la construction de routes, de ponts, de ports, pour les mines, pour l'énergie, l'irrigation, la promotion agricole, la formation professionnelle, etc.

Un programme de 12 ans a été établi, les parcelles ont été amendées et livrées aux paysans, des coopératives ont été créées pour la vente des produits, les droits fiscaux ont été allégés, les droits douaniers abaissés.

Nous retrouvons ici quelques méthodes déjà vues ailleurs — mais pratiquées à plus grande échelle: baisse des coûts de transport et création d'organismes financiers, pour l'industrie.

Le tourisme n'a pas été oublié: on a construit de nouveaux hôtels, — des villages touristiques ont été aménagés.

On attaque donc sur tous les fronts à la fois et avec des moyens gigantesques, à la fois grâce à l'aide étrangère et grâce à la vitalité du Nord, c'est à dire à l'épargne de la partie la plus riche du pays.

De cet équilibre spatial relève encore la question *équilibre entre la ville et la campagne*, cette dernière assimilée longtemps à l'agriculture, Mais ceci devient faux avec la petite industrie s'établissant dans la campagne et largement répartie sur le territoire, et l'on remplace graduellement le charbon par l'électricité.

Les plans quinquennaux soviétiques illustrent par leurs changements les difficultés d'un équilibre parfait entre ville et campagne au cours de la période de croissance.

Pour favoriser le développement des villes, il faut que les conditions de vie à la campagne soient un peu plus dures, c'est la première phase de l'équipement soviétique.

Mais le paysan étant, trop lésé par rapport à l'ouvrier, la production agricole diminue et l'approvisionnement des villes n'est plus assuré, c'est la deuxième phase.

Il faut alors prendre à nouveau les différents aspects de la production et des revenus agricoles. Les études poussées sur l'économie soviétique montrent les incertitudes de la politique planificatrice. Aujourd'hui, l'amélioration sort du paysan, à la fois par changement du calcul des salaires et des paiements en nature — par changement des barèmes de livraison des produits à bas prix et à prix élevé sur les différents marchés.

Mais l'*industrialisation* aussi nécessaire qu'elle soit doit être surveillée. Il faut éviter, et c'est pourtant ce qui arrive dans certains pays du Sud Est asiatique ou d'Amérique Latine, que des noyaux de développement industriels ne se développent sans le moindre contact avec le reste du pays, resté lié à ses activités archaïques et à son bas niveau de vie. Voici quelques exemples de ce qui paraît dangereux :

Sao Paulo, au Brésil, la plus rapide croissance urbaine du monde — où l'on prétend qu'un immeuble est achevé toutes les 5 minutes — reste entouré de petites villes faisant une grande consommation de bougies; Mexico, Bombay, avec toutes leurs machines possibles, leurs gratte-ciels et leurs avions ne font pas prospérer le reste du pays. Le danger est que ces noyaux d'un modernisme outrancier ne vivent en noyaux indépendants. Aux Indes, ni Bombay, ni Calcutta n'ont encore modifié l'allure millénaire de 550000 villages, deux civilisations superposées risquent sûrement de se heurter, car le contact, la communication est difficile, sinon impossible. Et les efforts du deuxième plan les préoccupations de Mr. Nehru, sont bien plus aujourd'hui une action en profondeur, l'animation, la stimulation de tout le pays.

Et cet effort, appelle la *différenciation des fonctions*, deuxième point que je dois développer — et qui signifie la multiplication d'activités spécialisées, mais coordonnées entre elles.

Pour préciser mon point de vue, permettez-moi de faire un parallèle avec une autre discipline et de présenter un exemple emprunté à la biologie. Les médecins ont étudié la croissance *in vitro* de tissus cellulaires: les cellules simples, avec un noyau et une enveloppe, se reproduisent par bipartition. Si la condition de la nutrition est favorable, la croissance est très rapide et en quelques heures on passe du gramme au Kilog et en quelques jours on dépasserait le volume de la terre.

Il s'agit là du développement d'une masse indifférenciée — Tout autre est le développement d'un organisme complexe à cellules différenciées, cellules nerveuses, squelette, organes de nutrition, tout cela suppose la croissance harmonisée des éléments composants, sinon il y aurait des malformations, des dérèglements glandulaires, donnant naissance à des monstres; le développement cancéreux peut même être assimilé à une prolifération indifférenciée au sein d'un organisme à spécialisations complexes.

De telles malformations ne sont pas rares dans les pays au début de leur programme d'essor. Il n'est pas rare de voir en Egypte des villages de plus de 10000 habitants. Nous avons vu plus grave encore par exemple en Sicile, au Sud de Palerme, où j'ai vu une agglomération qui à première vue et d'après l'allure des rues, de la mairie, de l'école donnait l'impression d'une petite ville de 2 à 3000 habitants; en réalité, elle en contenait 80.000.

Ceci est un exemple typique de la prolifération cellulaire non différenciée, c'est ce genre d'hypertrophie paralysante que le plan de développement doit éliminer. Une ville, c'est un tout, c'est un ensemble, avec ses fonctions sociales, ses organismes sanitaires, culturels, commerciaux, juridiques. Dans le cas contraire, l'agglomération ne représenterait pas plus la "ville" que le tas de briques ne représente une maison.

La différenciation des fonctions est bien un signe du développement. Ainsi, par exemple, l'Egypte a deux fois moins d'habitants que la France, mais 15 fois moins d'ouvriers et si nous regardons une fonction plus différenciée encore, l'accueil touristique: 100 hôtels en Egypte, 8500 en France, soit 85 fois en moins . .

En Egypte, l'on compte selon les experts de ce pays, au moins 5 millions de paysans en trop; or un vrai village peut absorber beaucoup de main d'oeuvre dans toutes ses fonctions administratives sociales, culturelles avant même qu'il soit question de créer des bourgs à vocation plus industrielle et commerciale. La différenciation de l'économie nationale est donc la condition de sa croissance et de sa vitalité. Dans tous les cas, elle doit être obtenue, sous peine d'échec.

Ce qui ne veut pas dire bien entendu que le Planificateur n'exerce pas son action sur un point plutôt que sur l'ensemble. Ceci est une autre question. Il faut rappeler le Plan Monnet par exemple avait indiqué que l'industrie de base devait être stimulée par priorité — avec l'idée implicite que le reste suivrait.

Le Deuxième Plan insiste sur les industries de transformation et l'agriculture (4.000 milliards contre 1.600 milliards pour l'industrie d'équipement). C'est ici la reconnaissance implicite d'une correction nécessaire au premier plan partiel.

Et j'en arrive à mon troisième point : *comme tout organisme vivant autonome, l'économie nationale doit marquer son unité, son indépendance à l'égard du milieu; elle a sa vie propre, séparée de lui.*

Et cette unité ne signifie pas autarcie; trop de plans dans le passé imaginent cette indépendance comme une coupure du reste du monde, un repli sur soi-même. Il faut s'équiper même à hauts prix pour tout ce qui est nécessaire pour vivre isolé. Tel fut l'exemple de l'Allemagne qui avait adopté cette politique pour des raisons d'ordre stratégique.

L'organisme vivant au contraire a des échanges avec le monde extérieur. Il y trouve ses aliments et lui fournit son travail, mais c'est dans son fonctionnement qu'il est indépendant, qu'il est complet; pour voir, pour manger, pour se déplacer, un être vivant agit seul. Si ses fonctions étaient paralysées, ce serait le prélude de troubles graves. Or l'économie nationale non constituée comme une unité vivante connaît ces troubles, elle fonctionne mal, les blocages sont possibles.

Si à chaque progrès le surplus de production est absorbé par la population supplémentaire uniquement, il y a état stationnaire : la variable population connaît une prolifération non harmonisée. Si la production augmente mais si le revenu supplémentaire est intégralement consommé, il n'y a pas non plus croissance faute d'épargne. Et ici, la référence au multiplicateur de la théorie Anglo-Saxonne s'impose. Si une économie nationale bénéficie d'un stimulant — par des investissements dans le domaine des travaux publics par exemple — il faut que ce stimulant agisse dans tous les organes — C'est à cette condition (effets indirects — secondaires et tertiaires du multiplicateur) que l'on obtient un processus cumulatif de croissance. Tout ceci suppose un organisme autonome et une bonne interdépendance des organes composants. Il ne faut pas de déperditions ou de "fuites" au multiplicateur — Si un chaînon manque, si le recours à l'étranger est trop rapide, l'effet stimulant s'évanouit.

Je suis contre le protectionnisme systématique de certains pays, mais la théorie moderne permet de reprendre en partie la théorie de List. La protection des industries naissantes assouplit en fonction de cette nécessité de conserver aussi longtemps dans l'organisme l'effet stimulant peut s'imposer à nouveau, même dans un cadre libéral.

En face de ces troubles de nutrition, les phénomènes d'inflation ressemblent à une sorte de fièvre de plus en plus grave. D'abord apparaissent des tensions engendrant des hausses de prix plus ou moins faciles à contenir. Et le processus cumulatif d'inflation démarre lorsque le climat psychologique a changé : blocage de l'offre et stockage dans l'espoir de bénéfices futurs dûs à la continuation de la hausse de prix, exaspération de la demande —

dérivation des activités — anarchie dans tout l'appareil économique, explosions sociales et misère — Ces accidents ne se produiront pas si la politique économique considère la nation comme un tout et s'efforce de coordonner les actions locales, en mesurant les effets sur l'ensemble. C'est une vie équilibrée que tout plan de développement doit assurer à l'organisme national et à ses organes spécialisés internes.

Une fois assurées ces conditions, il faut maintenant voir vivre l'économie nationale, voir comment elle va commencer sa croissance, voir comment on va opérer les choix les plus rationnels et assurer un progrès sans fluctuations et sans crises. Ces choix et leurs préparations nous retiendront demain.

Mais en conclusion générale de cette étude du développement faite uniquement en considération des structures nationales et régionales, je voudrais retenir un point fondamental.

Trop de plans dans le passé, trop d'économie ont été faussés par des préoccupations stratégiques ou militaires. Bien des plans d'aujourd'hui paraissent plus rationnels et ont comme objectif primordial l'amélioration du niveau de vie et du bien-être.

Et dans cette compétition pacifique, je voudrais signaler la signification profonde de la politique économique de deux pays comme la Hollande et comme l'Egypte. L'un avec ses immenses digues, l'autre avec son barrage, deux oeuvres admirables mais qui sont toutes les deux à la merci de la folie des hommes, si un jour cette folie devait se déchaîner encore.

L'une et l'autre de ces nations font un magnifique pari sur la paix, et leur tranquille résolution est un acte de foi dans les destins du monde.

TROISIÈME CONFERENCE (1)

LES GRANDS CHOIX ET LEUR PREPARATION

Avant d'aborder maintenant la phase finale de ce cycle de conférences, je voudrais à nouveau dire ma reconnaissance à la Société d'Economie Politique d'Egypte et au Centre de Coopération Scientifique de l'Unesco pour l'assurance si stimulante de travail et de contacts qu'ils m'ont offerte. Et, Monsieur le Président, je suis infiniment touché de l'accueil sympathique qu'a reçu ma très modeste contribution à l'étude d'un si passionnant problème.

(1) Prononcée le Jeudi 8 Décembre 1955 à la Section Economique de la Société d'Economie Politique, de Statistique et de Législation d'Egypte.

Au risque de vous décevoir, je voudrais aussi vous faire, ce soir, un aveu. C'est aujourd'hui que nous aurons à aborder les aspects les plus austères du sujet et je n'ai pu malheureusement présenter ce cycle de conférences comme une pièce de théâtre en 3 actes, se terminant par une scène finale à grand spectacle. Plus nous progressons plus le sujet risque de devenir technique et aride. Mais je sais que l'immense intérêt que vous portez aux problèmes du développement vous fera excuser un exposé trop ardu ou trop sévère.

Après avoir défini hier quelques caractéristiques du programme: à savoir la *localisation* nécessaire des activités nouvelles car nous travaillons sur une surface et non pas dans l'abstrait. Après avoir parlé de la *différenciation des activités*, de la différenciation des qualifications humaines, des outillages, car nous voulons une économie nationale homogène, nous avons rapidement examiné les conditions du processus cumulatif de croissance — il faut éviter avant tout les fuites possibles au jeu du multiplicateur, ainsi que les dégradations à sens inverse, dégradations de type inflationniste — nous allons maintenant examiner les modalités concrètes des choix à effectuer pour éviter autant que faire se peut, ces deux obstacles majeurs: d'un côté, la croissance trop lente et les dangers de déflation, d'un autre côté la dégénérescence inflationniste parce que la croissance est trop vite poussée.

Mais, tout d'abord, pourquoi choisir ?

Agriculture ou industrie ?

Des hommes ou des capitaux ?

Le maximum d'emploi ou le maximum de productivité ?

Industries de base ou industries manufacturières ?

Pourquoi tous ces points d'interrogation puisque hier nous disions qu'il fallait au nom de la différenciation, un ensemble aussi complet que possible. Certes à long terme, il faut bien obtenir cela, et les seules limitations dans les premières phases du développement tiennent aux conditions naturelles du pays.

La Suisse, par exemple, qui n'a pas de charbon, qui n'a pas de pétrole, — ce qui modifie sa structure — est forcée de faire un effort supplémentaire ou compensateur dans d'autres domaines afin de "gagner" son approvisionnement énergétique.

Pour l'Egypte, selon la terminologie des Nations Unies, y a-t-il "absence de moyens essentiels". ?

Voyons d'abord les transports: Il y a le Nil... Il y a les chemins de fer on ne voit pas d'obstacles insurmontables au développement routier. Il

s'agit donc plutôt de continuer un effort d'équipement et d'exploitation déjà commencé.

L'énergie serait peut-être un secteur plus faible, mais les recherches pétrolières et les travaux des Barrages d'Assouan sont pour 2 décades l'assurance d'une croissance possible et importante de l'ensemble de l'économie générale.

Difficultés de la main d'oeuvre ? La population active est excédentaire et, si, pour certaines qualifications il y a pénurie, il n'y a pas là une situation irrémédiable: l'effort de formation professionnelle, en s'accéléralant, peut suffire

Richesses minières ? Elles sont au début de leur prospection, mais avec de larges promesses.

Minimum alimentaire assuré : L'exportation dépasse en effet l'importation alimentaire. Mais la croissance de la population absorbe les progrès de la production et maintient à un niveau assez bas la ration individuelle. Si le besoin alimentaire ne se transforme pas trop vite et si la production d'énergie industrielle progresse, il n'y a pas — pour quelques années au moins, d'obstacles graves à la construction d'un ensemble très différencié.

Les choix à faire ne s'expliquent donc que par la deuxième raison indiquée tout à l'heure: nécessité d'assurer pendant la phase de construction des ordres d'urgence des priorités.

Reprenons maintenant certains secteurs, et tout d'abord, *l'Agriculture*.

L'idée la plus fréquemment émise est que le développement ne peut commencer que là où existe un surplus agricole. Au Congrès de Milan, on a largement insisté sur ce point. Le Professeur Kaldor déclare textuellement: "L'industrialisation vient automatiquement à la suite d'un excès de production dans le secteur agricole, alors que le contraire n'arrive jamais..."

Ceci est vrai sans doute pour des pays comme l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande, anciennement sous-développés, et qui sont aujourd'hui parmi les pays les plus riches du monde. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agissait de pays à faible peuplement, pratiquant une culture extensive. La thèse est-elle valable pour des pays à forte densité de population ? Probablement et c'est ce qu'envisage le plan italien de développement du Midi (plan agricole de 12 ans en est la pièce essentielle).

Mais nous avons vu aussi des évolutions inverses, par exemple dans les Alpes, où le renouveau industriel a précédé le renouveau agricole.

Le Schéma de Kaldor a cependant un très grand intérêt. Selon cet auteur, si ce surplus de production agricole est indispensable, c'est parce qu'à un

moment donné, il faut obtenir des échanges avec la ville. Et il attribue à l'incapacité qu'ont les pays les plus pauvres de préparer les aliments nécessaires aux grands centres industriels et urbains, les rythmes très différents du développement économique que l'on constate dans le monde.

Nous reviendrons dans un instant à cette idée après avoir examiné quelques autres questions qui nous permettront de lui donner, peut-être, une présentation un peu différente et un peu plus pratique.

Voyons donc un second problème agricole, celui de la *productivité*. La plupart des experts qui raisonnent dans l'abstrait sur les pays sous développés ont pour premier réflexe de dire : augmentons d'abord la productivité. Ce propos est naturellement lié au précédent, puisque c'est par une augmentation de la productivité, donc des rendements, qu'on obtiendra ce surplus de production, réclamé par Kaldor, pour nourrir la ville.

Et d'innombrables missions, à travers le monde, ont étudié, en ingénieurs plus qu'en économistes, le matériel utilisé : la charrue archaïque à soc de bois comparée aux charrues tractées à 8 ou 16 socs de métal, la faucille comparée aux faucheuses, etc... Et à mon avis, trop souvent, leur conclusion a été mécanisation à outrance.

En fait, le problème est ailleurs. C'est un problème de choix entre la culture intensive ou la culture extensive d'abord.

L'offre de terre est-elle élastique ? Comment peut-on réaliser la combinaison optima des deux facteurs ?

Le travail et la terre... En Egypte, la rareté du sol et l'abondance de bras vont commander des solutions différentes de celles du Canada, des Etats-Unis ou de l'U.R.S.S. qui ont de grandes étendues peuplées très chichement.

Il y a quelques années, nous avons fait un calcul : Que ferait l'agriculture française, considérée comme arriérée par certains, — jugeant d'après la densité mécanique par hectare — si elle était équipée comme celle des U.S.A. ? Et le calcul fait — à l'américaine — de nos rendements montrerait que la France, avec les progrès techniques envisagés ne pourrait alors nourrir que 20 millions d'habitants au lieu de 40.

Et j'ai été heureux de voir un calcul analogue, dans les publications de la Banque Nationale d'Egypte. Une comparaison entre l'Egypte et le Danemark montre que la transposition au bord du Nil des méthodes danoises, qui sont pourtant excellentes, conduirait à la famine.

Au Danemark, pays modèle, le produit social par hectare : est de L.E. 58. En 1952, en Egypte où pourtant, la situation est stationnaire depuis de longues décades, la valeur des principales récoltes exprimée en pouvoir d'achat constant

a légèrement décliné depuis 40 ans et malgré cela le produit social à l'hectare est encore de L.E. 122, soit le double du rendement danois, ce qui signifie qu'appliqué à l'Egypte, le standard danois réduirait le produit agricole total égyptien de moitié et conduirait le pays à la famine et à la misère.

La raison de cette paradoxale analyse vient de ce que l'Egypte est vraiment le cas limite de la production intensive. Une population agricole dense tire ici de chaque hectare deux fois plus que le paysan danois. Les méthodes du fellah sont peut-être archaïques, mais le problème numéro un n'en reste pas moins la rareté du sol cultivable. Le problème du rendement, si on veut y toucher, vient après et il mérite quelques précautions que les "mécaniciens purs" risquent d'oublier.

Comment tenter cependant de battre encore un record de rendement qui est, en Egypte, un record mondial ? Le progrès de l'équipement requiert ici de délicates études. Et à mon sens, il tient moins à la généralisation de l'emploi des tracteurs, des machines à traire les vaches, les moissonneuses-batteuses, etc... qu'à la mise au point d'outils et même d'engins mécaniques spéciaux analogues à ceux utilisés dans les domaines mécanisés les plus intensifs. Je pense aux cultures maraîchères; à l'horticulture et aux pépinières d'Europe; on trouve notamment en France du matériel nouveau français et sarrois qui montre que de nouveaux modes d'outillage et de machines, des moteurs à main par exemple sont souvent plus utiles que le gigantisme mécanique. Une fois cet optimum d'équipement agricole déterminé, l'Egypte pourrait installer de petites usines pour produire ce matériel léger, qui est fabriqué déjà sous formes analogues, en séries en France dans des usines de petite ou moyenne dimension.

L'effort déjà commencé pour l'amélioration des semences est un autre problème. L'emploi des engrais peut également donner des résultats mais à condition toutefois que le paysan ne considère pas que le sac d'engrais est une monnaie ou un produit d'échange. Nous avons connu en France d'ailleurs des problèmes analogues à la fin de la guerre avec les carburants agricoles dont la revente par le paysan paraissait source de revenus plus sûre que la vente des produits agricoles. C'est à la fois un problème d'équilibre des prix et une question d'éducation alliée à une formation psychologique. Un minimum de calcul économique doit être appris au fermier qui souvent sacrifie un avantage lointain obtenu par son travail à une petite satisfaction plus immédiate.

Et dans cet ordre d'idée, l'endettement agricole et les charges exorbitantes qui en découlent paraissent dans beaucoup de pays à agriculture stationnaire l'un des principaux obstacles du développement. Tout progrès d'organisation d'un crédit agricole sain et compréhensif peut entraîner, je crois, un déblocage rapide de toute l'économie, non seulement par une production accrue du pays,

mais aussi par l'augmentation immédiate du pouvoir d'achat des paysans. Jusqu'alors ce pouvoir d'achat est absorbé, grignoté par trop de gens spéculant sur la pauvreté.

Mais il est, je crois, encore deux autres moyens d'augmenter la valeur de la production agricole par hectare.

D'abord, le choix des cultures donnant la plus forte recette. De plusieurs discussions avec les spécialistes de votre Ministère de l'Agriculture, j'ai pu tirer la conclusion que ce problème était très étudié. En particulier, l'extension de la culture des fruits et des légumes paraît très souhaitable. En effet, elle augmente les recettes du paysan par hectare, alimente les villes et même, elle peut dégager un surplus de marchandises exportables, équilibrant par là un commerce extérieur basé essentiellement sur le coton et accessoirement sur les oignons.

Certains milieux verraient d'un oeil favorable le développement de la culture du blé, puisque la production nationale n'est pas suffisante pour couvrir les besoins du pays; mais là, cette proposition, même justifiée, ne me paraît plus rationnelle. En effet pourquoi, d'abord, s'orienter vers le produit dont il y a de larges excédents dans le monde et dont, par conséquent, le prix sera toujours bas ? Pourquoi d'autre part, mettre l'accent sur un produit qui s'adapte surtout aux techniques extensives ? Dans ces conditions, ne serait-il pas préférable de vendre à l'étranger des légumes et des fruits contre des achats de blé ? Ces transactions peuvent s'envisager aussi bien à l'échelle mondiale qu'à l'échelle régionale. L'Irak, par exemple, avec sa faible population n'obtiendra jamais le rendement égyptien, mais il y aurait une haute productivité pour les cultures extensives. Et dans un contrat comportant des garanties de livraisons régulières, l'Egypte trouverait à la fois une sécurité et une contre-partie d'approvisionnement tandis que pour chaque exportation du produit d'un demi-hectare, elle obtiendrait en contre-partie un produit qui lui aurait coûté un hectare.

Le commerce extérieur ainsi conçu n'est plus une opération commerciale ordinaire, ce n'est plus la recherche de l'avantage des prix, ce n'est même pas la recherche du devis, c'est une extension du sol national, c'est un gain de terrain qui est tout de même, je crois, le problème primordial pour l'Egypte.

Mais évidemment, c'est là une opinion qui n'est pas fréquente chez les négociateurs de traités de commerce.

C'est cette même question "gagner du sol" qui me fait penser que les idées du Professeur Krisnamurti, valables pour l'Inde ne sont pas transposables ici.

Voici son raisonnement: si les populations pauvres ont une forte proportion de leur revenu absorbé par la dépense alimentaire, elles se nourrissent surtout de céréales et de légumes. Ainsi donc, il suffit d'une faible augmenta-

tion de l'agriculture pour obtenir la saturation des besoins courants du paysan d'abord et ensuite pour satisfaire les besoins des villes qui constitue d'ailleurs la partie de la population qui investit. Donc selon lui, il faut concentrer l'effort sur l'investissement destiné à augmenter la production des céréales.

Pour l'Égypte, au contraire, où on ne peut pas, comme en Inde, étendre facilement les cultures et la recherche des cultures de substitution aux céréales me paraît beaucoup plus favorable. Moins de céréales et plus de production de haute valeur même s'il en résultait provisoirement un déséquilibre d'approvisionnement à compenser par le commerce extérieur. De cette façon néanmoins, la recette globale serait accrue et le niveau de vie de la campagne avec lui.

Mais là intervient un autre facteur: *l'excès de la population rurale*: toute augmentation de la production agricole risque d'être absorbée sur place à la campagne par une consommation croissante. Il y a, d'après les calculs du Conseil National de Production, 5 millions d'habitants en trop dans les exploitations rurales, représentant une consommation énorme, qui est, en fait, l'allocation des chômages, payée par le pays à ces chômeurs camouflés. Mais cette allocation, c'est le paysan qui, en fait, supporte cette charge, et ainsi il n'a qu'un pouvoir d'achat affaibli et il ne peut plus, de ce fait, assurer l'expédition vers les villes de quantités suffisantes de marchandises.

Nous touchons là un autre problème fondamental, celui de l'auto-consommation des campagnes. Elle représente en France au moins 20% de la production agricole. Elle est ici probablement très supérieure, double peut-être, eu égard aux habitudes de la population, eu égard à ce surplus de la population rurale et aussi à l'importance réduite des achats monétaires du paysan. D'ailleurs en France, cette auto-consommation était montée à 35 ou 40% pendant la guerre, lors du retour à une économie beaucoup plus fermée par suite des grandes pénuries.

Je crois fermement qu'une des clés du développement égyptien se trouve là, il s'agit de *libérer* le producteur, il s'agit d'*ouvrir le village* à l'économie de marché, il s'agit d'augmenter la valeur des ventes contre monnaie dans le village, de limiter l'auto-consommation et surtout celle des ruraux inemployés ou incomplètement employés.

Et ceci dit, nous pouvons revenir aux propos de Kaldor sur la nécessité de *l'excédent de production agricole*. Nous voyons bien maintenant que *cet excédent existe en Égypte*; mais cela ne suffit pas, il faut qu'il soit visible et qu'étant visible, il devienne disponible. Et il ne le sera que moyennant un exode rural. Mais vider la ferme ne veut pas dire vider le village. Certes une partie de la population excédentaire devra être attirée vers les villes, mais

une partie **pourra** rester sur place: les coopératives, les ateliers de préparation, de transformation des produits agricoles, les petites industries et surtout cette différenciation des activités du village devenant petite ville — ce que nous réclamions hier — peut fournir déjà sur place un certain nombre d'emplois.

Ainsi conçu, le plan remonterait de la cellule élémentaire, l'exploitation agricole à la seconde cellule ou unité, le village. L'éclatement ou la décongestion de la première unité faciliterait l'équipement de la seconde.

Et de là, on doit passer à la troisième unité concentrique, *la ville*, qui serait le support des activités industrielles de plus grande dimension.

Et ici, je dois vous avouer une de mes faiblesses. Je suis assez séduit par les travaux des urbanistes et des sociologues qui ont étudié la ville sous l'aspect fonctionnel et recherché les conditions optima de développement des cités, au moindre coût d'organisation des services communs de la ville. Leurs conclusions les conduisent à imaginer des villes élémentaires de 25 à 30000 habitants pour lesquelles les charges collectives, la distribution d'eau, l'électricité, les égouts, les services publics, les écoles, l'hôpital et même le secteur commercial auraient le coût le plus bas possible. Les villes élémentaires circulaires, comportant des habitations autour de centres communs avec d'un côté une zone industrielle. En cas de croissance, la ville grandit par juxtaposition de la première ville d'une seconde unité élémentaire de 25000 habitants avec création entre elles pour les deux d'un nouveau noyau collectif conçu à une autre échelle et avec éventuellement des fonctions nouvelles.

La rapide progression de la population égyptienne justifierait peut-être l'adoption de telles techniques de croissance urbaine et je crois la détermination immédiate d'une dizaine au moins de sites nouveaux urbains, à créer et si possible sur des terres non cultivables. Le gonflement des cités actuelles me paraît pas en effet la meilleure voie; les unes étant déjà terriblement grandes et les autres n'apportant aucune facilité ou commodité spéciale pour une croissance rationnelle.

Et l'Egypte, pays linéaire, a sur les pays qui doivent aménager une surface à deux dimensions un grand avantage. Ses sites urbains pourraient par exemple s'échelonner le long du Nil en bordure du désert tous les 50 kilomètres environ, ce qui permettrait de fournir aux agglomérations ou villages intermédiaires existants des services nouveaux difficiles à implanter dans un paysage déjà très chargé.

Mais après cette suggestion que je fais très timide car les conseils des spécialistes sont nécessaires, venons-en à l'industrie qui est un autre plat de résistance du développement. Là encore les économistes ne sont pas d'accord et je crois que l'observation des conditions réelles spécifiques et des besoins

de l'Egypte est, par exemple, beaucoup plus rentable que de vastes théories. L'une des thèses est favorable à l'*investissement à faible intensité du capital*, ce serait en effet le moyen de réduire, dit-on, le chômage s'il existe ou d'absorber les chômeurs déguisés des campagnes. C'est pourquoi après avoir donné la priorité au développement de l'agriculture, il serait bon d'insister sur l'artisanat et l'industrie légère, qui fournirait des produits à ces campagnes dotées du pouvoir d'achat. Là encore, l'idée est, que face des deux facteurs de la production, capital et travail, il faut rechercher la combinaison productive qui permet d'employer surtout le plus abondant, c'est à dire l'homme.

Or, dans beaucoup de pays, on a adopté les techniques des pays industrialisés, c'est-à-dire des techniques qui permettent d'économiser la main d'oeuvre avec d'énormes machines et l'absorption de la population excédentaire y est restée négligeable.

Faut-il développer l'industrie légère ? Faut-il réaliser d'abord un équipement en industries lourdes ?

A mon avis, le problème est mal posé. Il n'y a pas opposition entre industries légères ou manufacturières d'une part et industries lourdes d'autre part. Dans les deux secteurs, on peut utiliser beaucoup ou peu de main d'oeuvre. Je connais une grande savonnerie à Paris que occupe quelques ouvriers pour une production égale à celle de ses concurrents qui en emploient des centaines. Voilà pour l'industrie légère. De même pour l'industrie lourde, la construction des Grands Barrages par exemple ou de routes peut utiliser beaucoup de machines pour peu d'ouvriers ou beaucoup d'ouvriers pour peu de machines.

Il n'y a donc pas incompatibilité entre le développement des industries de base, électricité, pétrole par exemple et celui des industries manufacturières. Les premières, industries de base, peuvent rapidement, par leur aspect "Travaux Publics" absorber une grande quantité de main d'oeuvre, même peu spécialisée; les secondes, décentralisées, absorberaient sur place une main d'oeuvre de formation rapide. Et si choix il y a, le choix est plutôt peut-être dans la répartition des sources de financement. L'aide étrangère semblerait préférable pour les premières et l'épargne intérieur semblerait préférable pour les secondes. Et si ces deux sources de financement sont assurées, on aurait intérêt à progresser sur les deux fronts.

Je suis, à vrai dire, un peu effrayé, en lisant certains projets de planification dans bon nombre de pays. Pour certains, le plan n'est que la juxtaposition de ces projets partiels énumérés et totalisés, sans référence précise aux effets globaux de l'effort d'investissement, de l'action sur les prix; et pour les autres, au contraire, qui sortent de cette espèce d'épicerie, de savants calculs écono-

métriques, fondés en grande partie sur les coefficients de capital justifient les choix et priorités. Il n'est pas douteux que ce fameux rapport capital sur production (C/P) est fondamental; on voit la production possible avec un capital donné. Si $C/P = 5$, on obtient chaque année une production égale à un. Cela montre aussi, sous l'angle de la capitalisation, l'importance de l'accumulation réalisée du capital en partant d'une production donnée. Mais les difficultés commencent avec l'estimation de C et de P et l'incertitude sur ces deux grandeurs me paraît dépasser de beaucoup ce que donnent les résultats de ces savantes équations.

De ces études, l'on peut néanmoins tirer quelques règles de bon sens que je voudrais vous présenter en termes aussi simples que possible.

La première règle d'abord: Si les fuites au multiplicateur... ce multiplicateur que nous avons étudié hier — sont faibles, ceci signifie qu'une stimulation donnée par un investissement initial, engendre la création de revenus dans tous les secteurs de l'économie. L'effet de ce multiplicateur sera alors d'autant plus grand qu'on aura donné priorité aux industries de base et aux industries utilisant des doses très fortes de capital.

Dans ce cas, l'emploi initial de la main d'oeuvre est faible, mais c'est l'emploi dérivé qui sera très grand et ainsi la croissance sera plus rapide.

La deuxième règle pourrait s'exprimer ainsi: si le multiplicateur ne joue pas parfaitement, c'est-à-dire si la stimulation ne s'étend pas à toute l'économie nationale, mieux vaut mettre l'accent sur les industries finales et aussi sur les industries qui utilisent tout de suite la main d'oeuvre, ce qui représente une croissance lente mais plus certaine.

La troisième règle est afférente à la *longévité du capital* et cela est un problème trop peu étudié. Elle joue dans la croissance économique un rôle décisif et c'est ce qui apparaît à travers les comparaisons que l'on peut faire de coefficients marginaux bruts et nets d'intensité de capital. Si l'amortissement annuel est faible, c'est à dire si les capitaux investis ont une longue durée, les moyens de financement disponibles chaque année, après l'effort initial, seront importants: les amortissements étant faibles, les capitaux seront consacrés à des investissements neufs. La croissance sera rapide.

Si au contraire, il y a un grand écart entre les coefficients net et brut du capital, cela signifie que l'entretien du capital productif mis en oeuvre dans la période initiale va coûter cher par la suite et absorbera une grande partie de l'épargne.

Il semble donc qu'il y ait intérêt, au début d'un démarrage, à insister sur des capitaux, des machines et des équipements ayant longue durée de vie et

donc un très faible amortissement annuel. Sinon, dans les années suivantes, la croissance se ralentira automatiquement du fait des charges d'entretien. Je pense que le recours aux capitaux étrangers serait plus profitable pour les investissements de grande longévité, afin de fractionner et d'espacer les remboursements ultérieurs.

La quatrième règle, encore tirée du même calcul, permet d'imaginer les graves dangers menaçant le rythme de développement lorsque le coefficient de capital d'une industrie nouvellement installée ne correspond pas à la combinaison de facteurs qui était rentable dans la période précédente. C'est ce qui se produit surtout à cause des disparités du prix entre le capital cher et la main d'œuvre bon marché.

Dans ce cas, en effet, un entrepreneur après un investissement, obtenu au plan, reviendra à une combinaison de facteurs travail-capital moins satisfaisante mais plus rentable pour lui: il évitera de faire ces remplacements de capital au fur et à mesure de son usure. C'est ce qui explique pourquoi dans beaucoup de sociétés peu industrialisées, l'outillage se dégrade très vite par suite, non pas du manque d'habileté de la main d'œuvre, mais à cause des bas salaires. Aussi est-il nécessaire dès le début de l'industrialisation de créer certaines disparités de salaires: des rémunérations plus élevées créent non seulement un pouvoir d'achat, mais aussi elles sont la meilleure sauvegarde de l'outillage.

L'étude des sources de financement nous amène à la troisième formulation du cercle vicieux de la pauvreté. En traitant de l'agriculture et de l'industrie, nous avons peut-être réfuté les deux premiers qui s'énonçaient ainsi:

"Un pays est pauvre parce qu'il n'a pas d'industries et il n'a pas d'industries parce qu'il est pauvre."

"Un homme est faible parce qu'il n'a pas d'aliment et plus il est faible, moins il a d'aliment".

Ces deux slogans ne sont pas irréfutables, nous l'avons vu. Le troisième, lui aussi, ne résiste pas à l'analyse. Il est souvent énoncé en ces termes:

"Un pays ne s'équipe pas parce qu'il n'a pas d'épargne et il n'a pas d'épargne parce qu'il n'est pas équipé".

On dit certes qu'au XIX^e siècle, les pays européens ont consacré, bien ou mal, 15% au moins de leur revenu national à l'épargne. Au début du XX^e siècle, le Japon a réussi à atteindre en épargne 20% du revenu national. L'U.R.S.S. avec ses plans autoritaires peut probablement se maintenir au rythme de 20 à 25% de son revenu national.

Or, selon de nombreux auteurs, l'épargne des pays qui sont sous-développés ne dépasserait pas 3 à 5 % du revenu national. Je ne sais d'où viennent de telles statistiques. Même si elles existent, elles ne sont pas, à mon avis, une image fidèle de la réalité et selon moi, le véritable problème est ailleurs. On dit en effet dans cette thèse pessimiste que ce qui limite la formation du capital dans les pays à développer, c'est le fait que 80 % de la population ayant à peine de quoi vivre, on ne peut lui demander d'épargner car l'intégralité de ces maigres revenus est absorbée par des consommations de première nécessité.

Si le fait est exact, la conclusion qu'on en tire est probablement fausse. C'est oublier, par exemple, qu'aux U. S. A. 80 % de la population dépense aussi tout son revenu. L'épargne est le fait des 20 % des privilégiés comme ici, comme en Amérique Latine, comme aux Indes et comme en France où les 20 % épargnent beaucoup et les 80 % de non épargnants stimulent l'industrie par leurs demandes de biens de consommations et de biens durables. Et une industrie qui n'a pas des débouchés ne trouve pas de capitaux, car le banquier est un homme prudent qui juge de la sécurité de ses placements d'après l'étendue du marché déjà ouvert à son client.

Il ne faut donc pas, dans un plan de développement, réduire la consommation qui est un des facteurs essentiels de la croissance et ceci au nom du développement de l'épargne. Mais il faut plutôt canaliser l'épargne possible de la minorité la plus aisée. Et ceci justement parce que cette épargne se perd en route, avant d'arriver aux emplois les plus productifs. Un des effets indirects favorables de la réforme agraire sera sans doute d'éliminer les "dérivations" de l'épargne vers l'achat de terres. La construction immobilière, par ailleurs, présente un autre refuge des capitaux en quête de placements; l'investissement immobilier est sans doute meilleur, bien qu'il ne soit pas le meilleur. Or suivant les statistiques égyptiennes de 1953, en Egypte, l'activité du bâtiment a représenté les 8 % du produit national (1).

D'autres épargnes se perdent en thésaurisations ou en stocks de biens réels. Des taux d'intérêt avantageux sur le marché financier pourraient peut-être assurer le drainage des fonds disponibles. Et on peut se demander si, au début de la croissance, le rôle de l'Etat et du système bancaire ne seraient pas de favoriser un mécanisme de double taux d'intérêt, élevé pour décider le prêteur, bas pour l'industriel emprunteur, la différence entre les deux taux étant à la charge de la collectivité. Ces avantages en intérêts sont souvent moins lourds pour l'Etat que des financements directs des sommes à investir dans une branche d'industrie.

(1) Si, à cette estimation on ajoute celles qui sont tirées de la valeur de l'outillage importé; on voit déjà que la "formation du capital" est plus importante que ce qu'on dit couramment: elle dépasse largement 10 % du revenu national.

Enfin, les capitaux étrangers, ... ce vocable sous lequel on peut ranger des moyens de financements très différents ..., venant d'organismes internationaux, de gouvernements étrangers, de firmes privées étrangères, auxquels il faut encore ajouter les investissements des ressources des succursales étrangères doivent dans tous les cas, assurer un appoint important au moment du démarrage; comme le disait le Président de notre réunion d'hier, ces capitaux de dehors sont les ballons d'oxygène qui ont permis la reprise rapide de l'économie européenne après la guerre. Il est absurde de penser demander le total des projets d'investissement des pays sous développés au capital étranger... encore que les sommes nécessaires ne soient pas d'un niveau tellement élevé: on évalue à 16 milliards de dollars par an ces besoins. Et avec un système monétaire mondial — avec un Institut d'émission mondial ... on pourrait probablement mobiliser de telles sommes.

Malheureusement le monde n'en est pas encore là. Mais, dès aujourd'hui, même... des "injections" plus faibles émanant des différentes instances possibles auraient un effet décisif. Malheureusement les balances de paiements, ni celles des pays prêteurs, ni celles des pays emprunteurs ne donnent, dans leur état actuel, des informations valables, même en ordre de grandeur sur ces mouvements internationaux des capitaux.

A l'intérieur du pays à développer, le circuit financier ne peut être bouclé que grâce à une politique fiscale et à une politique monétaire adaptées à la croissance.

Trop souvent, les *finances publiques* restent le secteur, sous-développé, dans cette économie en expansion, trop souvent l'Etat ne réussit pas à s'insérer dans le mouvement du développement et ses recettes restent liées à des masses imposables périmées. La seule question du rôle respectif des impôts directs ou indirects en période de croissance nécessiterait une longue étude que nous ne pouvons malheureusement pas évoquer ce soir. Et même pour les droits de douane, la doctrine change, un spécialiste réputé vient par exemple proposer récemment la taxation des exportations dans une revue hollandaise "Public Finance". Les effets stimulants et régularisateurs seraient selon lui, plus favorables que ceux de la taxation des importations.

Quant à la *politique monétaire*, elle pourrait être, tout en restant soucieuse des dangers d'inflation, plus souple que dans les systèmes bancaires traditionnels; une croissance de la production, et avec elle, un développement des échanges intérieurs plus rapide encore que celui de la production, par suite de l'élimination des phénomènes d'auto-consommation et d'auto-équipement devrait pouvoir entraîner des créations de monnaies qui ne sont pas inflationnistes. Des règles d'émissions nouvelles, mais sur ce point, je deviens très prudent et je cherche un peu mes mots en regardant le Gouverneur de la Banque Na-

tionale, pour ne pas m'attirer une riposte brutale, peut-être, des règles d'émissions plus souples devraient permettre de garder constante ce que les Anglo-Saxons appellent "La Velocity of income", c'est-à-dire le rapport de la quantité de monnaie au revenu national.

Mais là encore, il y a un gros "Oui Mais" que des spécialistes vont opposer — je le sais — ils diront que la connaissance de la production agricole de la production industrielle de l'épargne, de l'investissement de la balance des paiements, des politiques fiscales et monétaires exige des statistiques détaillées et systématiques. Partout éclate le besoin de connaître avec exactitude les différents secteurs de l'activité nationale et les différentes opérations qui s'y font.

C'est ce qui justifie la dernière partie de mon exposé: *Tout plan de développement suppose un appareil moderne de statistique et d'observation économique* et ceci, que ce soit pour choisir les secteurs prioritaires, l'importance d'un démarrage que pour mesurer les effets du plan, de contrôler les risques inflationnistes ou déflationnistes, de détecter les goulots d'étranglement dans l'approvisionnement, de savoir s'il y a insuffisance de main d'oeuvre, d'apprécier l'importance de l'épargne, le volume de l'investissement non seulement par le gouvernement mais aussi en partie par les particuliers, les sociétés, les entreprises privées, etc...

Partout une information complète est nécessaire et non seulement pour le Gouvernement et les responsables du plan, mais aussi pour tous les participants, firmes, syndicats, groupements, banques qui vont faire le plan.

Ainsi éclairé par la statistique, le Plan prend une autre allure; il devient le seul moyen possible de rendre cohérente entre elles les politiques économiques fragmentaires, pratiquées jusqu'alors de façon plus ou moins indépendantes par les divers départements ministériels: le Ministère du Travail pour son action sociale, le Ministère des Finances qui emplit sa caisse, le Ministère du Commerce qui équilibre la balance commerciale., etc, etc...

Pour l'appareil productif, le Plan enregistre et tient compte des relations entre les divers efforts partiels et il permet de dire si ces efforts sont compatibles entre eux.

Le plan implique alors un va-et-vient constant des tableaux qui expriment les besoins en main d'oeuvre, en capitaux, en produits, en importations, etc... aux tableaux de possibilités ou d'existants. Et sans cesse, il faut ajuster les premiers aux seconds et si possible les seconds aux premiers.

Voici un exemple de ces ajustements, fournis par les travaux de votre Conseil Permanent des services: le plan "physique" c'est-à-dire en partant des productions envisagées, d'après les moyens financiers projetés, permet

l'embauche dans les usines de 40000 personnes par an . . ce qui doit créer en plus 25000 emplois supplémentaires dans le secteur tertiaire (soit dans le commerce, soit dans les transports, soit dans les services publics).

Mais aussitôt, il faut confronter cet aspect avec l'aspect "besoin": 300.000 personnes disponibles par an. Il faut donc reprendre le calcul et modifier les premières estimations du volume physique de la production et ajuster sans cesse un tableau à l'autre.

La statistique est le seul moyen de connaître ces besoins et ces possibilités qu'il faut ajuster par approximations successives. Mais la statistique n'est encore qu'une matière première qu'il faut aussi abondante que possible. Elle doit être également organisée — et c'est pourquoi il faut, je crois, à côté des Administrations chargées du plan, un Bureau de Comptabilité National et un Bureau de Diagnostic Economique.

La Comptabilité Nationale hiérarchisée, complète, englobe les statistiques disparates. Il ne s'agit plus de données fragmentaires, mais de données additives et articulées entre elles, de total de salaires, plus revenus des indépendants, plus loyers, plus dividendes, plus profits non distribués, plus impôts des sociétés: tout cela forme le revenu national; en ajoutant les impôts indirects plus les amortissements, on a le produit brut.

Partant de ces bases, on peut connaître l'épargne, la dépense de consommation globale. On étudie le rôle de l'Etat prélevant certains revenus par l'impôt, l'emprunt et redistribuant d'autres revenus sous forme de traitements, pensions, etc...

Tant qu'on ne dispose pas des tableaux de la production nationale, de tous ces schémas et de tous ces circuits, on ne peut pratiquement pas mesurer l'activité économique. Avec ces tableaux, au contraire, on pourra mettre face à face les biens disponibles d'un côté et les revenus à employer de l'autre côté, soit directement pour la consommation et sous forme d'épargne pour les achats d'équipement; on pourra comprendre aussi les relations entre secteurs et même, partant de ces tableaux du passé, essayer de prévoir l'évolution future. C'est le rôle du budget économique. En effet, on peut établir assez facilement un système complet d'équations décrivant les relations entre tous les secteurs et on peut imaginer les répercussions sur l'ensemble du système du changement éventuel dans une seule des variables.

Par exemple, que serait la production si on utilisait à plein la capacité de production des usines? Un calcul va nous donner la masse produite, les revenus, les salaires, la dépense de la consommation, les investissements nouveaux, les impôts supplémentaires perçus par l'Etat. etc.

Ou encore si les investissements doublent, le calcul montre dans le budget économique, ce qui devrait être la réduction de consommation, l'effort de

l'Etat, le changement du taux d'intérêt, l'augmentation des importations.

On peut imaginer d'innombrables autres projections, et un des intérêts du système ainsi conçu est d'éliminer les hypothèses absurdes, les projets incompatibles. On ne retient finalement que les changements les plus probables sur les variables motrices et on anticipe les modifications des autres. Le Budget Economique Français, par exemple, a en 1954, réalisé 3 projections pour 1955 dans l'activité et le mouvement des prix. Et ainsi on a pu en cours d'année suivre exactement, mois par mois, l'évolution de la situation.

Ainsi, avec la Comptabilité Nationale, on a un excellent schéma statistique du fonctionnement récent de l'économie, tandis qu'avec le Budget économique on a une projection de cette activité économique dans le proche futur, compte tenu de diverses hypothèses d'évolution parmi lesquelles l'action du plan joue un rôle prédominant.

Mais à côté de la Comptabilité Nationale, le Plan a encore besoin d'autres éléments: un diagnostic économique permanent doit être à sa disposition. En voici quelques exemples: les prix de gros et de détail montent. Pourquoi ? Quel sera l'effet d'une crise dans un pays voisin ? Le chômage apparaît plus important dans la province que dans la capitale. Quelle en est la signification ? Sans cesse, au fur et à mesure que les jours passent et que les événements façonnent notre vie économique, il faut rectifier le jugement porté le jour précédent sur l'économie nationale. Le diagnostic économique ou la conjoncture, c'est un peu la boussole du navigateur, ou le tableau de bord de l'automobiliste ou de l'aviateur qui regarde le niveau de l'huile, la quantité d'essence, la charge des accumulateurs. Divers "Baromètres" éclairent le travail de l'économiste, des recherches de corrélation, des ajustements de courbe, des modèles économiques permettent au bureau de mieux comprendre dans l'enchevêtrement quelles sont les relations essentielles.

La prévision économique en découle. Et il y en a d'innombrables sortes assorties aussi, vous le savez, d'innombrables échecs. Aussi c'est un domaine où il faut s'aventurer seulement avec prudence et une fois seulement que l'équipement statistique est terminé.

Et si j'en parle ce soir, c'est plutôt pour terminer la description d'un édifice complet de l'étude économique tel qu'elle doit apparaître au service du Plan.

Des corrélations, des études de décalage dans le temps peuvent tout d'abord rendre des services. Si un Phénomène A manifeste des changements avant un phénomène B, on peut, peut-être, prévoir B quand A change. C'est ce qu'avait tenté l'Université de Harvard avec son fameux baromètre dans lequel la fluctuation boursière permettait de prévoir, six mois à l'avance, les changements de l'activité économique.

Un tel baromètre n'aurait aujourd'hui en Egypte aucun sens. Mais n'y a-t-il pas certaines corrélations intéressantes à utiliser comme ici des indicateurs de tension ? Le volume de circulation monétaire ne reflète-t-il pas par ses changements la situation cotonnière ? La hausse des prix du coton n'est-elle pas suivie avec un décalage d'un ou deux ans d'une hausse probable des prix des aliments végétaux ? Le trafic du Canal de Suez n'est-il pas un bon indicateur de la santé de l'économie mondiale ?

Mais de telles prévisions restent souvent aléatoires et les projections mathématiques faites au moyen de la Comptabilité Nationale donneront d'ici quelques années des éléments de prévision plus sûrs pour l'Economie Egyptienne.

Enfin à côté de ces méthodes, il restera encore une place à donner aux prévisions fondées sur les comportements. On peut dire en effet que la situation économique de demain, c'est celle d'aujourd'hui, modifiée par les décisions que nous sommes en train de prendre.

Si la situation d'aujourd'hui est connue par la statistique, on peut connaître les comportements et les décisions des agents économiques grâce à des enquêtes. Nous avons commencé de telles enquêtes en France, en Allemagne et en Italie. Depuis 6 ans, les industriels, les commerçants, les agriculteurs sont consultés non seulement sur leurs plans immédiats, mais aussi sur leurs projets, leurs idées, leurs mobiles, leurs décisions à prendre. On enregistre leurs réactions devant par exemple la perspective des hausses ou des baisses de prix, une concurrence accrue de leurs collègues et des concurrents étrangers, des difficultés sociales. On enregistre leur programme de production et d'investissements. On compare ainsi l'état présent de leur production et de leurs stocks avec l'idée qu'ils s'en font dans un proche avenir.

Et de l'ensemble de ces comportements, se dégage de façon très nette une "tendance probable" de l'activité économique. Mais si l'industriel ou le commerçant se trompe, fait une erreur de calcul, c'est cette erreur qui va guider sa décision et ses choix et il faut connaître ces erreurs pour mesurer leur influence sur le déroulement futur de l'activité.

La connaissance de ces erreurs peut faciliter, dans certains cas, un changement de la politique économique du Gouvernement. Ainsi en France, en 1953, un recul fut enregistré par notre enquête dans les programmes privés d'investissements, parce que les industries attendaient des mesures fiscales annoncées depuis longtemps, dégageant les investissements futurs. Le fait fut aussitôt signalé au Ministère des Finances, qui a accéléré les décisions gouvernementales et a fait repartir l'investissement privé. Voici donc un exemple d'une difficulté économique qui a été supprimée avant même qu'elle ait eu des effets néfastes.

Car il ne faut pas oublier que le Plan — comme l'étude même économique, qui doit l'éclairer, n'a pas à faire seulement à des marchandises et à des quantités de monnaie. Derrière le plan matériel, il y a l'homme : acteur et bénéficiaire. C'est pour lui que l'économie nationale fonctionne et c'est par lui qu'elle fonctionne. Et il faudrait encore d'innombrables études pour lui restituer sa place exacte dans ce domaine d'action. Bilans démographiques détaillés, comptabilité humaine n'ont encore fait l'objet que de recherches de laboratoires ou d'instituts économiques spécialisés. Il faudrait demain, dans le monde entier, en refaire. Mais la pièce maîtresse de toutes les politiques économiques de développement sera, je crois plus encore que ces bilans, l'approche psychologique que je viens rapidement d'évoquer ; elle permettra de mieux connaître les aspirations, les besoins, les possibilités, les réflexes, les craintes, les espoirs de tous ces groupes humains auxquels les économistes veulent apporter des conditions de vie meilleures.

Mais rappelons-nous la phrase de Voltaire :

"Il faut moins d'une minute pour tuer un homme. Il faut 20 ans pour le faire, il faut 30 ans pour connaître les détours de son âme, mais il faudra l'éternité pour saisir ses comportements".

Ainsi, il faudra bien attendre l'éternité pour que l'étude économique devienne irréprochable et décisive. En attendant, il faudra se contenter d'approches provisoires et imparfaites, mais dès aujourd'hui, à défaut de science parfaite, un peu de bonne volonté, d'enthousiasme et de sagesse devraient suffire à atténuer les plus criantes misères du monde.

ANALYSES & COMPTES - RENDUS

ASPECTS ECONOMIQUES DE L'ENERGIE NUCLEAIRE (1)

Les besoins mondiaux d'énergie ne font que s'étendre à raison notamment de la nécessité et de l'aspiration universelle de promouvoir le niveau intellectuel et matériel de la population mondiale en progression constante, au moyen de l'accroissement correspondant de la production de biens de production et de consommation.

Par contre, les sources d'énergie actuellement exploitées — charbon, gaz, pétrole — tendent à s'épuiser dans un délai plus ou moins rapproché.

D'où, d'une part, la compétition politique et financière entre les grandes nations en vue de s'assurer le contrôle et l'exploitation des sources d'énergie existantes et des gisements de combustibles connus comme matières fissibles, et d'autre part, l'ampleur des efforts développés par les savants et des investissements considérables de leurs gouvernements afin de créer des nouvelles sources propres à parer à la carence prévue des sources actuelles. Des nouvelles sources la plus prometteuse est sans doute l'énergie nucléaire dont la possibilité d'utilisation est désormais non seulement démontrée, mais effectivement réalisée; et il n'existe plus aucun doute qu'il est possible de produire économiquement de la puissance à partir de l'atome. C'est là une perspective des plus encourageantes pour l'avenir.

Les seules questions qui se posent encore, disent les auteurs de l'étude en revue, sont: quand et comment appliquera-t-on l'énergie nucléaire ?

Les étapes déjà parcourues et notamment le lancement en janvier 1955 du sous-marin Nautilus des Etats-Unis équipé d'un réacteur atomique, ont démontré que la puissance nucléaire peut-être produite dans un but pratique et à des prix capables de concurrencer ceux du charbon, du gaz et du pétrole ainsi que cela ressort des calculs des coûts de production effectués par des organismes spéciaux et dont les auteurs donnent un aperçu sommaire mais édifiant.

Compte tenu de la rareté relative des combustibles connus comme matières premières fissibles absolument nécessaires pour une réaction nucléaire, ainsi

(1) A. Descamps et P. Blondeau, *Etudes Economiques*, Décembre 1955.

que de toutes les charges — coût des installations, amortissements, frais d'exploitation et frais du combustible — les différents auteurs américains ont obtenu trois catégories de coûts: pour une centrale de 75000 KW.

Un coût minimum de 4 millièmes de dollar par KWh.

Un coût intermédiaire de 7 millièmes de dollar par KWh.

Un coût de 10 millièmes de dollar par KWh.

Voici, en regard, les prix du KWh. électrique ordinaire dans le monde établis et répartis géographiquement en 4 catégories par la Commission Cowles de l'Université de Chicago en 1946.

de 0 à 4 mill par KWh.; de 4,5 à 6; de 6,5 à 8; plus de 10 mil.

Les auteurs déduisent de la comparaison des chiffres ci-dessus:

— que le prix intermédiaire de 6 à 7 mil. met l'énergie nucléaire à peu près sur le même pied que l'énergie électrique ordinaire.

— que pour certaines régions déshéritées au point de vue des ressources énergétiques le prix du KW nucléaire intermédiaire est inférieur au prix du KWh. ordinaire.

Le prix intermédiaire affirment-ils est susceptible d'être appliqué d'ici à 10 ans à des conditions compétitives à celles de l'électricité thermique; d'autant plus que le prix de cette dernière tend à la hausse.

C'est là une perspective encourageante qui n'a pas semble-t-il échappé à l'attention des artisans de l'avenir de notre pays puisqu'ils se soucient de la formation de spécialistes nationaux en la matière et envisagent la création d'un centre approprié d'études et de recherches, le développement de la production d'énergie étant une des conditions essentielles du progrès économique et social de la nation.

Il ne s'agit pas en l'espèce de supplanter les sources d'énergie existantes, mais de mettre à la disposition de chaque être humain, remarquent les auteurs, un plus grand nombre de KWh.

Sur le continent européen l'Angleterre semble être la plus avancée dans ce domaine, car elle sait qu'en 1960 il lui faudra 48 millions de tonnes de charbon pour la production d'électricité contre 35 en 1951, et qu'en 1965 le déficit de charbon sera de 20 millions de tonnes dont l'achat à l'étranger entraîne des difficultés considérables concernant non seulement le financement mais aussi et surtout le transport.

Or, signalent les auteurs, "le haut pouvoir énergétique du combustible nucléaire fait que celui-ci a un poids relatif pratiquement nul et qu'il peut par conséquent être transporté n'importe où dans le monde où se trouvent les matières premières sur lesquelles une industrie est basée".

"Evidemment, ajoutent-ils, les débuts de l'ère atomique sont difficiles et coûtent cher; c'est le tribut de toute entreprise nouvelle.

"Les pionniers doivent posséder le courage nécessaire pour vaincre les difficultés et surmonter les revers temporaires: ils doivent avoir foi dans la réussite dont les résultats acquis à ce jour constituent une assurance".

I.G.L.

LA PRODUCTIVITE INDUSTRIELLE (1)

Cette étude a pour objet de relever les leçons qui se dégagent de la collaboration anglo-américaine dans l'érection de la raffinerie de la Société pétrolière Esso à Fowley à 17 kilomètres de Southampton dans une région non industrielle. C'est la plus grande construction érigée en Grande Bretagne depuis la guerre en application de la politique de décentralisation et de développement économique régional largement adoptée en Occident pour des raisons de défense militaires, économiques et sociales. L'établissement couvre une superficie de 450 acres et occupait en 1951 environ 4500 personnes pour lesquelles il a fallu pourvoir le logement et organiser l'approvisionnement sur place.

Cette réalisation a été proclamée un succès manifeste sur deux fronts au moins: ceux de l'efficacité de la production et de l'organisation. Elle peut être considérée comme la plus vaste expérience dans l'introduction de la technique américaine dans l'industrie britannique. A ce titre, elle intéresse tous les autres pays étrangers investissant les capitaux nécessaires avec la collaboration des techniciens américains comme c'est le cas en Egypte actuellement.

L'auteur expose les caractéristiques de la fonction de ce que l'on appelle "industrial engineering" savoir; planification préalable détaillée basée sur des conférences fréquentes de tous les agents responsables de l'entreprise afin d'assurer qu'ils sont tous continuellement tenus au courant et qu'ils possèdent la connaissance de ce qu'on se propose de faire et d'organiser un contrôle des activités envisagées dès le début de leur service pour réaliser la plus grande aisance possible d'opération. En deuxième lieu "l'industrial engineer, procède à un examen continu du fonctionnement des horaires d'exécution" et des coûts de la production.

D'après les rapports établis par des commissions spéciales sur cette réalisation, la supériorité du rendement de l'ouvrier américain tient essentiellement

(1) E. M. Hugh Jones, *The Journal of industrial economics*, Juillet 1955.

à une planification plus minutieuse de la part de la direction et à une plus constante analyse des méthodes de travail leur assurant un meilleur rendement.

Quant aux rapports entre employeurs et travailleurs, il existe des différences significatives dues à l'absence en Amérique des barrières historiques de classe et à une plus large conception de la communauté générale d'intérêt qu'en Grande Bretagne

En effet le niveau très élevé de la productivité enregistrée à cette occasion tient, d'après les enquêteurs, à deux facteurs particuliers. C'est d'abord et surtout la vaste expérience et la grande compétence technique des "supervisors". Ces derniers, toujours présents sur les chantiers, assuraient la continuité du travail du personnel avec lequel ils étaient en contact permanent et dépouillé de toute considération hiérarchique et par conséquent prêts à s'associer au travail matériel de leurs dépendants en cas de besoin.

Point d'interruption de travail à l'heure traditionnelle britannique du thé, respect absolu de l'horaire par les chefs comme par leurs subordonnés. La nature des rapports entre toutes les catégories de travailleurs a joué comme partout ailleurs un rôle favorable très important. Cette observation très pertinente nous inspire la remarque que l'une des raisons et non la moindre de la faible productivité et discipline des travailleurs dans bien des entreprises industrielles égyptiennes tient à ce que, à raison de la pénurie de techniciens nationaux spécialisés elles sont forcées d'engager des techniciens étrangers dont les rapports avec leurs subordonnés sont moins efficaces pour des raisons psychologiques évidentes.

En ce qui concerne le caractère minutieux de la planification américaine l'auteur dit incidemment que s'il est vrai comme on le soutient que l'établissement d'un grand nombre de plans détaillés suivant l'usage américain présente des avantages considérables, il est possible que cela comporte un effet restrictif en rendement étant plutôt difficile d'apporter en cours de travail les modifications nécessaires.

Aussi le facteur réel du succès industriel de l'entreprise en question ne doit-il pas être recherché dans l'habileté de planification mais en partie dans la structure sociale américaine ou la formation individuelle

Je ne désire pas, dit l'auteur, contester l'importance de la "façade". Si la construction d'une station terminale de chemin de fer peut être réalisée sous le prétexte de desservir un château baronal écossais, on peut à la rigueur admettre ce prétexte; mais construire le château et omettre la station serait une plus grande erreur que d'adopter la "façade" américaine de planification sans créer en même temps, si cela peut se faire, l'atmosphère d'émulation et les facteurs de personnalité et la pression de la direction et le mécontentement

qui en résulte. Sans cela dit en terminant l'auteur avec humour on se trouverait dans la situation d'un ami qui fervent de canotage dans les rivières françaises fait observer au conducteur du train qui doit transporter le canot qu'il lui fera manquer son rendez-vous si au lieu de lui délivrer un simple ticket comme autrefois il l'oblige à remplir tous les formulaires qu'il lui présente. Et le conducteur de répondre: "c'est qu'à présent nous sommes bien organisés. Cette réponse, ajoute l'auteur, peut être considérée non sans raison l'épithète du XXème siècle (la manie de planification).

I.G.L.

LES NOUVEAUX ETATS DANS LA VIE INTERNATIONALE

Depuis 1945 une vingtaine de pays dont certains sont immenses mais que l'on connaissait naguère comme des colonies ou des territoires sous mandat sont devenus des Etats indépendants. Aussitôt ces Etats ont voulu jouer un rôle dans les affaires internationales, et parfois ce rôle a été décisif.

Leur influence, immédiatement reconnue par les puissances les plus anciennement établies, s'exerce en grande partie au sein des organisations internationales, celles des Nations Unies en premier lieu. En fait la participation des "nouveaux Etats" à ces organisations pose des problèmes particuliers: politiques, juridiques, administratifs, — problèmes psychologiques aussi.

Ces questions font l'objet d'une importante étude que vient de publier l'Unesco; "New States and International Organizations". Il s'agit d'un rapport établi par M. le Professeur Benjamin Akzin, à la suite d'une série d'enquêtes confiées par l'Unesco à l'Association Internationale de Science Politique.

L'ouvrage concerne six Etats: l'Inde, l'Indonesie, Israel, le Liban, le Pakistan et les Philippines. Il examine leur participation à la vie internationale sur le plan

Publication Unesco, Paris.

Prix: S 2.50; 13/-; 650 frs.

En vente auprès des agents généraux de l'Unesco dont la liste se trouve sur la dernière page de chaque publication.

N.B. Les aspects juridiques des obligations internationales des Etats souverains ont fait l'objet d'une étude spéciale de la part de l'Association Internationale des Sciences juridiques — publiée sous la direction du Professeur Paul Guggenheim (Rapports et documents de Sciences Sociales, No. 1, 1955 — Unesco: S 0.40; 2/-; 100 frs)

régional et sur le plan mondial. Il étudie aussi l'intérêt que le public, dans chaque cas, porte à cette participation, quelles contributions fournissent les nouveaux Etats, quels profits ils retirent de leur activité au sein des organismes internationaux. Le dernier chapitre cherche à évaluer l'influence de ces organismes sur l'histoire récente des Etats en question. Les répercussions ont été évidentes sur le plan politique (l'auteur rappelle les affaires de Palestine, d'Indonésie, du Cachemire, de Hyderabad, et même de Corée); elles sont profondes au point de vue économique, et généralement au point de vue du développement intérieur des pays intéressés. Dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme, M. Akzin déplore que l'influence des institutions internationales soit restée assez peu sensible. Toutefois, écrit-il, "il y a un effort continu de la part de ces organismes pour concentrer l'attention sur les problèmes des Droits de l'Homme, et il n'est nullement exclu qu'un jour les résultats cumulatifs de cet effort deviennent visibles".

ARAB TRAINING CENTER ON THE ECONOMIC AND FINANCIAL APPRAISAL OF AGRICULTURAL PLANS AND PROJECTS

In our July 1955 issue, we published an article on the "Relationship Between the Distribution of Income and Economic Development". This article represented an extract from a series of lectures given by Dr. Vittorio Marrama at the Arab Training Center on the Economic and Financial Appraisal of Agricultural Plans and Projects held in Cairo from September to November 1954. Dr. Marrama is Chief Technical Assistance Officer of the Economics Division of the Food and Agriculture Organization of the United Nations, under whose sponsorship, jointly with the Egyptian Government, the Arab Center was held.

For those of our readers who are interested in the problems of economic development in general and agricultural development in particular, it may be useful to record the entire curriculum of the Center of which Dr. Marrama's lectures were a part. There were seven main lecture courses ("M" courses) and twenty supplementary subjects ("S" courses). As the title indicates, the Center was designed to prepare the participants to serve their countries better in formulating and appraising agricultural development plans and projects, in themselves and in relation to overall development plans and to other specific development projects, for subsequent consideration and action by administrative officials and financial institutions, national or international.

The work at the Center was organized along the following lines. The Center started with a number of lectures on general subjects, such as the problem of economic development and statistics. From these introductory

courses the Center went into the economic and financial aspects of specific development projects in agriculture and dealt especially with the land reclamation and settlement project in the Beheira Province (Alexandria). The technical, economic and financial problems of agricultural development projects in general and of the Beheira project in particular were examined in a coordinated group of lectures and discussed in seminar sessions. In an attempt to show how individual projects fit into an overall picture of agricultural and general economic development, the Center went on to consider problems of agricultural policies and financing. Finally, the Center surveyed the problem of land reform and general administrative and organizational matters and studied important special subjects such as agricultural policies in the Near East and selected development projects in the region.

His Excellency, A.R. Sidky, Minister of Agriculture, served as Director of the Center, which attracted forty full-time participants from Egypt, Jordan, Libya, Iran, Iraq and Syria. Interest in the Center was such that the Government of Pakistan requested FAO to organize another Center exclusively for Pakistani officials, and this was done in October 1955.

The full titles of the courses given at the Arab Center and the lecturers were as follows:

- M—1 *Economic Development and Obstacles in Underdeveloped Countries* — J. Pintos, UNTAA.
- M—2 *Selective Review of Statistical Methods* — K. Williams, C. Gibbons and T. Bancroft, FAO.
- M—3 *The Role of Agricultural Economics in Project Evaluation* — E. J. Talbot, FAO.
- M—4 *Cost and Benefit Appraisal* — D.R. Groenveld, IBRD.
- M—5 *Financial Aspects of Economic Development, with Particular Reference to the Agricultural Sector* — L. Baranyai, IBRD.
- M—6 *Agricultural Development in Relation to Economic Development* — T. H. Strong, FAO.
- M—7 *Detailed Project Statement* — E. J. Talbot, FAO
- S—1 *The Relationship between Distribution of Income and Economic Development* — V. Marrama, FAO.
- S—2 *The Expanded Technical Assistance Program of the United Nations* — M. Perez Guerrero, TAB.

- S—3 *The Beheira Land Reclamation and Settlement Project (Abis Areas)* — M. M. El Azzouni, Egypt.
- S—4 *The FAO Technical Assistance Program* — V. Marrama, FAO.
- S—5 *Technical Aspects of Agricultural Development in the Near East* — C. L. Pan, FAO.
- S—6 *Agricultural Development in Egypt* — A. R. Sidky, Egypt.
- S—7 *Water Storage and Hydro-electric Power in Egypt* — M. A. Selim, Egypt.
- S—8 *Key Problems of Food and Agricultural Development in the Near East* — A. Janssen, FAO.
- S—9 *Land Classification* — M. Kaddah, Egypt.
- S—10 *El Ghab Development Project* — Syria — A. B. Khatib, Egypt.
- S—11 *Principles of Management in Relation to Economic Development* — E. C. Hannum, USOM.
- and
- Planning Economic Development at the National Level of Government* — G. B. McClelland, USOM.
- S—12 *Some Aspects of Land Reform and Colonization in Europe* — M. Bandini, FAO.
- S—13 *The Role of a National Production Council in the Economic Development of Egypt* — H. Fahmy, Egypt.
- S—14 *Engineering aspects of project appraisal and planning* — R. Reed, U.S.A.
- S—15 *Some Obstacles to Agricultural Development* — R. Schickele, FAO.
- S—16 *Economic Development in Egypt* — A. El Kaysouni, Egypt.
- S—17 *Credit Facilities Provided by the Agricultural Credit and Co-operative Bank, Egypt* — M. El Shafei El Labban, Egypt.
- S—18 *Economic Development in Jordan with Particular Reference to the Yarmouk Scheme* — H. Fahrhan, Jordan.
- S—19 *Two Years of Agrarian Reform in Egypt* — S. Marei, Egypt.
- S—20 *Redistribution of Land under the Egyptian Land Reform Law* — S. Hagrass, Egypt.
- Special *Problems of Disposal of Agricultural Surpluses* — A. H. Seminar Boerma, FAO.

كتب حديثة

أكتوبر - ديسمبر سنة ١٩٥٥

OUVRAGES REÇUS

Quatrième Trimestre 1955

Littérature آداب

الدكتور عبد اللطيف حمزة : الصحافة والادب في مصر «محاضرات» ص ١٦٧ . جامعة الدول العربية . القاهرة . سنة ١٩٥٥ .
الدكتور محمد احمد خلف الله : احمد فارس الشديان وآراؤه الادبية واللغوية . جامعة الدول العربية . القاهرة . سنة ١٩٥٥ .
الامير مصطفى الشهابي : المصطلحات العلمية في اللغة العربية في القديم والحديث . جامعة الدول العربية . القاهرة . سنة ١٩٥٥ .

دكتور بدوى طيانه : قدامه بن جعفر والنقد الادبي ص ص ١٤٠ ، ح ١ . مكتبة الانجلو المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .
دكتور تمام حسان : مناهج البحث في اللغة . ص ص ١٢٧ ، ٢٧٩ . مكتبة الانجلو المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٥ .
عبد الحكيم بليغ : النشر الفني واثار الجاحظ فيه . ص ص ١٢٠ ، ٢٢٠ . مكتبة الانجلو المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .

Economie اقتصاد

K. D. D. HENDERSON. — Making of the Modern Sudan. pp. 41, 601, ill. Faber, London 1954.
F. D. HOLZMAN. — Soviet Taxation. pp. 19, 376, Harper's Univ. Press, Cambridge, Mass, 1955.
INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT. — Economic Development of Syria. pp. 9, 486, I.B.R.D., Baltimore, 1955.
CH. ISSAWI. — Egypt at Mid-Century. "Economic Survey". pp. XIV, 289, Oxford Univ. Press, London, 1954.

احمد دويدار : الديمقراطية الاقتصادية ص ٢٣٠ . مكتبة النهضة المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .
الدكتور جمال الدين محمد سعيد : السياسة القطنية في مصر ١٩٥٤ - ١٩٥٥ . ص ٤٠ .
لجنة البيان العربى . القاهرة سنة ١٩٥٥ .
دكتور واشد البراوى : الاستعمار أعلى مراحل الرأسمالية . تأليف لينين . طبعة ثالثة . ص ٢١٠ . مكتبة النهضة المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .

Philosophie فلسفة

دكتور قهر الدين يونس : الانسانية : ص ٤٩٥ . دار الدليل الرياضى . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .
أ. ك. موريسون : ترجمة محمود صالح الفلكي . العلم يدعو الى الايمان . ص ٢٠٤ . مكتبة النهضة المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٥ .
M. CORNFORTH. — Science versus Idealism. pp. 463, Wishart, London, 1955.
E. D. WHITE. — A History of the warfare of Science with Theology in Christendom pp. 34, 474. Arco, Pub. Ltd., London, 1955.

ابراهيم عبد المجيد اللبان : الفلسفة والمجتمع الاسلامى . ص ٢٠٩ . مكتبة النهضة المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .
الدكتور عبد الحليم محمود : التفكير الفلسفى في الاسلام . جزء اول . ص ٢١٥ . مكتبة الانجلو المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٥ .
عبد الرحمن بدوى : ابو على بن سينا : البرهان من كتاب الشفاء . ص ٢٢٦ . مكتبة النهضة المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .
عبد الرحمن بدوى : الانطاونية الحديثة عند العرب . ص ٢٧٣ . مكتبة النهضة المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٥ .

قانون

الدكتور محمد يوسف مرسى : محاضرات في تاريخ الفقه الاسلامى . ص ١٢٦ . جامعة الدول العربية . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .

دكتور عبد الرزاق احمد السنهورى : مصادر الحق في الفقه الاسلامى - ص ١٢٩ . جامعة الدول العربية . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .

مسائل اجتماعية Questions Sociales

G. A. N. LOWNDS. — The British Educational System. pp. 155, Hutchinson, London, 1955.

H. B. M. MURPHY. — Flight and Resettlement. pp. 213, UNESCO, Switzerland, 1955.

J. C. RISLER. — La Civilisation Arabe. pp. 332, 7 cartes, Payot, Paris, 1955.

U. N. E. S. C. O. — Women and Education. pp. 264, UNESCO, Paris, 1953.

ابراهيم عبد المجيد اللبان : وسائل تجديد المجتمع . ص ٢٠١ . مكتبة النهضة المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٥ .

الجلس الدائم للخدمات العامة : اطلس الخدمات لسنة ١٩٥٥ . ص ١٣٦ . المجلس الدائم للخدمات العامة . القاهرة . سنة ١٩٥٥ .

رفييه مونييه ترجمة السيد محمد بدوى . المدخل في علم الاجتماع . ص ٢٠٠ . دار نشر الثقافة . الاسكندرية . سنة ١٩٥٣ .

مسائل دولية Questions Politiques & Internationales

M. BELOF. — The Age of Absolutism. 1660-1815. pp. 9, 187, Hutchinson, London, 1954.

D. S. CHIVER. & H. F. HAVILLAND. — Organizing for Peace. X, 917, Stevens, London, 1945.

M. DUVERGER. — La participation des femmes à la vie politique. pp. 240, UNESCO, Paris, 1955.

M. DUVERGER. — Political Parties. pp. XVII, 439, Methuen, London, 1945.

O. S. FRANKS. — Britain and the Tide of World Affairs. pp. 71, Geoffrey, London, 1955.

S. L. MORRISON. — Middle East Tensions. pp. 198, Harper, N.Y., 1954.

F. L. SCHUMAN. — Commonwealth of Man. "An Inquiry into Power Politics". pp. 16, 494, 16. Robert Hale, Ltd. London, 1954.

W. A. SIMENT. — Emergent Commonwealth, British Colonies. pp. 7, 187, Hutchinson, London, 1954.

ابو خلدون ساطع المصرى : اراء واحاديث في الوطنية والقومية . طبعة ثانية - ص ١٤٠ . محمد ناجى الحضري . بغداد سنة ١٩٥٤ .

الدكتور احمد سويلم العمري : الشرق الاوسط ومشكلة فلسطين . ص ٤٣٥ . مكتبة الانجلو المصرية . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .

عبد الرحمن بدوى : الاصول اليونانية للنظريات السياسية في الاسلام . ص ١٧٤ . دار الكتب . القاهرة . سنة ١٩٥٤ .

محمد عبد العاطى جلال : الاستعمار الفرنسى في مراكش . ص ١٨١ . مكتبة النهضة المصرية : القاهرة . سنة ١٩٥٤ .

D. L. WILBER. — Iran: Past and Present. pp. VIII, 276, Princeton, New-Jersey, 1955.

P. WILLIAMS. — Politics in Post-War France. pp. VI, 500, Green, London, 1955.

C. WILMOT. — The Struggle for Europe. pp. 766, Collins, London, 1954.

متنوعات Divers

F. W. FERNAU. — Moslems on the Monarch, pp. 11, 312, Roberthale Ltd., London, 1955.

محمود الشرقاوى : مصر في القرن الثامن عشر . جزء اول . ص ١٠٨ ، ١٩١ . مكتبة الانجلو المصرية - القاهرة . سنة ١٩٥٥ .

RELEVÉ DES PRINCIPAUX ARTICLES PARUS DANS LES REVUES EGYPTIENNES ET ETRANGÈRES

Quatrième Trimestre 1955

REVUES EGYPTIENNES

الاقتصاد والمحاسبة

العدد ٩٥ - القاهرة - أول أكتوبر سنة ١٩٥٥

- عبد الله فكرى أباطه : الاسطول التجارى .
- ع. ح. : عرض وتعليق : اتفاقية الاسترليني - الحراسة على شركة التقطير - النمى الاقتصادى والبحث العلمى - العملة المساعدة .
- دكتور أنور بكير : تكاليف الخدمات البريدية .
- شارل غليونجى : الشيك من الناحية القانونية .
- عبد التواب سليمان : اقتصاديات الشرق الاوسط : بنك التنمية الصناعية فى تركيا .
- ع. ح. : الاقتصاد العالمى : ارتفاع سعر الفائدة فى العالم .
- م. ش. : برنامج التنمية الاقتصادية فى الهند .
- ع. ح. : تعليقات سريعة .
- توفيق أبو علم : الخبراء المحاسبون بوزارة العدل .
- ابراهيم طلعت : تحديد رأس المال المستثمر .
- عبد المؤمن الزهيرى : مصلحة الضرائب فى الفقه القانونى .
- قوانين وتعليمات : القانون ٣٩٤ لسنة ١٩٥٥ .
- أنباء من الشرق والغرب .
- القطن .
- الاوراق المالية .
- بيانات واحصاءات .

العدد ٩٦ - القاهرة - أول نوفمبر سنة ١٩٥٥

عدد خاص عن القطن

- عبد الله فكرى أباطه : ذهب مصر الابيض .
- عرض وتعليق : سوق القطن فى موسم ١٩٥٥-٥٦ غزل القطن بقلم ع. ح. .
- حسن زكى : الموازنة بين سوقى الاسكندرية وليقربول .
- السياسة القطنية الجديدة بقلم ه. ت. .
- عبد العزيز زايد : القطن فى مركز القيادة .
- أحمد كاشف : صناعة حليج لقطن فى مصر .
- عبد التواب سليمان : صناعة غزل ونسيج القطن .
- أحمد فريد حسن : عمليات التأمين على الاقطن .
- مجدى القماش : أسواق القطن فى مصر .
- اقتصاديات الشرق الاوسط : القطن فى السودان بقلم م. ش. .
- عبد الرزاق محمد حسن : الاقتصاد العالمى : أزمة صناعة المنسوجات فى أوروبا الغربية .
- ابراهيم طلعت : المعاملات التجارية فى السوق القطنية .
- اللائحة الداخلية للبورصة .
- الاوراق المالية .
- بيانات واحصاءات .

العدد ٩٧ - القاهرة - أول ديسمبر سنة ١٩٥٥

ليبب شقير : اقتصاديات الشرق الاوسط :
بعض مشاكل الزراعة فى سوريا .

توفيق ابو علم : الميزانية العمومية ، أنواعها
وحالاتها وشرح بعض غوامضها .

مصطفى شوقي : الالتزامات التى فرضها قانون
الشركات على مجلس الادارة .

قطب ابراهيم محمد : عمليات القطن ومدى
خضوعها للضريبة على الارباح التجارية
والصناعية .

- القطن .
- الاوراق المالية .
- بيانات واحصاءات .

عبد الله فكرى أباطه : حول مشروعات الانتاج .
- عرض وتعليق : السياسة الجديدة لبنك
مصر - مرتبات ومديرى الشركات .

احمد ابو اسماعيل : مقترحات للنهوض
بالسكك الحديدية المصرية .

حسين زكى احمد : بورصة ليفربول وأسواق
القطن المصرى .

محمد محمود فهمى : القطن فى مصر وطرق
تمويله .

- قانون صناديق التأمين والادخار للعمال
بقلم ٢٠١٠ ع .

وسيم خالد : صادراتنا القطنية الى أوروبا وآسيا
قبل الحرب العالمية الاخيرة وبعدها .

- برنامج الحكومة فى المجال الاقتصادى .

النشرة الاقتصادية

المجلد الثامن - العدد الثالث - القاهرة سنة ١٩٥٥

اتفاقات الدفع والتجارة .
التشريعات الجديدة .

فى السودان :

الحالة العامة - المحاصيل - التجارة
الخارجية يناير/مارس ١٩٥٥ .

فى الخارج :

الاتجاه نحو سياسة النقود الغالية .
نشاط البنك الدولى للانشاء والتعمير
خلال ١٩٥٤/١٩٥٥ .

التقرير السنوى السادس عن قيود
الصرف .

الاسترلىنى ومشروعات التسويق البريطانية .
استثمارات المملكة المتحدة فى الخارج .

الاحوال الاقتصادية فى فرنسا عام ١٩٥٤ .
تأميم البنك الامبراطورى الهندى .

تقرير بنك الفيليبين المركزى .
تقرير لجنة النقد الليبية .

القسم الاحصائى :

ملاحظات وتعليقات :

الجنبة المصرى فى طريق التعادل .

مؤتمر استانبول ومشكلة حرية التحول .

المقالات الرئيسية :

بعض ملاحظات على حركة السكان الزراعيين
فى مصر .

التأمين فى عام ١٩٥٣ .

الشؤون الاقتصادية :

فى مصر :

حركة النقود والائتمان .

النقد الاجنبى .

الرقابة على النقد .

الذهب .

الاوراق المالية .

غلة بعض الاوراق المالية وقيمتها السوقية .
القطن .

التجارة الخارجية يناير ، يونية ، ويولية
١٩٥٥ .

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة التاسعة عشرة - العدد ٢٢٨ - الاسكندرية - سبتمبر سنة ١٩٥٥

فى ميدان الصناعة : استثمار الثروة المعدنية .
- حفلة الغرفة احتفاء بوزير التجارة
والصناعة .

تنظيم السوق القطنية : اعادة فتح بورصة
العقود - اللائحة الجديدة للبورصة - لائحة

بورصة ميناء البصل - قوانين وفقرات
خاصة بأسواق القطن .

كلمة الشهر :

١ - الاتفاق التجارى مع الصين الشعبية .

٢ - سياسة تصدير القطن الامريكى .

٣ - السوق المالية والثقة الاقتصادية .

التجارة الخارجية : التوسع فى المبادلات
التجارية .

يوسف الجزايري : انباء اقتصادية من الشرق والغرب .

- الاسواق التجارية والمالية في شهر أغسطس سنة ١٩٥٥ « القطن المصري - القطن الأمريكي - الاوراق المالية » .
- حركة التخزين بمخازن شركة الاستيداع في شهر أغسطس سنة ١٩٥٥ .
- التعارف التجاري .

انباء وقرارات مختلفة : تخفيض رسوم الصادر على القطن والفاء علاوة حرق الاستيراد - فرض رسم تمويزي ٧ ٪ /٠ على بعض الواردات - الاتفاق الجديد للارصدة الاسترلينية .

- تعديلات الرسوم الجمركية .
- اصناف السلع و مواد الصناعة الخام
- المعفاة من رسم الاستيراد التمويزي .

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

19ème Année, No. 228 — Alexandrie — Septembre 1955

Tarif Douanier, Arrêté portant modification sur certains articles.
Droits ad-Valorem réduit.
Droits d'importation de 7%.

Taxe à l'importation du Coton.
Importation et vente des produits pharmaceutiques et chimiques.

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة التاسعة عشرة - العدد ٢٢٩ - الاسكندرية - اكتوبر سنة ١٩٥٥

كلمة الشهر :

العلم في خدمة التقدم : آفاق جديدة امام النهضة المصرية تفتحها الاستعمالات المدنية للطاقة الذرية .

- ١ - عودة بورصة الاسكندرية لعقود القطن .
- ٢ - تقدم العلم في التغلب على آفات القطن .
- ٣ - مؤتمر الغرف التجارية العربية .

انباء وقوانين وقرارات مختلفة : الفاء نظام حق الاستيراد - تنظيم التعامل وعمليات الموازنة بين بورصتي الاسكندرية وليغربول - الاتفاق التجاري مع المملكة السعودية واتفاقات اخرى .

عهد جديد لبورصة العقود : اعادة فتح بورصة الاسكندرية - خطاب هام للدكتور القيسوني وزير المالية .

ماهي البورصة ؟ : عرض سريع لتكوين بورصة نيو أورليانز ونظام العمل فيها .

- الاسواق التجارية والمالية في شهر سبتمبر سنة ١٩٥٥ « القطن المصري - القطن الأمريكي - الاوراق المالية » .

- زيارة الدكتور الدكتور محمد أبو نصير وزير التجارة والصناعة لسوق الجملة للخضر والفاكهة بالاسكندرية .

- حركة التخزين بمخازن شركة الاستيداع في شهر سبتمبر سنة ١٩٥٥ .
- التعارف التجاري .

في ميدان الصناعة : احصاء الانتاج الصناعي عن سنة ١٩٥٤ .

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

19ème Année, No. 229 — Alexandrie — Octobre 1955

INTRODUCTION : 1) la réouverture de la Bourse des Contrats. 2) le progrès de la science. 3) Congrès des Chambres de Commerce Arabes.

Réouverture de la Bourse des Contrats dans un esprit de confiance et de Stabilité.
Organisation des transactions cotonnières entre Alexandrie & Liverpool.

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة التاسعة عشرة - العدد ٢٣٠ - الاسكندرية - نوفمبر سنة ١٩٥٥

كلمة الشهر :

معارض واسواق : معرض جمهورية مصر
العالم - سوق الصناعات الهندسية
بنير دلهي - سوقا الربيع والخريف في
ليبزج « ألمانيا الشرقية »
أبناء وقرارات : قانون بتنظيم مقاطعة اسرائيل -
تحديد مساحة القطر القطن والقمح لسنة
١٩٥٥/١٩٥٦ - تعديل اللائحة الجمركية -
التعريف الجمركي ورسم الإنتاج
- الاسواق التجارية والمالية في شهر
أكتوبر سنة ١٩٥٥ « القطن المصري -
القطن الأمريكي - الاوراق المالية »
- حركة التخزين بمخازن شركة الاستيراد
في شهر أكتوبر سنة ١٩٥٥
- التعارف التجاري

١ - التسلح تأمين اقتصادي
٢ - تحسين صناعة الغزل وتشجيع
صادراته
٣ - تقدم السياسة القطنية المصرية
في ميدان الصناعة : آفاق واسعة للتوسع
الصناعي في مصر
التجارة الخارجية : العلاقات التجارية بين
مصر وألمانيا الشرقية
- الوفد التجاري لألمانيا الشرقية في
زيارة غرفة الاسكندرية التجارية
التعاون الاقتصادي العربي : الغرف المصرية
في مؤتمر الغرف العربية بعمان - تحية
الرئيس جمال عبد الناصر وتمنياته الى المؤتمر

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE
D'ALEXANDRIE

19ème Année, No. 230 — Alexandrie — Novembre 1955

INTRODUCTION : 1) L'armement est une assurance économique, 2) Perfectionnement de l'industrie textile et encouragement de ses exportations, 3) Avancement de la politique cotonnière égyptienne.

COMMERCE EXTERIEUR : Relations Commerciales entre l'Egypte et la République Démocratique Allemande.

Accord de paiement entre le Gouvernement de la République d'Egypte et le Gouvernement de l'Arabie Séoudite.

LOIS, ARRETES ET DECISIONS : Modification du règlement douanier. Marchandises exonérées de la taxe d'importation de 7%. Détermination de la superficie du blé. Commission technique pour le contrôle des médicaments, etc...

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة التاسعة عشرة - العدد ٢٣١ - الاسكندرية - ديسمبر سنة ١٩٥٥

كلمة الشهر :

شئون العمل والعمال : توصيات المؤتمر
الرابع لمؤسسة ادارة شئون العمل

معارض واسواق : سوق الولايات المتحدة
للتجارة العالمية بنيويورك - السوق الدولية
للعينات في بلنسية - وسوق بلغاريا
للعينات

- أبناء وقرارات وقوانين مختلفة

- الاسواق التجارية والمالية في شهر
نوفمبر سنة ١٩٥٥ « القطن المصري -
القطن الأمريكي - الاوراق المالية »

- حركة التخزين بمخازن شركة الاستيراد
في شهر نوفمبر سنة ١٩٥٥
- التعارف التجاري

١ - تسير تجارة الواردات
٢ - انشاء الصناعة البحرية بالاسكندرية
٣ - تنظيم القوى العاملة
التجارة الخارجية : معالجة مشكلات تجارة
الاسيراد وإيضاح خططها العامة
اتفاقيات التجارة والدفع : تجديد اتفاتي
التجارة والدفع مع فرنسا
- البضائع الواردة للمصالح
التقتل الاقتصادي المصري : الصيغة الاخيرة
لمشروع القانون الموحد للغرف العربية
- المجلس الدائم لتنمية الاقتصاد القومي
الدكتور حسن راشد جوانه : الموسم الثقافي
بالقرفة : السياسة التصنيعية والتنظيم
الضريبي بمصر

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

19ème Année, No. 231 — Alexandrie — Décembre 1955

INTRODUCTION : 1) Facilités accordées au Commerce d'Importation. 2) Création de l'Industrie maritime à Alexandrie 3) Organisation de la force active.

COMMERCE EXTERIEUR : Traitement des questions du Commerce extérieur et indication de ses grandes lignes générales.

RELATIONS COMMERCIALES EXTERIEURES : Accord commercial et de paiement entre la République Démocratique Allemande et la République d'Egypte.

SAISON CULTURELLE A LA CHAMBRE: La Politique d'industrialisation et le système fiscal Lois, Décisions et Arrêtés.

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة العشرون - العدد ٢٣٢ - الاسكندرية - يناير سنة ١٩٥٦

كلمة الشهر :
مختار الزينى : شئون العمل والعمال :
التدريب وآثره فى الانتاج .

أبناء وقرارات : وتعديلات فى قوانين شراء
محصول القطن ، اللائحة الجمركية .

عقد العمل الفردى ، رسم انتاج السكر ،
وقرارات أخرى .

سنة ١٩٥٥ فى الاسواق القطنية والمالية .

الاسواق التجارية والمالية فى شهر ديسمبر
سنة ١٩٥٥ «القطن المصرى ، القطن
الامريكى ، الاوراق المالية» .

حركة التخزين بمخازن شركة الاستيداع
فى شهر ديسمبر سنة ١٩٥٥ .
التعارف التجارى .

١ - مشروع السد العالى فى طريق التنفيذ

٢ - عناية الحكومة بتأمين الثقة المالية .

٣ - ملاحظات نهضة كبرى فى ميناء الاسكندرية
البنك الدولى للانشاء والتعمير قدم ٤١٠

ملايين دولار قروضا لـ ١٤ بلدا .

المؤتمر العام الاول للتجار ينظمه الاتحاد
العام للغرف التجارية .

مشروع القانون الموحد للغرف العربية
وملاحظات غرفة الاسكندرية عليه .

فى ميدان الصناعة : انشاء صناعة الحديد
والصلب فجر الصناعات الثقيلة فى

مصر .

تقدم البنك الصناعى فى تنمية الاقتصاد
القومى .

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

20ème Année, No. 232 — Alexandrie — Janvier 1956

Le Marché Cotonnier depuis la réouverture de la Bourse des Contrats.
Message de fin d'année de Mr. Mohamed Sadik.

L'année 1955 au marché des Valeurs.
Discours de Mr. Costi Souaya.

Lois, Décisions et arrêtés divers.

مصر الصناعية

السنة الواحدة والثلاثون - العدد ٥ - القاهرة - مايو سنة ١٩٥٥

تشريعات التصدير والاستيراد
لائحة مراقبة النقد الاجنبى فى مصر .
جدول اجمالى بالنظام النقدي المعمول به فى
التجارة الخارجية مع البلدان المختلفة .

الافتتاحية : تجارة مصر الخارجية فى سنة
١٩٥٤ .

اتفاقات التجارة والدفع بين مصر والدول
المختلفة .

معارض وأسواق دولية .
النصوص التشريعية التي تهم الصناعة
والتي صدرت في المدة من أول أبريل الى
٣٠ أبريل سنة ١٩٥٥ .

اجمالى التجارة الخارجية في السنوات
الآخيرة .
ملخص التجارة الخارجية من سنة ١٩٥٠
الى سنة ١٩٥٤ حسب المناطق المختلفة .

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

31ème Année, No. 5 — Le Caire — Mai 1955

EDITORIAL : Le Commerce Extérieur.

Chronique de l'Industrie.

Question du Travail.

Questions fiscales.

A travers la Presse Technique.

Foires et Expositions.

Statistiques de l'Industrie.

Actes Législatifs intéressant l'industrie
du 1er au 30 Avril 1955.

مصر الصناعية

السنة الواحدة والثلاثون - العدد ٦ - القاهرة - يونيو سنة ١٩٥٥

حركة تكوين شركات المساهمة .
المطبوعات الفنية .
احصاءات الصناعة المصرية .
أحكام اشهار الافلاس الصادرة في سنة
١٩٥٤ .
النصوص التشريعية التي تهم الصناعة والتي
صدرت في المدة من أول مايو الى ٣١ مايو
سنة ١٩٥٥ .

الافتتاحية : التقرير السنوى لاتحاد الصناعات
المصرية عن عام ١٩٥٤ .
شهرات الصناعة .
مركز الهند الاقتصادى .
مسائل العمل : قضاء هيئات التحكيم .
شئون الضرائب : قضاء محكمة النقض : ضريبة
المباني والاراضى الفضاء المسورة .
أسواق ومعارض دولية .

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

31ème Année, No. 6 — Le Caire — Juin 1955

EDITORIAL : Rapport de la Fédération
Egyptienne de l'Industrie pour l'année
1954.

Chronique de l'Industrie.

La situation économique de l'Inde.

Questions du Travail.

Questions Fiscales.

A travers la Presse technique.

Foires et Expositions.

Actes législatifs intéressant l'industrie du
1er au 31 Mai 1955.

مصر الصناعية

السنة الواحدة والثلاثون - العدد ٧ - القاهرة - نوفمبر سنة ١٩٥٥

الدورية والاجر ومكافأة نهاية الخدمة ،
فتاوى مجلس الدولة ، الكتابة واستعمال
اللغة العربية لازمان في عقد العمل .
شئون الضرائب : قضاء محكمة النقض : النطاق
المكانى لسلطة المجلس البلدى فى قبرى
رسوم البلدية
أسواق وأبناء وعروض مختلفة .
حركة تكوين شركات المساهمة .
احصاءات الصناعة المصرية .
النصوص التشريعية التي تهم الصناعة والتي
صدرت من أول يوليو الى ٣٠ سبتمبر سنة
١٩٥٥ .

الافتتاحية : مقدمة الكتاب السنوى عام ١٩٥٤ -
١٩٥٥ .

شهرات الصناعة : صناعة الفزل والمنسوجات
فى النصف الاول من سنة ١٩٥٥ - القطن
- الحرير - الصوف .
القانون رقم ٤١٩ لسنة ١٩٥٥ الخاص
بالتأمين والادخار لعمال الصناعة
والتجارة - أهم أحكامه - نصوص
القانون - مذكرته التفسيرية .

مسائل العمل : قضاء هيئات التحكيم : التماس
اعادة النظر - بدل الانتقال - العائلات

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

31ème Année, No. 7 — Le Caire — Novembre 1955

EDITORIAL : L'Annuaire 1954-55 de la
Fédération Egyptienne de l'Industrie.
Chronique de l'Industrie.
Loi No. 419 de 1955 sur l'Assurance et
l'Epargne des travailleurs.

Questions du travail.
Questions Fiscales.
Statistiques de l'Industrie.
Actes Législatifs intéressant l'Industrie
du 1er Juillet au 31 Octobre 1955.

مصر الصناعية

السنة الواحدة والثلاثون — العدد ٨ — القاهرة — ديسمبر سنة ١٩٥٥

التنمية الاقتصادية في الصين الشعبية .
مسائل العمل :
أسواق دولية وعروض مختلفة .
احصاءات الصناعة المصرية .
النصوص التشريعية التي تهم الصناعة
والتي صدرت في المدة من اول أكتوبر
حتى آخر نوفمبر سنة ١٩٥٥ .

الاقتصادية : تجارة مصر الخارجية .
شهرات الصناعة :
الاتفاقات التجارية بين مصر والصين الشعبية
وألمانيا الديمقراطية .
السياسة التعدينية للولايات المتحدة
الأمريكية .

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

31ème Année, No. 8 — Le Caire — Décembre 1955

EDITORIAL : "Le Commerce Extérieur
de l'Egypte" (Introduction à l'ouvrage
publié par la F. E. D. I.
Chronique de l'Industrie.
Les Accords Commerciaux avec la Chine
Populaire et l'Allemagne Démocratique.
La politique extractive aux Etats-Unis.

Loi No. 597 de 1955 portant modifica-
tion de certaines dispositions de la loi
No. 419 de 1955 sur les Caisses d'As-
surances et d'Epargne.
Questions du Travail.
Foires et Expositions.
Statistiques de l'Industrie.

THE BRITISH CHAMBER OF COMMERCE OF EGYPT

Vol. XLI, No. 11 — Cairo — November 1955

Changes in the 1956 British Industries
Fair.
Second Stationery Trade Fair.
The Workers' Insurance and Provident
Funds Law. (Law No. 419 of 1955).
The Accountancy and Auditing Law.
(Law No. 393 of 1955).
London Letter.
Increasing Uses of Plastics.
Herrogate International Toy Fair.
Notes of the Month.
Productivity by Visit.

Automatic Laboratory relieves Scientist
of Routine.
Exchange Control Regulations. (Order
No. 80 of 1955).
New Inventions and Processes.
Foreign Trade of Egypt.
Egyptian Government Adjudications.
Law on Customs Duties on Personal
Parcels. (Law No. 424 of 1955).
Stocks and Shares.
Market Reports.
Officers of the Chamber.

Vol. XLI, No. 12 — Cairo — December 1955

British Chemical Plant for the East.
Exhibitions :
The Shoe and Leather Fair.
"Fashion in Footwear" Exhibition.

The National Fabric Fair.
Forward Trends in British Engineering.
Notes of the Month.
Foreign Trade of Egypt.

British Shipbuilding Today.
Export Credit Guarantees in a Changing World.
London Letter.
New Inventions and Processes.
Trends in Scottish Tweeds.
The Import Duty Law (Law No. 502 of 1955 and Order No. 124 of 1955).
Law on Import Permits payable against Import Entitlement Account (Law No. 546 of 1955).
Law on the Taxation of Ginned Cotton (Law No. 417 of 1955).
Law on the Taxation of Commercial and Industrial Profits (Law No. 470 of 1955).

The Stamp Duty Law (Law No. 512 of 1955).
Law on the Prevention of Commercial Fraud (Law No. 522 of 1955).
The Pharmacy Law (Law No. 499 of 1955).
Egyptian Government Adjudications.
Stocks and Shares.
Crédit Foncier Egyptien.
Statistics.
Market Reports.
The Trade Marks Law (Order No. 389 of 1955).
Officers of the Chamber.
Particulars of Membership.
Form of Application for Membership.

Vol. XLII, No. 1 — Cairo — January 1956

Britain's Shop Window for 1956.
Trade Exhibitions :
Seventh British Furniture Exhibition.
Business Efficiency Exhibition.
Radio Component Show.
Mechanical Handling Exhibition.
National Radio Show.
U. K. Trade Exhibitions in 1956.
The Motor Vehicles and Traffic Regulations Law (Law No. 449 of 1955).
London Letter.
The Workers' Insurance and Provident Funds Law — Corrigenda.
Export Credit Guarantees in a Changing World (II).
Notes of the Month.
Foreign Exchange of Egypt.
Fancy Goods at the 1956 B.I.F.
Trade Enquiries.
New Inventions and Processes.
The Pharmacy Law (Ministerial Order of October 10, 1955).

Declaration of Stocks (Order No. 57 of 1955).
Preservative Substances in Foodstuffs Decree of October 26, 1955).
Foreign Trade of Egypt :
Table I — Countries (January—October 1955).
Table II — Classified Groups of Commodities (October 1955).
Table III — Principal Commodities : Imports (October 1955).
Table IV — Principal Commodities : Exports (October 1955).
Table V — Cotton Exports (October 1955).
Market Reports.
Crédit Foncier Egyptien.
Egyptian Government Adjudications.
Stocks and Shares.
Officers of the Chamber.

Vol. XLII, No. 2 — Cairo — February 1956

A Welcome to the British Industries Fair.
Gaz Turbine Power for Industry and Shipping.
U. K. Trade Exhibitions :
Seventh Annual Gifts and Fancy Goods Fair.
Fourth Factory Equipment Exhibition.
For Business Men visiting Britain.
Notes of the Month.
Towards the Automatic Factory.
The Commercial Register Law (Order No. 482 of 1955).
The Stamp Duty Law (Order No. 131 of 1955).
The Income Tax Law (Order No. 130 of 1955).

The General Income Tax Law (Order No. 129 of 1955).
The Workers' Insurance and Provident Funds Law (Law No. 597 of 1955).
Maximum Profits on Pharmaceutical Products (Order No. 50 of 1955).
Ruston and Hornsby : Their influence on the progress of Agriculture and Industry in Egypt.
London Letter.
The British Industries Fair :
Visitors will see Atom Show.
A Rendezvous for Magic.
Stand of a Thousand Faces.
New Inventions and Processes.
Foreign Trade of Egypt :
Table I — Countries.

Table II — Classified Imports and Exports.	New Crawler Tractor for Town and Country.
Table III — Principal Commodities : Imports.	Market Reports.
Table IV — Principal Commodities : Exports.	Stocks and Shares.
Table V — Cotton Exports.	Crédit Foncier Egyptien.
	Cost of Living Figures.
	Egyptian Government Adjudications.
	New Companies.
	Officers of the Chamber.

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE EN EGYPTE

No. 36 — Le Caire — Octobre 1955

Chronique de la Chambre SUISSE—EGYPTE :

Les diverses possibilités d'importation de marchandises suisses en Egypte.

EGYPTE :

Le rôle de l'agriculture dans l'économie égyptienne.

Rapport sur le développement de la situation cotonnière du 1/7/1955 au 30/9/1955.

Nouvelles économiques et diverses.

Le commerce extérieur de l'Egypte.

Nombres-indices des prix de gros et du coût de la vie.

Recettes douanières et droits d'accises.

SUISSE :

Aperçu de la situation économique de la Suisse vue par l'U. B. S.

Nouvelles économiques et diverses.

Statistiques économiques Suisses.

Cote des changes et billets de banque.

Calendrier des foires et expositions.

Mises en relations.

Liste des publications et revues.

Liste des Membres de la Chambre.

BULLETIN DE LEGISLATION ET DE JURISPRUDENCE EGYPTIENNES

6ème Année, No. 9 — Alexandrie — 1955

HENRY PERRET : L'information directe des actionnaires (suite).

— Législation (Août 1955).

— Cour de Cassation.

— Conseil d'Etat.

ECONOMIC BULLETIN

Vol. VIII, No. 3 — Cairo — 1955

NOTES AND COMMENTS :

The Egyptian Pound on the Road to Parity.

Istanbul and the Convertibility Controversy.

LEADING ARTICLES :

Observations of the Urbanization and Distribution of Agricultural Population in Egypt.

Insurance in 1953.

ECONOMIC REVIEW :

EGYPT :

Money and Credit.

Foreign Exchange.

Exchange Control Regulations.

Gold.

Stock Exchange.

Yields and Market Values of Certain Egyptian Shares.

Cotton.

Foreign Trade January/June and July 1955.

Trade and Payments Agreements.

New Legislation.

SUDAN :

General, Crops, Foreign Trade Jan./- March 1955.

FOREIGN :

Dearer Money Trends.

IBRD Activities in 1954/55.

Sixth Annual Report on Exchange Restrictions.

Sterling and the British Marketing Schemes.
 U.K. Overseas Investments, 1953.
 Economic Conditions in France in 1954.
 Imperial Bank of India Nationalized.

The Report of the Central Bank of the Philippines.
 The Report of the Libyan Currency Commission.
 Statistical Section.

L'EGYPTE AGRICOLE

53ème Année, No. 415 — Le Caire — Mai-Juin-Juillet 1955

ETUDES AGRONOMIQUES ET ECONOMIQUES

VOX CLAMANTIS :

Perspectives d'Agriculture désertique.
 ANALYSES ET COMPTES RENDUS
 L'institut du Désert d'Egypte.
 La Société de Géographie d'Egypte.

CHRONIQUE AGRICOLE LOCALE

Etat et perspectives des cultures en Mars, Avril, Mai 1955.

Etat des irrigations et du drainage en Mars, Avril Mai 1955.

L'acréage cotonnier en 1955.

Première estimation de certaines récoltes "chetwi" pour l'année agricole 1950-1955.

L'acréage cotonnier pour la saison 1955.

NOUVELLES DIVERSES

Saison des oignons 1955.

Les oignons déshydratés.

L'exportation de la canne à sucre.

L'exportation des pommes de terre.

Changements de noms.

L'exportation du riz.

Nouvelles avances sur le coton.

La réouverture de la Bourse des Contrats de coton à Alexandrie.

Le déficit des matières grasses.

Les migrations de criquets.

L'exportation des fruits et légumes.

Stocks Cotonniers.

DOCUMENTS LEGISLATIFS

ET ADMINISTRATIFS

Lois, décrets, arrêtés, etc. ...

53ème Année, No. 416 — Le Caire — Août-Septembre-Octobre 1955

ETUDES AGRONOMIQUES & ECONOMIQUES

MARCEL JUNGFLEISCH : Création de Parcs Nationaux en Egypte.

ANALYSES & COMPTES RENDUS

Essais de culture désertique sur le littoral N.O.

Intérim.

CHRONIQUE AGRICOLE LOCALE

Etat et perspectives des cultures en Juin—Juillet et Août 1955.

Etat des irrigations et du drainage en Juin—Juillet et Août 1955.

Première estimation de la récolte cotonnière pour l'année 1955.

Statistiques des cotons égrenés depuis le commencement de la saison 1955/56 jusqu'à fin Octobre 1955.

Deuxième estimation de la récolte du blé et de l'orge pour 1955.

Première estimation pour le maïs séfi pour l'année 1955.

NOUVELLES DIVERSES

Le ver du coton en 1955.

La réouverture de la Bourse du Coton à Minet el Bassal.

Fixation des prix des cotons 1955/56 achetés par la Commission gouvernementale Egyptienne.

La récolte 1955 de coton au Soudan.

Semences de coton sélectionnées.

La taxe à l'exportation du coton égyptien.

Le prix du blé de la prochaine récolte. Importation du Blé.

La récolte des oignons.

L'industrie des oignons déshydratés.

La crue du Nil 1955.

La première étape de la réalisation du grand barrage.

Le prix du riz de la nouvelle récolte 1955.

Autorisation d'exporter le son de riz.

L'exportation des tomates.

Importations de pommes de terre.

Développement de la production forestière.

L'exportation des arachides.

Stock cotonniers.

Documents Législatifs et Administratifs (Lois, décrets, arrêtés, etc...)

THE EGYPTIAN COTTON GAZETTE

Vol. No. 26 — Alexandria — September 1955

Message from Dr. Abdel Moneim El Kaissuny.

The Re-Opening of the Alexandria Futures Market.

FARID MUSTAPHA: The Government and the Cotton Market.

FRANK DUNKERLEY: Egypt's Latest Technical Achievement — Testing Cotton for Quality.

W. GWYN PILKINGTON: Egyptian Type Cottons versus Man-Male Fibres.

A. A. EL SHERBINI: A Proposed Study of the American Market for Egyptian Cotton.

PAUL CERESOLE: American Cotton Comments.

The French Cotton Textile Industry by the Economist Intelligence Unit, London.

LEONARD A. MOBLEY: Cotton in Central America.

R. G. MACWILLIAM: How Far Have the Synthetics Advanced? Summit Discussions on U. S. Cotton Policy.

R. DABBOUS: The Statistical Position of Egyptian Cotton at 31st. August 1955. Statistical Tables.

THE EGYPTIAN ECONOMIC & POLITICAL REVIEW

Vol. 2, No. 1 — Cairo — September 1955

Monthly Commentary.
Conflict In Pakhtunistan.
A Denial of Justice.
Background for Buraimi.
Business Commentary.
Cotton.
Grand Gala première.

European Convertibility and Egypt.
What Priced the Bank-Rate?
Balance of Payments.
Earias at Work.
Appendix 1.
Tribes of Buraimi.
Documents and Statistics.

Vol. 2, No. 2 — Cairo — October 1955

Monthly Commentary.
Afghanistan Case.
Moroccan Decision.
Background to Buraimi.
Business Commentary.
Cotton.
Government Independence.
National Income.
Balance of Payments Surprises.

Remuneration of Skill-Fashionable Devaluation.
A New-Year for M. S. A.
Appendix.
Saudi View.
Documents and Statistics.
Trade Agreement with Czechoslovakia.
New Trade with France.
Arab Plan for Water Resources of Jordan Valley.

Vol. 2, No. 3 — Cairo — November 1955

Monthly Commentary.
Regarding an Uneasy Peace.
Jabberwocky in the Oasis.
More Vodka.
Crossing the Rubicon.
BUSINESS COMMENTARY
Reflation and Disinflation — No trend in Share Prices — No Relief in Trade.
Payments Agreement with Saudi Arabia.

Trade and Payments Agreement with Indonesia.
A New Egyptian Bank.
Cotton.
The Twins.
The Position of Wheat.
The Problem of Gold.
Report.
What Price Sterling.
The Sovereign a Coin or What?
Documents and Statistics.

Vol. 2, No. 4 — Cairo — December 1955

Monthly Commentary.
 Security for the Soviet.
 Cyprus : Act the Point of Return.
 Shifting Sands in Irak.
 Egypt's Foreign Exchange Position.
 New Trade Policy.
 Payments Agreement and Trade Relation.
 Development Projects.
 The Paradox of Welfare.
 Economic Problems of the U.S.A.

BUSINESS COMMENTARY

More Deflation — Trade Gap again widening — Stocks Weak — Double taxation.
 Cotton.
 Appendix (Arab Boundaries).
 Documents and Statistics.
 New list of Imports exempted from the 7% Tax.

Vol. 2, No. 5 — Cairo — January 1956

Monthly Commentary.
 Money Isn't Everything.
 Kashmir — A Pakistani View.
 Egypt and the Atom.
 Mr. Kruchchev on Tour.
 Apartheid a Danger to Africa.
 How Close to Breaking Point is the U.S. Boom ?
 Business Commentary — Economic Indication — Good Prospects in shares

— Trade in the Red — Trade and Payments Agreements — Coals to Newcastle — Wrong Prescription or Incurable Disease Cotton.
 Cotton Acreage.
 The High Dam or the Final Round.
 The Financing of Cotton.
 The Problems of Interest Rates.
 Company Report.
 Documents and Statistics.

LA GAZETTE FISCALE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

7ème Année, No. 58 — Alexandrie — Juin 1955

JURISPRUDENCE.
 LEGISLATION.

CIRCULAIRES FISCALES.

7ème Année, No. 59 — Alexandrie — Juillet 1955

LEGISLATION.

CIRCULAIRES FISCALES.

7ème Année, No. 60 — Alexandrie — Août 1955

JURISPRUDENCE.
 LEGISLATION.

CIRCULAIRES FISCALES.
 CHRONIQUES.

7ème Année, No. 61 — Alexandrie — Septembre 1955

LEGISLATION.
 CIRCULAIRES FISCALES.

CHRONIQUES.

REVUES ETRANGERES

APPLIED STATISTICS

Vol. IV, No. 3 — London — November 1955

CHRISTOPHER T. SAUNDERS. — Current Trends in National Income Statistics.

ROLAND HARPER. — Fundamental Problems in the Subjective Appraisal of Foodstuffs.

DAVID J. LISTON, MBE. — Sales Forecasting — An Evaluation of Some Practical Results.

JOHN H. JEPBURN. — Level of Quality for Minimum Cost of Manufacture to a Specification.

ERIC SHANKLEMAN. — Measuring the Readship of Newspapers and Magazines.

BERNARD T. RAMM. — The Determination of Branch Staff Establishments in a Multiple Shop Organisation.

GEOFFREY M. CLARKE. — A Design for Testing Several Treatments under Controlled Environmental Conditions.

Notes and Comments.

Industrial Applications Section of the Royal Statistical Society: List and Reports of Meetings.

Study Section of the Royal Statistical Society: List and Reports of Meetings.

Book Review.

THE BANKER

Vol. CV, No. 357 — London — October, 1955

A Banker's Diary.

Sterling After Istanbul.

JOHN MARVIN. — The Great Bear or the Little.

An artist's Sketchbook: Westminster Bank Chancery Lane.

The New Curve of Gilt-Edged Yields.

World Bank Leads the Way.

MASAO NITANI. — Japan's Economic Problem.

GEORGE SOLOVEYCHIK. — Denmark under Strain.

D. C. ROWAN. — Australia's Hire-Purchase Boom.

American Review.

International Banking Review.

Appointments and Retirements.

Banking Statistics.

Vol. CV, No. 358 — London — November 1955

A Banker's Diary.

Two Steps Forward — and Two Back.

Europe's Blueprint for Convertibility.

An Artist's Sketchbook: Midland Bank, Ludlow.

Dollars from Defence.

O. N. PERKINS. — Australia's Payments Problem.

How strong are the Money Weapons?

MICHAEL SHANKS. — The Coal-Stell Experiment.

Austria Faces Freedom.

Collecting Bankers and Conversion.

Insurance Weathers the Storms.

American Review.

International Banking Review.

Appointments and Retirements.

Banking Statistics.

Vol. CV, No. 359 — London — December 1955

A Banker's Diary.

Bare Balance is Not Enough.

America's Quichening Boom.

LEO T. LITTLE. — Subsidies, Rents and Rates.

An Artist's Sketchbook: National Provincial Bank, Llandudno.

Argentina's New Hope.

M. J. BONN. — A Central Banker Speaks Out.

GEORGE SOLOVEYITCHIK. — Italy's Drive for Prosperity.
The Banker's Bookshelf (The Year's Best Reading).
American Review.

International Banking Review.
Publications Received.
Appointments and Retirement.
Banking Statistics.

Vol. CVI, No. 360 — London — January 1956

Deflation Ahead ?
Raising Wages without Inflation.
Sir Oscar Hobson. — As I see it.
Europe's Expanding Economy.
A. G. ELLINGER. — Are Gilt-edged Cheap ?
Can France Avoid Inflation ?
"Drive in American Banking"

J. P. WOODS. — False Optimism in South Africa.
An Artist's Sketchbook.
American Review.
International Banking Review.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

BULLETIN INTERNATIONAL DES SCIENCES SOCIALES

Vol. VII, No. 3 — Paris — 1955

PREMIERE PARTIE LES TECHNIQUES D'EVALUATION

Avant-propos.

O. KLINEBERG. — Introduction = Le problème de l'évaluation.

I. — METHODES & RESULTATS.

M. JAHODA & E. BARNITZ. — La nature de l'évaluation.

C. SELTZ & E. BARNITZ. — L'évaluation des programmes d'action sur les relations intergroupes.

E. BEAGLEHOLE. — L'évaluation des transformations techniques provoquées.

M. BREWSTER SMITH. — L'évaluation des échanges de personnes.

L. MOSS. — L'évaluation des programmes d'éducation de base.

R. URIGHT. — L'évaluation des campagnes d'information.

K. M. MILLER. — L'évaluation dans l'éducation des adultes.

II. — LE POINT DE VUE INTERNATIONAL.

Une réunion pour l'étude des critères et des techniques d'évaluation de l'assistance technique en vue du développement économique.

DEUXIEME PARTIE

L'organisation dans le domaine des sciences sociales
chroniques et informations

L'organisation dans les sciences sociales.
Terminologie.

Revue des périodiques et chroniques bibliographiques.

Informations diverses.

Tribune Libre.

DROIT SOCIAL

18ème Année, No. 8 — Paris — September, October 1955

PREMIER PARTIE ORGANISATION PROFESSIONNELLE

P. LE VERT. — Les problèmes internationaux de transport en Europe.

ALFRED SAUVY. — La situation économique.

DEUXIEME PARTIE TRAVAIL

GERMAINE LENOIR. — Le contenu des conventions collectives (à suivre).
Adaptation de l'industrie et reclassement de la main-d'oeuvre.

Jurisprudence récente en matière sociale.

P. LASSEGUE. — La situation sociale.

TROISIEME PARTIE SECURITE SOCIALE ET PRESTATIONS FAMILIALES

ROGER GRANGER. — L'influence de la sécurité sociale sur la responsabilité civile.

G. GRIMAUD. — La réforme des prestations familiales (Décret du 31/12/54).

Déséquilibre spatial des finances sociales et aménagement des régions sous-développées.

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

Bibliographie.

18ème Année, No. 9 — Paris — Novembre 1955

JEAN RIVERO. — Le fonctionnement des entreprises nationalisées (Réflexions sur le 3ème Colloque des Facultés de Droit).

ROBERT BADOVIN. — Politique agricole et sociologie rurale.

ALFRED SAUVY. — La situation économique.

DEUXIEME PARTIE
TRAVAIL

GERMAINE LE NOIR. — Le contenu des conventions collectives (fin).

ANNEXE = Conventions collectives nationales, régionales et locales intervenues du 1er Avril 1952 au 1er Mai 1955.

L'élection des représentants du personnel aux comités d'entreprises et la constitution des collèges électoraux.

Jurisprudence récente en matière sociale.

PIERRE LASSEGUE. — La situation sociale.

TROISIEME PARTIE
SECURITE SOCIALE ET
PRESTATIONS FAMILIALES

ROGER GRANGER. — L'influence de la sécurité sociale sur la responsabilité civile.

D. CECCAIDI. — Données essentielles d'une réforme des prestations familiales.

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

18ème Année, No. 10 — Paris — Décembre 1955

PREMIERE PARTIE
ORGANISATION PROFESSIONNELLE

J. BRETHER DE LA GRESSAYE. — Le pouvoir juridictionnel des ordres professionnels.

Le statut de la coopération agricole doit-il être l'objet d'une réforme de structure.

ALFRED SAUVY. — La situation économique.

DEUXIEME PARTIE
TRAVAIL

ADOLF STURMTHAL. — Le salaire annuel garanti aux Etats-Unis.

La responsabilité de l'employeur vis-à-vis de son personnel, au cas de fermeture de l'entreprise due à une mauvaise gestion.

La grève des ouvriers des établissements militaires de l'Etat et l'observation des garanties disciplinaires.

PIERRE LASSEGUE. — La situation sociale.

Jurisprudence récente en matière sociale.

TROISIEME PARTIE
SECURITE SOCIALE
ET PRESTATIONS FAMILIALES

La réforme de l'assurance maladie.

ANDRE LAPORTE. — Le régime financier de l'aide sociale en France.

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

Bibliographie.

ECONOMETRICA

Vol. 23, No. 4 — Baltimore, Maryland — October 1955

CHARLES F. ROSS. — Survey of Economic Forecasting Techniques (A Survey Article).

KEN-ICHI INADA. — Alternative Incompatible Conditions for a Social Welfare Function.

EDWIN KUH & JOHN R. MEYER. — Correlation and Regression Estimates when the Data are Ratios.

MARTIN SHUBIK. — A Comparison of Treatments of a Duopoly Problem (Part II).

ALMARIN PHILIPS. — The Variation of Technical Coefficients in the Antifriction Bearing Industry.

C. E. V. LESSER. — Production Functions and British Coal Mining.

FRANCOIS MORIN. — Note on an Inventory Problem Discussed by Modigliani and Hohn.

E. BRUGER. — On Extrema with Side Conditions.

Book Reviews.

Announcements and Notes.

ECONOMIA INTERNAZIONALE

Vol. VIII, No. 4 — Genova — Novembre 1955

- P. BATTAR. — Servizi e prestazioni nella definizione di reddito nazionale.
 A. K. CAIRNCROSS. — World Trade In Manufactures Since 1900.
 C. A. HALL Jr. & J. TOBIN. — Income Taxation, Output, and Prices. II. Total Effects.
 S. LAURSEN. — The Market for Foreign Exchange.
 DISCUSSIONI ED ESAMI CRITICI
 N. S. BUCHANAN. — Lines on the Leontief Paradox.

RASSEGNE EXONOMICHE

- E. G. FRANK. — Policy Decisions and the Economic Development of Ceylon.
 F. MEHTA. — Economic Implications of Demographic Growth in India.
 Bollettino Bibliografico Ed Emerografico Di Economia Internazionale.
 Segnalazioni Bibliografiche.
 Segnalazioni Emerografiche.
 Regesti Emerografici.

ECONOMIE APPLIQUEE

Tome VIII — Nos. 1 et 2 — Paris — Janvier-Juin, 1955

- CARL S. SHOUP. — Le système fiscal et certains aspects de la croissance économique.
 C. LOWELL HARRISS. — Fiscalités et croissance économique: commentaire sur des problèmes choisis.
 FRANÇOIS SELLIER. — Essai de reconstruction des catégories de l'emploi.
 FRANÇOIS SELLIER. — L'adaptation de l'offre à la demande de travail.
 FRANÇOIS SELLER. — Marché du tra-

- vail et analyse de la répartition.
 ERNEST TEILHAC. — Essai d'une théorie structurelle du change.
 PIERRE TABATONI. — La rationalité économique des choix financiers dans la théorie contemporaine des finances publiques.
 FRANÇOIS FERROUX. — Sur la politique du plein emploi.
 FRANÇOIS FERROUX. — Note sur la notion de "pôle de croissance".

THE ECONOMIC JOURNAL

Vol. LXV. No. 259 — London — Septembre 1955

- J. R. HICKS. — Economic Foundations of Wage Policy.
 M. FREDMAN. — What All is Utility?
 Sir DENNIS ROBERTSON. — A Rejoinder.
 H. SMITH. — The Economics of Socialism Reconsidered.
 C. M. WRIGHT. — Convertibility and Triangular Trade as Safeguards against Economic Depression.
 W. M. BROWN. — The Concept and Measurement of Foreign Exchange Reserves.
 R. J. NICHOLSON. — "Product-Elasticities of Substitution" in International Trade.
 Sir RONALD MACDOUGALL. — A Rejoinder.

- V. K. RAMASWAMI. — Trade Imbalance. Gains from Trade and National Income Change.
 M. C. KEMP. — Technological Change, the Terms of Trade and Welfare.
 Sir DENNIS ROBERTSON. — Keynes and Supply Functions.
 H. G. JOHNSON. — Mathematical Appendix.
 F. J. DE JONG. — A Second Rejoinder.
 E. H. STERN. — Industrial Production and Profits in the United Kingdom and the United States.
 Reviews.
 Notes and Memoranda.
 Recent Periodicals and New Books.

ECONOMICA

Vol. XXII. No. 88 — London — November, 1955

- GEORGE J. STIGLER. — The Nature and Role of Originality in Scientific Progress.
 F. G. PENNANCE & B. S. YAMEY. —

- Competition in the Retail Grocery Trade 1850-1939.
 A. L. WRIGHT. — The Interaction of the Multiplier and Price Mechanisms.

- D. J. MORGAN & F. W. PAISH. — The Purchasing Power of British Exports Further Considered.
T. M. RYBCYNSKI. — Factor Endowment and Relative Commodity Prices.

- ALFRED H. CONRAD. — On the Calculation of Tax Burdens.
E. H. PHELPS BROWN. — Wage Policy and Wage Differences.
Book Reviews.
Books Received.

ETUDES & CONJONCTURE

10ème Année, No. 10 — Paris — Octobre 1955

- J. MAUFROY. — Le chômage en France lors du Recensement de Mai 1954.
D. D'IVANGIN. — Evolution et Perspectives du Secteur des Biens d'Equiperment aux Etats-Unis.

- M. APCHIE. — Les Assurances sur la vie en Grande-Bretagne, leur rôle économique.
M. LENGELLE. — Le Marché Mondial de l'Huile de Baleine.

10ème Année, No. 11 — Paris — Novembre 1955

- La Situation Economique à l'Automne 1955.
J. KLATZMANN. — L'Opinion des Agriculteurs d'Après l'enquête sur les

- perspectives économiques.
J. PELLIER. — Le Commerce Extérieur des Pays d'Outre-Mer de l'Union Française en 1954.

10ème Année, No. 12 — Paris — Décembre 1955

- J. KLATZMANN. — Le revenu de l'agriculture en France en 1954-1955.
J. KLATZMANN. — La Statistique Agricole aux Pays-Bas.
P. CARRERE. — La structure du vignoble du Var.
Quelques aspects de l'activité touristique en France.
R. JANKELOWITCH. — Le Mouvement des Affaires dans l'Hôtellerie au

- cours de l'Eté 1955 et Perspectives pour la saison d'Hiver (d'après les enquêtes auprès des hôteliers).
Résultats Statistiques sur le Tourisme Etranger en 1954.
Tourisme Français et Etranger en France pendant l'année 1954.
M. APCHIE. — Les Assurances Générales en Grande-Bretagne.

11ème Année, Nos. 1-2 — Paris, — Janvier-Février 1956

Vue d'ensemble.

PREMIERE PARTIE

La population: Producteurs et Consommateurs.

DEUXIEME PARTIE

Les flux Monétaires et l'Economie en valeur.

TROISIEME PARTIE

La Production et ses Facteurs. Secteurs productifs.

Facteurs de production.

QUATRIEME PARTIE

Consommation et épargne.

CINQUIEME PARTIE

Les relations économiques avec l'étranger, et les pays d'outre-mer de l'Union Française.

SIXIEME PARTIE

Les traits généraux de la conjoncture mondiale et Européenne à la fin de 1955.

INTERNATIONAL CONCILIATION

No. 504 — New-York — September 1955

Issues before the tenth general assembly.

INTERNATIONAL CONCILIATION

No. 505 — New-York — November 1955

RAYMOND VERNON. — Organizing for World Trade.

No. 506 — New-York — January 1956

GEORGIANA G. STEVENS. — The Jordan river valley.

JOURNAL OF THE AMERICAN STATISTICAL ASSOCIATION

Vol. 50, No. 271 — Washington — September 1955

- MORRIS A. COPELAND. — Statistics and Objective Economics.
- M. A. ADELMAN. — Federal Trade Commission Report on Charges in Concentration in Manufacturing.
- WILLIAM O. JONES. — Colonial Social Accounting.
- A. ROSECKLER GERTRUDE BANCROFT & ROBERT PEARL. — Concepts Employed in Labor Force Measurements and Uses of Labor Force Data.
- DANIEL O. PRICE. — Examination of Two Sources of Error in the Estimation of Net Internal Migration.
- MORRIS H. HANSEN, WILLIAM N. HURWITZ, HAROLD NISSELSOHN & JOSEPH STEINBERG. — The Redesign of the Census Current Population Survey.
- S. S. ZARKOVIC. — Sampling Methods in the Yugoslav 1953 Census of Population.
- M. A. EL BADRY & F. F. STEPHAN. — On Adjusting Sample Tabulations to Census Counts.
- HOWARD L. JONES. — The Application of Sampling Procedures to Business Operations.
- W. L. STEVENS. — Estimation of the Brazilian Coffee Harvest by Sampling Survey.
- ROBERT FERBER. — On the Reliability of Responses Secured in Sample Surveys.
- ALFRED C. KINSEY & associates.
- HERBERT HYMAN & PAUL B. SHEATSELEY.
- A. H. HOBBS & R. D. LAMBERT.
- NICHOLAS PASTORE. — The Cochran-Mosteller-Tukey Report on the Kinsey Study: A Symposium.
- JACOB GOLDSTEIN; LEWIS M. TERMAN; PAUL WALLIN; W. ALLEN WALLIS & WILLIAM COCHRAN.
- FREDERICK MOSTELLER & JOHN W. TUKEY.
- H. C. HAMAKER & R. VAN STRIK. — The Efficiency of Double Sampling for Attributes.
- EDWIN L. CROW. — Generality of Confidence Intervals for a Regression Function.
- M. M. BABBAR. — Distributions of Solutions of a Set of Linear Equations (with an application to Linear Programming).
- FREDERIC M. LORD. — Estimation of Parameters from Incomplete Data.
- PAUL R. RIDER. — Truncated Binomial and Negative Binomial Distributions.
- A. CLIFFORD COHEN, Jr. — Restriction and Selection in Samples from Vivariate Normal Distributions.
- BENJAMIN EPSTEIN. — Comparison of Some Non-parametric Tests against Normal Alternatives with an application to Life Testing.
- JOHN AITCHISON. — On the Distribution of a Positive Random Variable Having a Discrete Probability Mass at the Origin.
- ABBOTT S. WEINSTEIN. — Increasing the Effective Length of Short Time-Series for the Purpose of Estimating Autoregressive Parameters.
- H. J. GODWIN. — On Generalizations of Tchebychev's Inequality.
- OSCAR KEMPTHORNE. — The randomization Theory of Experimental Inference.
- Statistical Abstracts.
Book Reviews.

Vol. 50, No. 272 — Washington — December 1955

- K. A. BROWNLEE. — Statistics of the 1954 Polio Vaccine Trials.
- JULIAN H. TOULOUSE. — A Study of Industrial Use of Probability Statistics in the Physical sciences.
- HARRY PRESS. — The Series problems in Aeronautics.
- COTTFRIED E. NOETHER. — Use of the Range Instead of the Standard Deviation.
- C. S. LI. — A Diagrammatic Representation of the Sum of Squares and Products.
- BENJAMIN A. BARNES, ELINOR PEARSON & ERIC REISS. — The Analysis of Variance: A Graphical Representation of a Statistical Concept.
- FREDERICK M. LORD. — Nomograph for Computing Multiple Correlation Coefficients.
- R. F. TATE. — Applications of Correlation Models for Biserical Data.
- CHARLES W. DUNNETT. — A Multiple Comparison Procedure for Comparing Several Treatments with a Control.
- A CLIFFORD COHEN, Jr. — Maximum Likelihood Estimation of the Dispersion Parameter of Chi-Distributed Radial Error from Truncated and Censored Samples with Applications to Target Analysis.
- V. N. MURTY. — The Distribution of the Quotient of Maximum Values in Samples from a Rectangular Distribution.
- M. B. WILK & O. KEMPTHORNE. — Fixed, Mixed, and Random Models.
- EVELYN M. KITAGAWA. — Components of a Difference between Two Rates.
- C. A. MOSER. — Recent Developments in the Sampling of Human Populations in Great-Britain.
- GEORGE J. STOLNITZ. — Uses of Crude Vital Rates in the Analysis of Reproductivity.
- CONSTANTINE A. YERACARIS. — Differential Mortality, General and Cause-Specific in Buffalo, 1939-1941.
- LAWRENCE H. SELTZER. — Interest as a Source of Personal Income and Tax Revenue.
- Book Reviews.
- Publications Received.

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

82ème Année, No. 3 — Paris — Juillet-Août-Septembre 1955

DOCTRINE

- P. LAURENT. — L'évolution de l'Union franco-sarraise depuis 1950.
- D. SIDJANSKI & S. CASTANOS. — La Convention Européenne des Droits de l'homme.

H. ROUGET. — Sur le divorce entre ressortissants américains.

JURISPRUDENCE

- G. GOLDMAN & A. PONSARD. — Bulletin de jurisprudence française.

THE JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY

Vol. LXIII, No. 4 — Chicago — August 1955

- FRANZ GEHRELS & BRUCE F. JOHNSON. — The Economic Gains of European Integration.
- MORRIS DAVIS MORRIS. — Labor Discipline, Trade-Unions, and the State in India.
- JOHN C. HARSANYI. — Cardinal Welfare, Individualistic Ethics, and Interpersonal Comparisons of Utility.
- HENRY J. BRUTON. — Growth Models and Underdeveloped Economies.
- GEORGE W. WILSON. — Effects of Value-of-Service pricing upon Motor Common Carriers.
- ROBERT S. SMITH. — Economists and the Enlightenment in Spain, 1750-1800.
- Book Review.
- Books Received.

Vol. LXVIII. No. 5 — Chicago — October 1955

- M. K. NENNETT. — The Food Economy of the New England Indians 1605-75.
 P. T. BAUER. — The Economic Development of Nigeria.
 ROBERT E. WEINTRAUB. — The Productive Capacity of Rural and Urban Labor: A Case Study.
 E. CARY BROWN. — The Static Theory of Automatic Fiscal Stabilization.

- PROCTER THOMSON. — Manpower Allocation and the Pricing Process.
 J. A. STOCKFISCH. — External Economies, Investment, and Foresight.
 TIBOR SCITOVSKY. — A Reply.
 Book Reviews.
 Books Received.

Vol. LXIII, No. 6 — Chicago — December 1955

- SCOTT GORDON. — The London Economist and the High Tide of Laissez Faire.
 S. A. OZGA. — An Essay in the Theory of Tariffs.
 EARL O. HEADY. — Marginal Resource Productivity and Imputation of Shares for a Sample of Rented Farms.
 MICHAEL MICHAELY. — Domestic Effects

- of Devaluation under Repressed Inflation.
 G. WARREN NUTTER. — The Plateau Demand Curve and Utility Theory.
 WILL E. MASON. — Some Neglected Contributions to the Theory of International Transfers.
 Book Reviews.
 Books Received.

JOURNAL OF THE ROYAL STATISTICAL SOCIETY

Vol. 118, No. 3 — London — 1955

- A. THOM. — A Statistical Examination of the Megalithic Sites in Britain (With Discussion).
 K. F. LANE & J. E. ANDREW. — A Method of Labour Turnover Analysis.
 D. R. COX. — The Statistical Analysis of Congestion.

- J. R. BELLERBY. — Agricultural Income.
 ROSS WILSON. — The Scotch Whisky Industry.
 Review of Books.
 Statistical and Current Notes, Additions to Library, Periodical Returns.

THE QUARTERLY JOURNAL OF ECONOMICS

Vol. LXIX, No. 3 — Cambridge, Massachusetts, — August, 1955

- DEANE CARSON. — Recent open market Committee Policy and Technique.
 WALTER GALENSON & HARVEY LEIBENSTEIN. — Investment Criteria, Productivity, and Economic Development.
 J. M. LETICHE. — Differential Rates of Productivity Growth and International Imbalance.

- MARTIN WOLFE. — The Concept of Economic Sectors.
 ROBERT FREEDMAN, Jr. — Federal Credit Agencies and the Structure of Money Markets, Interest Rates and the Availability of Capital.
 Notes and Discussions.
 The Schumpeter Prize Fund.
 Recent Publications.

Vol. LXIX, No. 4 — Cambridge, Massachusetts — November 1955

- K. E. BOULDING. — In Defense of Statistics.
 CHARLOTTE P. ALHADEFF & DAVID A. ALHADEFF. — Recent Bank Mergers.
 ALEX HUNTER. — Product Differentiation and Welfare Economics.
 ANDREW F. BRIMMER. — The Setting of Entrepreneurship in India.
 BRUCE GLASSBURNER. — Alfred Marshall on Economic History and Historical Development.

- JACK HIRSHLEIFER. — The Exchange Between Quantity and Quality.
 TIBOR SCITOVSKY. — Monopoly and Competition in Europe and America.
 HARVEY LEIBENSTEIN. — The Proportionality Controversy and the Theory of Production.

NOTES AND DISCUSSIONS:

Recent Publications.

REVUE CRITIQUE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE

Vol. XLIV, No. 2 — Paris — Avril-Juin 1955

DOCTRINE & CHRONIQUES

- HANS DOLLE. — De l'application du droit étranger par le juge interne.
NICOLAS VALTICOS. — Conventions in-

ternationales du travail et droit interne.
Jurisprudence.
Documentation.
Bibliographie.

Vol. XLIV, No. 3 — Paris — Juillet-Septembre 1955

PREMIERE PARTIE
DOCTRINE & CHRONIQUE

- ALEXANDRE MAKAROY. — Les cas d'applications des règles de conflit étrangères.
ADOLF F. SCHNITZER. — La loi applicable aux contrats.

DEUXIEME PARTIE

Nationalité et Domicile.
Condition des étrangers.

Conflits de Lois.
Conflits de Juridictions.

TROISIEME PARTIE
DOCUMENTATION

Traité nouveaux de la Franco.
Lois, décrets et actes officiels français.
Informations diverses.

QUATRIEME PARTIE
BIBLIOGRAPHIE

Livres.
Revue.

REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE

65ème Année, No. 6 — Paris — Novembre-Décembre 1955

- CHARLES RIST. — L'Homme — La pensée. — L'action.
LUIGI EINAUDI. — Un témoignage.
JULIOT DE LA MORANDIERE. — Charles Rist vu de la Faculté de Droit.
PAUL GEMAEHLING. — L'homme tel que je l'ai connu.
JEAN-MARCEL JEANNENEY. — Le professeur.
LOUIS BAUDIN. — Les conceptions monétaires.
MAXIME LEROY. — La pensée sociale.
EMILE JAMES. — L'historien des doctrines économiques.
HENRY LAUFENBURGER. — Le théoricien des finances publiques.

- ROBERT MARJOLIN. — Le directeur de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales.
JACQUES RUEFF. — La stabilisation du franc.
ROGER AUBOIN. — Les missions en Roumanie (1929-1932).
PIERRE DIETERLEN. — Le négociateur.
GEORGES-EDGARD BONNET. — L'Administrateur et le diplomate.
Avant-propos.
Notice biographique.
MAURICE FLAMANT. — Indications bibliographiques.

REVUE ECONOMIQUE

Vol. VI, No. 6 — Paris — Novembre 1955

- HENRI GUITTON. — Les rencontres économiques.
RAYMON BARRE. — L'efficacité de la politique monétaire; quelques enseignements récents.
CLAUDE ZARKA. — Avantages familiaux et niveaux des revenus; un aspect particulier de la redistribution du revenu en France.

- J. L. VAUZANGES. — L'économie "practicable".
PAUL TOUBLANC. — En marge du salaire annuel garanti aux Etats-Unis.
HENRI BARTOLI. — Chronique de la pensée économique en Italie.
Notes bibliographiques.

REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

Vol. V, No. 3 — Paris — Juillet-Septembre 1955

FRANÇOIS GOGUEL. — La révision constitutionnelle de 1954.

MARCEL GIRARD. — Positions Politiques d'Emile Zola jusqu'à l'affaire Dreyfus.

RAOUL GIRARDET. — Notes sur l'esprit d'un fascisme français, 1934—1939.

JACQUES KAYSER. — La presse de province sous la Troisième République.

JACQUES MORIZET. — Le régime parlementaire d'Allemagne occidentale après six ans d'application.

LES ELECTIONS DANS LE MONDE :

A propos des élections cantonales et sénatoriales (J. Fauvet).

Les élections régionales siciliennes du 5 juin 1955 (J. Besson).

CLAUDE LELEU. — Pour une nouvelle méthode d'analyse des statistiques électorales.

ALFRED GROSSER. — L'Allemagne occidentale: état des travaux.

PIERRE DUCLOS. — De la démocratie et de ses styles.

Notes Bibliographiques.

Informations Bibliographiques.

Vol. V, No. 4 — Paris — Octobre-Décembre 1955

GEORGES BURDEAU. — Le personnage consulaire.

BERNARD CHENOT. — Les paradoxes de l'entreprise publique.

HENRI MENDRAS. — Les organisations agricoles et la politique.

MARCEL COLOMBE. — La Turquie et l'Islam.

A. H. BIRCH, P. CAMPBELL & W. J. M. MACHENZIE. — Partis politiques et classes sociales en Angleterre.

LES ELECTIONS DANS LE MONDE

J. CADART. — Les élections générales

du 26 mars 1955 en Grande-Bretagne.

J. BOURDEAU. — Les élections sénatoriales du 18 Juin 1955 en France.

M. ROSHWALD. — Les élections israéliennes du Juillet 1955.

S. N. EISENSTADT. — Israël état des travaux.

RENE REMOND. — A propos de la gauche.

GEORGES VEDEL. — Inimitable Angleterre.

Informations Bibliographiques.

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARE

7ème Année, No. 3 — Paris — Juillet-Septembre 1955

HENRY USSING. — Evolution et transformation du droit de la responsabilité civile.

CHOUCRI CARDAHL. — Le prêt à intérêt et l'usure au regard des législations antiques, de la morale catholique, du droit moderne et de la loi islamique.

HENRY P. DE VRIES. — Universalisme et unification du droit aux Etats-Unis d'Amérique.

JOVAN DJORDJEVIC. — Le droit cons-

titutionnel de la R.P.F. de Yougoslavie et son évolution.

ROLF SERICK. — La responsabilité civile en droit allemand.

IMRE ZAJTAY. — Quelques projets de réforme du régime matrimonial légal en France, Belgique et Allemagne.

Actualités et informations.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Bibliographie.

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Vol. LXXII, No. 4 — Genève — Octobre 1955

La trente-huitième session de la Conférence internationale du Travail.

MARCEL LALOIRE. — Problèmes de l'artisanat européen.

DANIEL S. GERIG. — L'âge d'admission à pension, dans les régimes de pensions de vieillesse.

RAPPORTS ET ENQUÊTES

L'apprentissage féminin.

La durée du travail dans l'industrie du vêtement.

Bibliographie.

Publications du B.I.T.

Autres publications.

Vol. LXXII, No. 5 — Genève — Novembre 1955

ELMO. PAUL HOHMAN. — Pour une action internationale en faveur du bien-être des gens de mer.

JORGE FRANCO. — Productivité et développement économique en Amérique Latine.

KINGSLEY KAY. — Le milieu de travail dans les industries chimiques.

RAPPORTS ET ENQUÊTES

La sélection professionnelle des immigrants.

La planification du développement économique dans les territoires britanniques de l'Asie du Sud-Est.

L'évolution de l'assurance sociale dans la République démocratique allemande depuis 1949.

BIBLIOGRAPHIE

Le mouvement syndical chrétien.

Publications du B.I.T.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

Vol. LXXII, No. 6 — Genève — Décembre 1955

H. DE VIBORT. — L'automation et ses conséquences sociales.

S. TILLES. — La productivité dans les pays insuffisamment développés.

ALFONSO CASO. — Les buts de la politique indigéniste au Mexique.

RAPPORTS ET ENQUÊTES

Les différences de salaires au détriment des jeunes gens.

Analyse actuarielle des régimes de pensions dans la République fédérale d'Allemagne et dans le Land de Berlin.

BIBLIOGRAPHIE

Perspectives et problèmes de l'industrie textile du coton.

Publications du B.I.T.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

جداول احصائية

STATISTICAL TABLES

ايرادات البولة ومصروفاتها الفعلية

BUDGETARY REVENUE AND EXPENDITURE

(L.E. 000's)

(بآلاف الجنيهات)

FINANCIAL YEAR (°)	الايرادات Revenue	المصروفات Expenditure	الفائض + أو العجز - Surplus + Deficit—	السنة المالية (※)
1938-1939	44207	47889	— 3682	١٩٣٩ - ١٩٣٨
1939-1940	46080	48639	— 2559	١٩٤٠ - ١٩٣٩
1940-1941	43677	42559	+ 1118	١٩٤١ - ١٩٤٠
1941-1942	56336	46062	+ 10274	١٩٤٢ - ١٩٤١
1942-1943	67141	56553	+ 10588	١٩٤٣ - ١٩٤٢
1943-1944	77774	71938	+ 5836	١٩٤٤ - ١٩٤٣
1944-1945	87731	82097	+ 5634	١٩٤٥ - ١٩٤٤
1945-1946	103500	95304	+ 8196	١٩٤٦ - ١٩٤٥
1946-1947	112793	102492	+ 10301	١٩٤٧ - ١٩٤٦
1947-1948	101495	94548	+ 6948	١٩٤٨ - ١٩٤٧
1948-1949	170476	157695	+ 12781	١٩٤٩ - ١٩٤٨
1949-1950	173593	163809	+ 9784	١٩٥٠ - ١٩٤٩
1950-1951	191806	190184	+ 1622	١٩٥١ - ١٩٥٠
1951 March/June	63922	60820	+ 3102	١٩٥١ : مارس/يونيو
1951-1952	194075	232850	— 38775	١٩٥٢ - ١٩٥١
1952-1953	198146	208377	— 10231	١٩٥٣ - ١٩٥٢
1953-1954 July/Sept. .	47508	32760	+ 14748	١٩٥٣-٥٤ يونيو/سبتمبر
” ” Oct./Dec. .	50629	42000	+ 8629	” ” اكتوبر/ديسمبر
” ” Jan./March	52707	42857	+ 9850	” ” يناير/مارس

(°) From 1st May to 30th April until 1946-1947.

From 1st May to 29th February for 1947-1948.

From 1st March to 28th Feb. untill 1950-1951.

From 1st March to 30th June 1951 owing to change of financial year thereafter to 1st. July.

(※) من أول مايو الى ٣٠ أبريل حتى سنة ١٩٤٧ - ١٩٤٦

ومن أول مايو الى ٢٩ فبراير عن سنة ١٩٤٧/١٩٤٨

ومن أول مارس الى ٢٨ فبراير حتى سنة ١٩٥١/١٩٥٠

ومن أول مارس الى ٣٠ يونيو سنة ١٩٥١
لاعتبار بدء السنة المالية من أول يوليو
بعد ذلك التاريخ .

BANK DEPOSITS AND SAVINGS

ودائع البنوك وصناديق التوفير

(L.E. 000's)

(القيمة بالآلاف الجنيهات)

END OF:	الودائع بالبنوك التجارية (١) DEPOSITS WITH COMMERCIAL BANKS (1)					في آخر	ودائع صندوق مصلحة البريد Deposits In the Post Office Savings Bank
	حسابات جارية Sight Deposits		ودائع لأجل Time Deposits Private	ودائع التوفير (٢) Savings Deposits (2)	الجملة Total		
	للأفراد Private	للحكومة Govern- ment					
December 1939.....	31611	3399	5566	2678	42354	.....	7804
" 1945.....	206108	61741	12795	8626	289270	.....	33468
" 1946.....	188277	80499	11876	8707	289359	.....	33739
" 1947.....	173967	87624	13886	8426	283904	.....	32154
" 1948.....	194472	52322	14819	7823	269436	.....	29771
" 1949.....	183753	72211	20492	8212	284668	.....	30035
" 1950.....	180150	58013	26735	8354	273252	.....	29680
" 1951.....	173751	33854	24146	8561	240312	.....	28446
" 1952.....	160025	3061	26115	9783	198984	.....	27541
" 1953.....	162183	13874	26031	11236	213324	.....	26797
" 1954.....	178397	15977	30950	12344	237668	.....	26445
September 1955.....	159522	17940	27093	15342	219897	.....	26584
October 1955.....	158945	17439	28681	15351	220416	.....	26716
November 1955.....	168057	11136	28111	15533	222837	.....	26791

(1) Figures for 16 banks, including National Bank of Egypt.

(2) Figures for 10 banks including National Bank of Egypt.

(١) تشمل بيانات ١٦ بنكا بما في ذلك البنك الأهلي المصري

(٢) تشمل بيانات ١٠ بنوك بما في ذلك البنك الأهلي المصري

(ملايين الجنيهات)

وسائل الشراء

PURCHASING MEDIA

(Million L.E.)

END OF:	أموال بالبنوك (*) (Banking Money)	بنكوت البنك الاهل المصري N.B.E. NOTES			العملة الساعية (الورقية والمعدنية) Subsidiary Notes and Coins	مجموع العملة المتداولة Total Net Currency Circulation	الوسائل النقدي Total Purchasing Media	في آخر
		الاصطلاح Issue	حاجزة البنك الاهل Held by N.B.E. and other Banks	صافي التداول Net Note Circulation				
December 1939.....	43.3	28	1.6	26.4	0.05	16.5	69.8	ديسمبر ١٩٣٩.....
" 1945.....	287.2	148.0	7.3	40.7	1.9	142.6	436.8	" ١٩٤٥.....
" 1946.....	289.4	145.0	7.8	37.2	2.1	139.3	428.7	" ١٩٤٦.....
" 1947.....	287.7	143.0	12.9	132.1	9.0	141.1	428.8	" ١٩٤٧.....
" 1948.....	274.2	164.1	13.3	160.7	9.1	154.8	429.0	" ١٩٤٨.....
" 1949.....	288.5	174.0	13.3	160.7	9.6	170.3	458.8	" ١٩٤٩.....
" 1950.....	274.6	191.0	12.6	178.4	10.4	204.1	456.3	" ١٩٥٠.....
" 1951.....	252.2	211.0	17.2	193.8	12.1	206.8	424.7	" ١٩٥١.....
" 1952.....	217.9	209.0	14.3	194.7	11.9	190.4	420.2	" ١٩٥٢.....
" 1953.....	229.8	194	15.4	178.5	10.3	188.7	463.3	" ١٩٥٣.....
" 1954.....	255.1	195	18.3	176.7	11.9	188.6	443.7	" ١٩٥٤.....
July 1955.....	276.7	180	17.4	162.6	11.9	174.5	451.2	يوليو ١٩٥٥.....
August 1955.....	274.6	174	19.3	154.7	11.9	166.6	441.2	أغسطس ١٩٥٥.....
September 1955.....	269.4	180	19.2	160.8	11.9	172.7	442.1	سبتمبر ١٩٥٥.....
October 1955.....	273.4	188	18.6	169.4	11.9	181.3	454.7	أكتوبر ١٩٥٥.....

(*) Banking money include current A/c's., time deposits for individuals.

Government and the Sudan Government and Savings.

(*) أموال البنوك تشمل الحسابات الجارية والودائع لرجال الأفراد والحكومة وودائع حكومة السودان وصناديق التوفير

البنك الأهلي المصري
NATIONAL BANK OF EGYPT
COMPARATIVE FIGURES END OF PERIOD
أرقام المقارنة في نهاية الفترة

(L.E. 000's)

(القيمة بالآلاف الجنيهات)

		قسم اصدار البنكنوت									
		ISSUE DEPARTMENT									
		1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955		
Liabilities:	Notes Issued	22200	174000	191000	211000	209000	194000	195000	192000	نسبة المصار من أوراق البنكنوت الإحتياطي	—
	Reserves	—	—	—	11761	11761	—	—	—	—	—
		22200	174000	191000	222761	220761	194000	195000	192000	اصول	192000
Assets:	Gold	6241	6376	6376	60553	60553	60553	60553	60553	ذهب	60553
	Egyptian & Foreign Govt. Treasury Bills & securities	15959	167624	184624	162208	162206	133447	134447	131447	الذون وصكوك حكومية مصرية واجنبية	131447
		22200	174000	191000	222761	220761	194000	195000	192000		192000
		قسم العمليات المصرفية									
		BANKING DEPARTMENT									
		1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955		
Liabilities:	Capital	2925	2925	2925	3000	3000	3000	3000	3000	رأس المال	3000
		1938	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955		

Reserves	2925	2925	2925	2925	2925	3000	1935	8017	15650	3000	الإحتياطيات
Govern. Deposits	4836	72720	61376	40115	3000	14181	3000	3000	3000	3000	ودائع حكومية
Egyptian Govt. Treasury Bills Special a/cet....	—	40000(1)	60000(1)	80000(2)	70000(2)	—	55000(2)	55000(2)	55000(2)	—	حساب الحكومة المصرية (أذون خسبرانية)
Cur. and Time Dep.	17205	88478	88866	66995	63379	58692	71897	52596	52596	58692	حسابات جارية وودائع البنوك ...
Bankers	608	24049	31287	51487	38158	44427	38825	33519	33519	44427	... ..
Other Accounts	2269	14293	22583	35558	40453	36024	30761	29448	29448	36024	حسابات أخرى
Assets:	30768	245390	269962	280155	219925	159324	210500	192212	192212	159324	أصول
Cash: N.B.E. Notes .	1794	7834	7098	10083	8483	11789	9826	12605	12605	11789	في الخزنة : بنكنوت البنك الأهلي المصري
Other Notes & Coins	655	149	158	144	206	97	119	100	100	97	عملات معدنية ورقية
Foreign Bankers and Money at Call	2449	7983	7256	10227	8689	11886	9945	12705	12705	11886	البنوك بالخارج والمبالغ
Investments	14478	57015	50324	30015	19557	7975	18068	19592	19592	7975	التروضة تحت الطلب
Advances	8259	149420	153169	676552	131768	94562	139435	129639	129639	94562	محفظة الاوراق المالية ...
Bills Discounted	1903	17296	31918	78999	27287	25926	17091	20922	20922	25926	قروض
Other Accounts	3679	278	487	307	884	3762	152	1396	1396	3762	كمبيالات مضمومة
	30768	245390	269962	280155	219925	15213	25909	7958	7958	15213	حسابات أخرى متنوعة...
	30768	245390	269962	280155	219925	159324	210500	192212	192212	159324	

Source: National Bank of Egypt: Reports of the Ordinary General Meeting, Weekly Position.

(1) Treasury Bills Law No. 119 of 1948.

(2) Treasury Bills Art. 14 of Law No. 57 of 1951.

المصدر : البنك الأهلي المصري ، تقارير الجمعيات العمومية العادية والميزانيات الأسبوعية

(١) أذون خزنة ، مصادرة بمقتضى القانون رقم ١١٩ لسنة ١٩٤٨

(٢) مصادرة بمقتضى المادة ١٤ من قانون رقم ٥٧ لسنة ١٩٥١

INDEX NUMBER OF WHOLESALE PRICES لاسمعار الجملة القياسي

(يونيو - أغسطس سنة ١٩٣٩ = ١٠٠)

Months	الواد الغذائية FOODSTUFFS								الواد الصناعية INDUSTRIAL PRODUCTS AND MATERIALS								الشهور	ديسمبر »<
--------	------------------------------	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--------	---

احصاءات عن القطن المصري

المساحة المزروعة ، متوسط محصول الفدان ، المخزون ،
المحصول ، المستهلك ، والصادر

EGYPTIAN COTTON STATISTICS

CULTIVATED AREA, YIELD PER FEDDAN
STOCK, CROP, CONSUMPTION AND EXPORTS

(1) السنوات Years (1)	المساحة المزروعة (بالآلاف الفدان) Cultivated Area (Feddans 000's)	متوسط محصول الفدان (بالقنطار) Yield per Feddian (Cantars)	المخزون (أول سبتمبر) (بالآلاف القنطير) Stock (Sept. 1st) (Cantars 000's)	المحصول (بالآلاف القنطير) Crop (Cantars 000's)	المستهلك (بالآلاف القنطير) (2) Consumption (2) (Cantars 000's)	الصادرات (بالآلاف القنطير) Exports (Cantars 000's)
1937-1938	1978	5.57	517	11009	511	8919
1938-1939	1784	4.67	1970	8340	570	8434
1939-1940	1625	5-35	1010	8692	653	7504
1940-1941	1685	5.44	1560	9170	753	4118
1941-1942	1644	5.09	5757	8374	843	4609
1942-1943	706	6.00	8678	4233	891	2070
1943-1944	713	5.01	9808	3569	876	3610
1944-1945	853	5.44	8892	4640	1066	4228
1945-1946	982	5.31	8237	5221	1072	4413
1946-1947	1212	5.01	7824	6066	1099	6955
1947-1948	1254	5.08	5880	6370	1182	7798
1948-1949	1441	6.17	3256	8900	1444	7883
1949-1950	1692	5.14	2226	8704	1286	8848
1950-1951	1975	4.30	911	8500	1335	6426
1951-1952	1972	4.18	1648	8076	1456	5821
1952-1953	1967	4.79	2180	9922	1526	7100
1953-1954	1324	5.35	3443	7082	1629	7223
1954-1955	1579	4.48	1671	7285	1785	5500
1955-1956	1814	4.59	2080	8532	762(2)	2491(2)

(1) Cotton season begins on 1st September
and ends on 31st August.

(1) يبدأ موسم القطن من أول سبتمبر
وينتهي في آخر أغسطس

(2) Up to the week ending 25 January 1956

(2) الأرقام لغاية الأسبوع المنتهى في ٢٥
يناير ١٩٥٦

الميزان التجاري

BALANCE OF TRADE

(Value in L.E. 000's).

(القيمة بالآلاف الجنيهات)

Years	الواردات (1) Imports (1)	الصادرات (2) Exports (2)	الزيادة في الواردات (-) الصادرات (+) Excess of Imports— Exports +	السنوات
1938	36954	30125	— 6829	 ١٩٣٨
1939	34091	34832	+ 741	 ١٩٣٩
1940	31378	28320	— 3058	 ١٩٤٠
1941	33127	22611	— 10516	 ١٩٤١
1942	55512	19285	— 36227	 ١٩٤٢
1943	39196	26579	— 12617	 ١٩٤٣
1944	51007	30001	— 21006	 ١٩٤٤
1945	60476	45159	— 15317	 ١٩٤٥
1946	83248	68993	— 14255	 ١٩٤٦
1947	102464	89837	— 12627	 ١٩٤٧
1948	172877	143101	— 29776	 ١٩٤٨
1949	178230	138002	— 40228	 ١٩٤٩
1950	212682	175428	— 37254	 ١٩٥٠
1951	241977	203080	— 38897	 ١٩٥١
1952	216464	145116	— 71348	 ١٩٥٢
1953	175222	137345	— 37877	 ١٩٥٣
1954	159786	138274	— 21512	 ١٩٥٤
1955	182266	138366	— 43900	 ١٩٥٥

(1) Excluding the value of imports of monetary gold.

(١) لا تشمل الواردات من الذهب للأغراض النقدية

(2) Including produce and manufactures of Egypt and exports of imported merchandise.

(٢) الأرقام تشمل صادرات البضائع الوطنية والأجنبية

حصة كل منطقة وكل دولة من الدول الهامة في إجمالي قيمته وارادات مصر (١)

SHARE OF EACH REGION AND EACH PRINCIPAL COUNTRY IN THE TOTAL VALUE OF IMPORTS OF EGYPT (1)

(Value in L.E. 000's).

(القيمة بالآلاف الجنيهات)

	1938		1952		1953		1954		1955	
	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00
Middle East(2)	1862	50	14647	68	11393	65	11821	74	12419	68
Africa	83	2	2700	12	2301	12	1581	10	1754	10
Asia	4290	116	14465	67	12023	69	15014	94	22648	124
Europe	26633	724	121810	563	105522	602	107533	673	120822	663
The Americas	3853	102	61046	282	42937	246	23295	146	23988	132
Oceania.....	209	6	1695	8	987	5	503	3	587	3
Others (3)	4	0	101	0	59	0	39	0	48	0
Total	36934	1000	216464	1000	175222	1000	159786	1000	182266	1000
Belgium	2069	56	6148	28	3538	20	5997	31	4829	27
France.....	1956	53	14065	65	15440	88	15980	100	15887	87
Germany	3753	102	12244	57	18381	105	18265	114	19118	105
Italy.....	3004	81	12236	57	12509	71	12485	78	14873	81
Sweden	531	14	4420	20	4327	25	4948	31	5520	30
Switzerland	597	16	3282	15	4892	28	4814	30	6959	38
United Kingdom	8497	230	29492	136	17380	99	20078	126	23474	129
Japan	955	26	1018	5	908	5	1975	13	4682	26
India	876	27	4432	20	3644	21	3956	25	7274	40
United States	2456	66	33533	155	27668	158	17783	111	2197	12
Other Countries	12240	329	95594	442	66535	380	54505	341	77453	425
Total	36934	1000	216464	1000	175222	1000	159786	1000	182266	1000

الجملة

(1) Excluding the value of imports of monetary gold.

(2) Including: Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran, Palestine, Jordan, Saudi Arabia, Eritrea, Ethiopia, Libya and British East Africa. (3) From ships.

(١) لا تشمل الواردات من الذهب للأغراض النقدية .

(٢) الشرق الأوسط يشمل قبرص والمراق وسوريا ولبنان وتركيا وإيران ولبنان والاردن والمملكة العربية السعودية وأثيوبيا وليبيا وأفريقيا الشرقية البريطانية . (٣) من السفن .

حصّة كل منطقة كل دولة من الدول الهامة في اجمالي قيمة صادرات مصر

SHARE OF EACH REGION AND EACH PRINCIPAL COUNTRY IN THE TOTAL VALUE OF EXPORTS OF EGYPT (1)

(Value in L.E. 000's).

(القيمة بـملايين الجنيهات)

	1938		1952		1953		1954		1955	
	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00
Middle East (1)	1334	44	3826	26	4076	30	7184	52	7526	54
Africa	109	4	398	3	684	5	808	6	1916	14
Asia	3785	125	27591	190	31296	228	32245	233	32939	238
Europe	23666	785	93078	641	89308	650	87598	634	84482	611
The Americas	958	33	17796	122	9813	71	6957	65	10267	74
Oceania.....	54	2	595	4	1081	8	310	2	126	1
Others (2)	219	7	1832	14	1087	8	1172	8	1110	8
Total	30125	1000	145116	1000	137345	1000	138274	1000	138366	1000
Belgium	501	17	934	6	2264	16	2469	18	2072	15
France.....	2467	82	18443	127	18095	132	15924	115	12127	88
Germany	3389	113	11649	80	10140	74	12252	89	7958	58
Italy.....	1813	60	15655	108	10291	75	10515	76	7516	55
Sweden	253	8	935	6	1470	11	475	3	544	4
Switzerland	1085	36	4185	29	5547	40	4262	31	5531	40
United Kingdom	9935	330	6597	45	14926	109	14491	105	8032	58
Japan	1843	61	6208	43	8005	58	6814	49	8327	60
India	1543	51	13526	93	15946	116	18255	132	12920	93
United States	716	24	16880	117	5739	42	6595	48	9050	65
Other Countries	6580	218	50104	346	44922	327	46222	334	64289	464
Total	30125	1000	145116	1000	137345	1000	138274	1000	138366	1000
الجملة										
الشرق الاوسط (1)										
افريقيا										
اسيا										
اوربا										
الامريكتن										
اللاتينوسية										
اخر (2)										
الجملة										
بلجيكا										
فرنسا										
لانيا										
ايطاليا										
السويد										
سويسرا										
المملكة المتحدة										
اليابان										
الهند										
الولايات المتحدة										
دول اخرى										
الجملة										

(1) Including: Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran, Palestine, Jordan, Saudi Arabia, Eritrea, Ethiopia, Libya and British East Africa (2) Bunkers, foreign ships.

(1) الشرق الاوسط يشمل قبرص والراق وسوريا ولبنان وتركيسا
وايران وفلسطين والاردن والمملكة العربية السعودية وادريرا والنيوبيا وليبيا
افريقيا الشرقية البريطانية . (2) استهلاك السفن اجنبية .

أهم الواردات

PRINCIPAL ARTICLES IMPORTED

Value in 000's L.E., Quantity in Tons

القيمة بالآلاف الجنيهات ، المقدار بالاطن

Articles	1938		1953		1954		1955		الإصناف
	المقدار Quantity	القيمة Value	المقدار Quantity	القيمة Value	المقدار Quantity	القيمة Value	المقدار Quantity	القيمة Value	
Wheat	808	6	486950	22235	9590	254	—	—	قمح
Maize	3633	46	9020	271	5	6	3	2	ذرة
Tea	7833	831	20159	7724	16298	8126	17212	9801	شاي
Kerosene	308875	1136	495028	7000	552780	7676	371111	4416	كيرولين
Oil, Diesel, Mazout & Solar	229	649	462878	4144	754138	5317	762141	5108	زيت ديزل ومازوت وغاز صولر
Coal	1548	2007	78710	485	142630	893	112325	731	فحم حجري
Paper, news print	10373	111	17746	927	23224	1294	19756	1200	ورق جرائد ومجلات
Tobacco	5893	605	10996	4709	11110	4668	11151	5015	تبغ (دخان) وسجاير
Fertilizers	514	2936	526181	11451	520865	11237	451506	9483	اسمدة
Cotton	16955	2828	1729	2060	623	1007	450	619	قطنية
Woolen	1646	861	819	2073	587	1794	644	1892	منسوجات صوفية
Artificial silk	388	211	280	771	171	477	109	296	حرير صناعي
Wood for building	230	1220	206280	6447	226240	7110	245005	8423	أخشاب للبناء
Bars, iron or steel	74709	699	78347	2879	58284	1996	111508	4343	اسياخ من حديد أو فولاذ
Tractors	918	73	1078	272	4855	825	3406	1019	جرارات
Motor-cars, buses, lorries	8790	1052	5994	2538	8645	3780	16317	7235	سيارات أمتوبيوس وركوب
Other articles	—	21663	981228	99236	1613060	103326	2005878	122683	وتنقل
Total		36934	3383423	175222	3943005	159786	4128522	182266	اجملة

The values of Imports are C.I.F. The values expressed in the currencies of the countries of export are converted into Egyptian currency at exchange rates on the day of clearing. Custom duties are excluded.

قيمة الواردات (سيف) أى قيمة البضاعة فى مكان الإرسال مضاعفا اليها تكاليف النقل والتأمين من ذلك المكان الى الحدود المصرية بعد تحويل العملات الأجنبية الى العملة المصرية بـمسموالمبادلة يوم التخليص عليها ، ولا تشمل الضريبة الجمركية .

أهم صادرات المنتجات والصناعات المصرية
PRINCIPAL EXPORTS OF PRODUCE AND MANUFACTURES OF EGYPT

Value in L.E. 000's, Quantity in Tons.

القيمة بالآلاف الجنيهات ، التقدير بالاطنان

Articles	1938		1953		1954		1955		الاصناف
	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	
Cotton, raw	356594	21190	346458	116348	287722	113102	277376	107438	قطن خام
Cotton yarn	—	—	5395	1571	11180	4397	10497	4383	غزل قطن
Cake of cotton seed ...	256163	914	83805	1334	2046	33	21749	434	كسب بذرة قطن
Wool, raw	1378	90	235	100	263	92	300	121	صوف خام
Phosphate of lime	403	307	379115	1057	395079	1118	420952	1182	فوسفات الجير
Oils, diesel, mazout and solar	54	135	130461	812	130483	770	136129	876	زيوت ديزل ومجازوت وصورل
Salt, common	284948	103	273096	260	330770	260	227059	201	ملح الطعام
Rice, bleached	42217	480	360	14	46392	2608	182831	7304	أرز مبيض
Onions	143619	929	122582	3647	169550	2040	173121	2306	بصل
Molasses	23800	52	52476	329	73872	485	99221	511	عسل السكر
Tobacco and cigarettes	316	184	105	121	100	109	67	70	تبغ (دخان) وسجاير
Furniture, wood	—	3	463	115	520	165	738	193	اثاث خشب
Hides and Skins, tanned	492	68	248	172	302	205	348	188	جلود مدبوغة
Other articles	—	4887	494866	9583	532901	11325	471735	11785	مواد أخرى
Total	—	29342	1889665	135863	1982180	136709	2022123	136992	جمله

The values of Exports are F.O.B. i.e. the values free on board or free on rail or road vehicle at the frontiers of Egypt including custom duties.

قيمة الصادرات (نوب) أى خالصة المصاريف السفينة أو للسكة الحديدية أو لمرية النقل عند الحدود المصرية مضافا اليها الخريبة الجمركية .

GOLD & FOREIGN EXCHANGE HOLDINGS (1)

(Million U.S. Dollars)

الذهب والعملة الأجنبية في حيازة الدول المختلفة (١)

(القيمة بملايين الدولارات)

End of Period	مصر (٢) EGYPT(2)		العراق IRAQ		إيران IRAN		تركيا TURKEY		اتحاد الريفي South Africa		الهند INDIA		بلجيكا BELGIUM		في نهاية الفترة
	ذهب Gold	أجنبية Exchange	ذهب Gold	أجنبية Exchange	ذهب Gold	أجنبية Exchange	ذهب Gold	أجنبية Exchange	ذهب Gold	أجنبية Exchange	ذهب Gold	أجنبية Exchange	ذهب Gold	أجنبية Exchange	
December 1939.....	55	42	4.4	16	26	16	29	9	245	43	274	342	714	2	ديسمبر ١٩٣٩
" 1945.....	52	1116	12.4	100	127	100	241	46	194	282	274	4340	716	82	" ١٩٤٥
" 1947.....	53	1022	3.9	104	142	104	170	99	762	249	274	4590	624	300	" ١٩٤٧
" 1948.....	53	1014	3.8	134	140	134	162	30	183	147	256	3090	549	314	" ١٩٤٨
" 1949.....	53	694	7.9	103	140	103	154	49	128	170	247	1735	698	199	" ١٩٤٩
" 1950.....	53	636	25.4	—	139	—	150	65	197	279	247	1752	587	162	" ١٩٥٠
" 1951.....	174	356	22.1	—	138	—	150	66	190	196	247	1640	735	419	" ١٩٥١
" 1952.....	174	209	38.0	39	138	39	143	47	170	211	247	1482	706	367	" ١٩٥٢
" 1953.....	174	214	80.7	48	137	48	143	69	176	116	247	1518	776	314	" ١٩٥٣
" 1954.....	174	230	119.3	71	138	71	144	62	199	217	247	1535	778	268	" ١٩٥٤
August 1955.....	174	—	174.8	66	138	66	144	67	212	129	247	1507	850	237	أغسطس ١٩٥٥
September 1955.....	174	224	165.7	62	138	62	144	61	214	109	247	1511	877	235	سبتمبر ١٩٥٥
October 1955.....	174	199	197.2	59	138	59	144	63	211	108	247	1496	—	—	أكتوبر ١٩٥٥

(1) Source: reproduced from "Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations", Vol. X, No. 1, January 1956 pp. 163-167. Gross holdings of gold and short-term foreign assets of treasuries, central banks, exchange stabilisation funds, and other official institutions unless otherwise stated.

(2) Holdings of the National Bank. The series on gold relate to the holdings of the Issue and Banking Department through 1939, and of the Issue Department thereafter.

(١) المصدر : نقلا عن « النشرة الشهرية للإحصاءات - مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة » مجلد ١٠ عدد رقم ١ عن شهر يناير ١٩٥٦ الصفحات ١٦٣ - ١٦٧ . الأرقام عن الذهب القائم والأصول الأجنبية القصيرة الأجل بالخزائن العامة والبنوك المركزية وورسبند تثبيت الصرف والمؤسسات الرسمية الأخرى ما لم يذكر ما يخالف ذلك .

(٢) الأرقام عن الوجود في حيازة البنك الأهلي المصري - الذهب الموجود في قسم اصدار البكيتوت وقسم العمليات المصرفية في خلال سنة ١٩٣٩ ومما في قسم اصدار البكيتوت بعد هذا التاريخ .

GOLD & FOREIGN EXCHANGE HOLDINGS • الذهب والعملات الأجنبية التي في حيازة الدول المختلفة •
(Million U.S. dollars) (القيمة بـملايين الدولارات)

End of Period	(٣) فرنسا France	إيطاليا Italy		سويسرا Switzerland		المتحدة الولايات المتحدة (٤) United Kingdom	كندا Canada		الولايات المتحدة (٥) United States	أستراليا Australia		نيوزيلندا New Zealand		في نهاية الفترة
		Gold	Exchange	Gold	Exchange		Gold	Dollar		Gold	Exchange	Gold	Exchange	
December 1939..	—	144	21	549	81	2038	218	88	17800	88	1237	23	27	ديسمبر ١٩٣٩
" 1945..	—	24	—	1342	38	2477	354	1154	20083	88	1126	23	269	" ١٩٤٥
" 1947..	—	58	188	1356	24	2080	287	215	22868	88	962	23	204	" ١٩٤٧
" 1948..	—	112	421	1387	55	1857	401	597	24389	14	176	23	177	" ١٩٤٨
" 1949..	—	256	637	1504	61	1689	486	631	24563	53	543	27	105	" ١٩٤٩
" 1950..	1334	—	—	1470	60	3300	580	1162	22819	78	514	29	138	" ١٩٥٠
" 1951..	912	333	712	1451	53	2335	842	937	22873	112	904	32	95	" ١٩٥١
" 1952..	987	346	567	1422	114	1846	885	977	23252	113	831	33	87	" ١٩٥٢
" 1953..	956	346	606	1406	122	2518	986	840	22091	119	1164	33	171	" ١٩٥٣
" 1954..	1369	346	695	1513	151	2762	1073	882	21793	138	995	33	141	" ١٩٥٤
August 1955..	—	—	—	1418	131	2457	1127	815	21732	—	—	33	218	أغسطس ١٩٥٥
September 1955..	2005	—	—	1461	146	2345	1132	814	21744	—	—	33	215	سبتمبر ١٩٥٥
October 1955..	2074	—	—	1482	135	2297	1141	764	21750	—	—	33	186	أكتوبر ١٩٥٥

(3) Foreign exchange: virtually all U.S. dollars.

(4) Gold U.S. and Canadian dollar holdings.

(5) Holdings of the Treasury and the gold held in the active portion of the Exchange Stabilization Fund.

(٣) عملات أجنبية : دولارات أمريكية .

(٤) الإرقام من الذهب والدولارات الأمريكية والكندية .

(٥) بيان ما في حيازة الخزانة العامة والذهب الموجود تحت تصرف الجزء المستعمل من رصيده تثبيت الصرف .

EXCHANGE RATES (1)

Monthly Average

أسعار الصرف (١)

متوسطات شهرية

(٢) ١٠٠ = ١٩٣٧ سنة الأساس U.S. Cents per Unit of National Currency — Index Number, Base Year 1937 = 100 (2)

Countries	Unit of National Currency	1937		1949				1955		الدول
		U.S. Cents	الرقم القياسي Index Number	قبل التخفيض Before Devaluation Jan.-Aug.		بعد التخفيض After Devaluation Sept. Dec.		نوفمبر November		
				U.S. Cents	الرقم القياسي Index Number	U.S. Cents	الرقم القياسي Index Number			
Arab States:	Egypt	507.1	100	413.3	81.5	287.2	56.6	287.2	56.6	دول عربية { مصر العراق
	Iraq	494.1	100	403	81.5	280.0	56.6	280.0	56.6		{ لبنان لبنان رسمي شراء
	Lebanon	79.55	100	45.63	57.3	45.63	57.3	45.25	56.9	{ سوريا سوريا رسمي أساسي
	Syria	79.55	100	30.97	38.9	30.97	38.9	30.86	38.8		56.9
Middle East:	Iran	6.120	100	2.232	36.5	2.232	36.5	1.333	21.8	الشرق الأوسط { إيران شراء بيع
	Iran	6.085	100	2.208	36.3	2.208	36.3	1.307	21.3		{ تركيا تركيا ... اتحاد جنوب
	Turkey	79.18	100	35.71	45.1	35.71	45.1	35.71	45.1	{ أفريقيا أفريقيا جنوب
	Union of South Africa	491.8	100	403	81.9	280	56.9	280.0	56.9		21.00
Africa	India	37.22	100	30.22	81.2	21.00	56.4	21.00	56.4	روبية روبية
	Pakistan	37.22	100	30.22	81.2	30.22	81.2	21.00	56.42		{ الهند باكستان ... اليابان
	Japan	26.81	100	0.2178	1.0	0.2778	1.0	0.2778	1.0	1.0

دول عربية { مصر
العراق
لبنان
سوريا
إيران
شراء
بيع
تركيا
اتحاد جنوب أفريقيا
الهند
باكستان
اليابان

الشرق الأوسط {

أفريقيا {

آسيا {

الدول	الأمريكتان	الأوقيانوسية	نيوزيلندا	أستراليا	كندا	الدول	جنيه نيوزيلند	جنيه أسترالي	دولار	جنيه أسترالي	جنيه نيوزيلند	القيمة المحلية للاقتصاد : وحدة	1955	نوفمبر November	1949			1937			Unit of National Currency	Countries																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
															الرقم التقييمي Index Number	القيمة الأمريكية U.S. Cents	الرقم التقييمي Index Number	القيمة الأمريكية U.S. Cents	الرقم التقييمي Index Number	القيمة الأمريكية U.S. Cents			الرقم التقييمي Index Number	القيمة الأمريكية U.S. Cents																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
تشيكوسلوفاكيا	كورونا	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.000	57.3	2.

(1) Source: Adapted from "Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations", Vol. X, No. 1, January 1956, pp.146-151.

Data represent domestic par value or basic official rates for single rate countries and the domestic selling quotations for all significant rates for countries employing multiple rates of exchange.

(2) Index Number (base 1937=100) shows the changes in the value of the f unit of national currency in relation to U.S. dollar.

(1) المصدر : مقتبسة من «النشرة الشهرية للإحصاءات» مكتب الإحصاء التابع لبيئة الأمم المتحدة ، المجلد العاشر عدد ١ عن شهر يناير ١٩٥٦

الصفحات ١٤٦ - ١٥١

البيانات عن القيمة المحلية الأساسية أو الاسعار الرسمية للدول التي تستعمل سعر صرف مفرد وعن اسعار البيع المحلية للدول التي تستخدم اسعار صرف متعددة .

(٢) الرقم القياسي (١٩٣٧=١٠٠) يوضح تغيرات قيمة وحدة العملة المحلية بالنسبة للدول الأمريكي .

	IMPORTS C.I.F. الواردات				EXPORTS F.O.B. المصدرات				
	System	1937	1954	1955		1937	1954	1955	
				I	II			I	II
WEST EUROPE		7990	23660	6500	6710	6560	21470	5720	5900
Belgium-Luxemb	S.	932	2535	690	675	860	2300	677	633
West Germany	S.	1705	4601	1310	1399	959	4189	1162	1212
France	S.	—	4215	1123	1228	—	5261	1406	1478
Italy	S.	734	2401	661	690	550	1636	406	447
Netherlands	S.	884	2856	784	766	663	2412	634	627
Sweden	S.	542	1777	497	490	511	1587	376	421
Switzerland	S.	415	1303	347	371	296	1228	299	316
North America		4330	15970	4120	4420	4350	19030	4700	4980
Canada	S.	811	4205	1015	1237	1012	4056	990	1113
United States	S.	3102	10312	2728	2782	3311	14961	3713	3868
Latin America :									
A. — Dollar		670	3800	980	990	810	4250	1140	1150
Cuba	G.	130	—	—	—	168	—	157	53
Colombia	G.	96	651	183	171	86	656	127	127
Mexico	G.	170	723	184	193	219	557	162	155
B. — Non dollar		1040	3480	830	840	1480	3560	780	800
Brazil	G.	331	—	351	333	350	1562	298	292
Chile	S.	89	344	94	63	193	404	103	115
Peru	S.	60	250	63	72	93	239	54	61
Other Far East		2150	4660	1120	1220	2300	3410	870	920
Indonesia	S.	280	629	132	138	550	856	200	209
Japan	G.	1363	2399	576	646	1200	1629	432	460
Philippines	G.	110	—	126	—	153	—	98	—
Rest of World		1290	5470	1410	1460	220	4500	1110	2160
بقية العالم									
الاتحاد السوفياتي									
الهند									
اليابان									
الفلبيين									
بقية العالم									
أوروبا الغربية									
بلجيكا - لوكسمبورج									
فرنسا									
ألمانيا الغربية									
إيطاليا									
هولندا									
السويد									
سويسرا									
أمريكا الشمالية									
كندا									
الولايات المتحدة									
أمريكا اللاتينية									
أ - دولار									
كوبا									
كولومبيا									
المكسيك									
ب - خارج الدولار									
لبرازيل									
تشيلي									
بيرو									
دول أخرى في الشرق									
الاقصى									
اندونيسيا									
اليابان									
الفلبيين									
بقية العالم									

* See explanatory note on the following page.

(*) مراجع الشروح على الصفحة التالية

مفتتمة من « النشرة الشهرية للإحصاءات - مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة » مجلد ٩ عدد ١١ عن شهر نوفمبر سنة ١٩٥٥ (جداول خاصة) .

(١) البيانات عن البضائع بصفة عامة بما في ذلك الفضة في جميع أشكالها ما عدا السبائك الذهبية والعملات وأوراق العملة المصدرة .

(٢) ذكرت البيانات على أساس قيم الواردات والصادرات حسب العملات المحلية كما تقر عنها الدول . والعملات محولة إلى دولارات أمريكية على أساس أسعار المبادلة الجارية التي يحددها صندوق النقد الدولي .

(٣) المقصود بأجمالى قيم التجارة حسب المناطق ، مناطق العملات وليس مناطق الدول والقارات . ولا تتضمن جملة تجارة العالم وكذا اجماليات التجارة حسب المناطق الدول الآتية : البانيا ، بلغاريا ، الصين ، تشيكوسلوفاكيا ، ألمانيا الشرقية ، المجر ، كوريا الشمالية ، بولندا ، رومانيا ، وروسيا السوفيتية .

(٤) قيمة الواردات (سيف) أى قيمة البضاعة في محل الإرسال مضافا إليها تكاليف النقل والتأمين . وقيمة الصادرات (فوب) أى قيمة البضاعة خالصة المصاريف للباخرة أو للسكة الحديد أو لمربة النقل .

(٥) نظام التجارة - عام : يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافا إليها الواردات التي تدخل مخازن الاستيداع وصادرات المنتجات الأهلية مضافا إليها كل ما يعاد تصديره .

خاص : الواردات للاستهلاك المباشر مضافا إليها الواردات التي تخرج من مخازن الاستيداع ، وصادرات المنتجات الأهلية مضافا إليها كل ما يعاد تصديره بعد صبغه بالصبغة الأهلية .

نصف خاص : الواردات العامة بعد استبعاد كل ما يعاد تصديره وصادرات المنتجات الأهلية (أو الصادرات العامة بعد استبعاد كل ما يعاد تصديره) .

Source: Adapted from "Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations" Vol. IX No. 11 November 1955. (Special tables).

(1) In general, the data relate to merchandise, inclusive of silver in all forms, but exclusive of gold specie and bullion and issued paper currency.

(2) The data are based on the value of imports and exports in national currencies as reported by the countries concerned. Conversion into U.S. dollars being made at current exchange rates supplied by the International Monetary Fund.

(3) The regional totals correspond to currency areas rather than to continental areas. The regional and world totals exclude the trade of Albania, Bulgaria, China Mainland, Czechoslovakia, Eastern Germany, Hungary, North Korea, Poland, Romania and the U.S.S.R.

(4) With certain exceptions, imports are valued c.i.f. and exports f.o.b.

(5) G.: General trade, i.e., imports directly for consumption plus imports into warehouse, exports of national produce plus all re-exports.

S.: Special trade, i.e., imports directly for consumption plus imports ex-warehouse: exports of national produce plus nationalised re-exports only.

Si: Semi-special trade, retained imports (or general imports minus all re-exports), exports of national produce (or general exports minus all re-exports).

الرقم القياسي لنفقة المعيشة (١)
سنة الأساس : ١٩٤٨ = ١٠٠

INDEX NUMBER OF COST OF LIVING (1)

Base Year 1948 = 100

	(٢) مصر Egypt (2)	(٣) العراق Iraq (3)	(٤) لبنان Lebanon (4)	(٥) إيران Iran	(٥) تركيا Turkey (5)	البحر جنوب أفريقيا Union of S. Africa	(٧) فرنسا France (7)	ألمانيا الغربية Western Germany	إيطاليا Italy	سويسرا Switzerland	المملكة المتحدة United Kingdom	(٩) الهند India (9)	الباكستان (١٠) Pakistan (10)	كندا Canada	الولايات المتحدة United States	
1939	36	19	20	16	29	68	—	—	22	6	60	35	—	65	58	١٩٣٩
1945	104	108	123	101	102	89	—	—	49	93	87	78	—	77	75	١٩٤٥
1947	99	111	102	91	100	95	—	—	90	97	94	92	—	88	93	١٩٤٧
1948	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	١٩٤٨
1949	99	80	94	109	110	104	118	107	102	99	103	101	—	104	99	١٩٤٩
1950	104	73	87	89	104	108	131	100	100	98	106	103	95	107	100	١٩٥٠
1951	114	78	94	93	103	116	130	103	110	102	116	107	99	119	108	١٩٥١
1952	113	84	94	101	109	126	145	110	114	105	126	105	101	121	110	١٩٥٢
1953	105	70	85	117	112	130	142	107	117	104	130	105	111	120	112	١٩٥٣
1954	101	72	83	131	123	124	145	110	121	106	135	100	109	121	111	١٩٥٤
August 1955	101	75	85	128	134	136	143	110	124	106	138	100	106	120	111	١٩٥٥
September 1955	101	75	—	127	—	138	143	110	124	106	139	99	107	120	112	»
October 1955	—	75	—	—	—	—	144	—	—	106	141	—	—	121	112	»

(1) Source: reproduced from "Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations". Vol. IX, No. 12, Dec. 1955, pp. 134-141. (2) Cairo. (3) Baghdad. (4) Beyrouth. (5) Istanbul. (6) Euro-peans only. (7) Paris. (8) July-Dec. (9) Bombay. (10) Karachi.

(١٠) كراتشي .

السكان POPULATION

Country	تقدير عدد السكان في منتصف سنة 1937 (in 000's) Midyear Estimate 1937 (in 000's)	آخر تعداد Latest available Census		تقدير عدد السكان في منتصف سنة 1953 (in 000's) Midyear Estimate 1953 (in 000's)	السنة Year
		التاريخ Date	السكان (بالآلاف) Population (in 000's)		
World Total				2493000	
Egypt	16009	26. 3. 1947	19021.8	21935	1951
Sudan	—	—	—	8820	—
Algeria	—	21. 10. 1948	8681.8	9367	1952
Iraq	—	19. 10. 1947	4816.2	5100	1952
Lebanon	925	—	—	1353	1953
Syria	2427	—	—	3535	—
Jordan	—	— 8. 1952	1330.0	1360	1954
Iran	16200	—	—	20253	1952
Turkey	10823	22. 10. 1950	20934.7	22461	—
U. of S. Africa ..	9805	8. 5. 1951	12650.0	13153	1954
India	370342	1. 3. 1951	356879.4	372000	1952
Pakistan	—	28. 2. 1951	75842.2	—	—
Indonesia	67398	7. 10. 1930	60412.9	79900	—
China	452460	—	—	—	—
Japan	70360	1. 10. 1950	83199.6	86700	1953
Denmark	3749	7. 11. 1950	4281.3	4369	1953
Sweden	6276	31. 12. 1950	7041.8	7171	1954
Belgium	8346	31. 12. 1947	8512.2	8778	1954
France	41200	10. 5. 1954	42860.0	42860	1953
Germany	67831	29. 10. 1946	64061.9	69545	1954
Italy	42372	4. 11. 1951	47032.2	48071	1954
Netherlands	8598	31. 5. 1947	9625.5	10488	1952
Switzerland	4180	1. 12. 1950	4714.9	4877	1954
U. Kingdom	47289	8. 4. 1951	50212.2	50857	1954
U.S.S.R.	—	17. 1. 1939	170467.2	—	1948
Canada	11045	1. 6. 1951	14009.4	14781	1954
United States ...	128825	1. 4. 1950	150697.3	158320	1954
Mexico	—	6. 6. 1950	25791.0	28053	1953
Chile	—	24. 4. 1952	5930.8	6072	1953
Brazil	38687	1. 7. 1950	51976.3	55772	—
Australia	6836	30. 6. 1947	7579.4	8829	1953
New Zealand ..	—	17. 4. 1951	1939.5	2047	1954

See explanatory notes on next page.

المواليد والوفيات ومعدل زيادة السكان
BIRTHS, DEATHS AND RATE OF INCREASE
OF POPULATION

جملة المواليد Total Births		جملة الوفيات Total Deaths		وفيات الرضع Deaths under 1 year		معدل زيادة السكان Rate of Increase of Popula- tion 0/00	الدولة
العدد No.	المعدل Rate	العدد No.	المعدل Rate	العدد No.	المعدل Rate		
933959	44.7	402158	19.3	120151	128.6	18.1	جملة العالم
—	—	—	—	—	—	—	مصر
359963	39.4	114764	12.6	30069	83.5	—	السودان
45530	9.3	17571	3.6	—	—	—	الجزائر
34070	25.2	7257	5.4	—	—	—	العراق
89277	25.3	24212	7.0	—	—	—	لبنان
49228	36.2	14543	10.7	4926	100.1	—	سوريا
517003	25.8	137750	6.9	—	—	—	الأردن
—	—	—	—	—	—	—	إيران
71513	25.5	24249	8.6	2410	34.1	21.8	تركيا
7017064	24.8	3834028	13.6	816209	116.3	14.1	اتحاد جنوب أفريقيا
1318879	18.0	902308	12.3	171000	129.7	8.0	الهند
—	—	—	—	—	—	—	باكستان
—	—	—	—	—	—	—	اندونيسيا
—	—	—	—	—	—	24.1	الصين
1862348	21.5	771934	9.7	2063	18.7	10.9	اليابان
78261	17.9	39350	9.0	2130	27.2	10.5	دانيمارك
105396	14.6	69029	9.6	1946	18.5	10.9	السويد
147745	16.8	109062	12.4	6120	41.9	3.0	بلجيكا
803976	18.7	512743	11.9	29329	36.5	3.3	فرنسا
1124718	16.0	853246	12.1	—	—	8.3	ألمانيا
848493	17.5	435976	9.0	44844	52.9	6.4	إيطاليا
228609	21.8	80551	7.7	5048	22.1	18.1	هولندا
83770	17.0	49010	10.0	2743	29.3	11.2	سويسرا
794300	15.6	578400	11.4	21000	26.4	4.4	المملكة المتحدة ...
—	—	—	—	—	—	13.6	الاتحاد السوفيتي
432347	28.5	123441	8.1	14764	35.9	—	كندا
4021000	24.9	1481000	9.2	107100	27.9	—	الولايات المتحدة ...
1251800	44.6	437700	15.6	118300	94.5	26.6	المكسيك
219308	36.1	80085	13.2	25059	114.3	15.3	تشيلي
—	—	—	—	—	—	25.3	البرازيل
202235	22.9	80188	9.1	4712	23.3	9.6	أستراليا
48462	24.7	17672	9.0	969	20.0	23.6	نيوزيلندا

انظر الشرح على الصفحة التالية

المصدر : مقتبسة من نشرة الاحصاءات مجموعة أ مجلد ٧ رقم ٢ ، السكان والاحصاءات الحيوية ، الأمم المتحدة .

(١) توزيع عدد السكان التقديرى فى منتصف عام ١٩٥٣ تبعاً لتقسيم القارات (فيما عدا الاتحاد السوفيتى) كالاتى بالآلاف : إفريقيا ٢٠٨٠٠٠ أمريكا الشمالية ٢٢٩٩٠٠ ، أمريكا الجنوبية ١١٨١٠٠ ، آسيا ١٣٠٧٠٠٠ ، أوروبا ٤٠٣١٠٠ الأوقيانوسية ١٣٩٠٠ .

(٢) البيان عن ١٩٥٠/٧/١ .

(٣) البيان عن ١٩٤٨/٧/١ .

(٤) البيان عن سنة ١٩٤٦ .

(٥) المواليد والوفيات : تتناول البيانات المواليد أحياء والوفيات التى حدثت وسجلت خلال السنة ولا تشمل المواليد أموات .

معدلات المواليد والوفيات عبارة عن عدد المواليد أو الوفيات التى حدثت خلال السنة لكل ألف من السكان منسوبة لعدد السكان التقديرى فى منتصف السنة أو بالنسبة لعدد السكان حسب التعداد المأخوذ خلال نفس السنة .

(٦) معدل الزيادة عبارة عن مقدار الزيادة السنوية لكل ألف من السكان اعتباراً من تاريخ آخر تعداد سابق . محسوباً على أساس معادلة الفوائد المركبة كالاتى :

$$س١ = س٠ (١ + م) ن ، حيث$$

س - هى عدد السكان فى بداية الفترة ، س١ عدد السكان فى نهاية الفترة ، ن عدد السنوات بين التعدادين ، م معدل التغير السنوى .

Source: Adapted from «Statistical Papers, Series A. Vol. 6, No. 4. Population and Vital Statistics Reports, United Nations».

(1) Estimates of the 1953 midyear population by continental divisions (except the U.S.S.R.) are as follows in 000's: Africa, 208,000, North America 229,900, South America 118,100, Asia 1,307,000, Europe 403,100, Oceania 13,900.

(2) Estimate relates to 1.7.1950.

(3) Estimate relates to 1.7.1948.

(4) Estimate relates to 1946.

(5) Births and deaths; data relate to livebirths and deaths excluding still births. Generally they refer to those registered births or deaths that occurred during the given year.

Rates for total births and deaths are the number of births or deaths for the specified year per thousand persons in the midyear population of the same year or the population enumerated at the date of a census taken during the same year.

(6) Rate of increase; is annual increase (per thousand) from date of previous census calculated by the compound interest formula. The formula is as follows:

$$P_1 = P_0 (1 + r)^t, \text{ where.}$$

P_0 is the population at the beginning of the period, P_1 is the population at the end of the period, t is the number of years intervening, and r is the annual rate of change.

